



REVUE DE PRESSE

Du 5 au 7 octobre
2011

MILANO



12^e RENCONTRES
INTERNATIONALES

Union
des **Entreprises**
pour l'Ille et Vilaine



PLEINS FEUX Italie

La crise apporte une opportunité de rapprochement franco-italien

La section Italie des CCE vient de publier une étude¹ sur les conséquences de la crise en Italie qui met en évidence des opportunités significatives. En effet, cette crise a modifié le cadre des relations commerciales entre l'Italie et la France et constitue une véritable occasion de rapprochement pour les entreprises de nos deux pays.



Vue d'une rue de Milan, les Italiens gardent des atouts dans le domaine du luxe.

Les relations commerciales France/Italie sont très développées puisque nous sommes réciproquement le second partenaire commercial de l'autre, cependant elles sont loin d'être excellentes. En effet ces relations sont compliquées par de nombreuses incompréhensions qui sont amplifiées par une concurrence vive dans plusieurs domaines sensibles (luxe, vins, alimentaire,...) sur les marchés tiers et elles sont souvent tendues dans un cadre plutôt « chauvin » de part et d'autre des Alpes, avec une image plutôt négative de la France en Italie. Par ailleurs, les relations entre dirigeants politiques et économiques de nos deux pays ne reflètent pas le niveau élevé de nos échanges.

Depuis 30 ans, l'Italie s'est éloignée de nous (ce qui n'est pas perçu en France) et s'est tournée vers les États-Unis en particulier dans les domaines de l'éducation, du conseil, et en général pour son modèle économique. Elle a signé des accords avec des groupes américains dans plusieurs secteurs : ceci s'est fait dans le cadre de relations politiques fortes

exigeant des contreparties économiques. A un moment où la France comme l'Italie pensent que le futur se trouve sur les nouveaux marchés des BRICs, le rapprochement de nos deux pays n'est pas évident et n'est pas perçu comme une opportunité par tous. Cet état d'esprit plutôt négatif se constate davantage du côté français avec des investissements principalement tournés vers les BRICs, et un certain nombre de PMI françaises qui réduisent depuis deux ans leur présence en Italie en fermant leurs bureaux pour gérer à plus faible coût leurs ventes et opérations italiennes depuis la France. Il faut noter à l'inverse que, dans cette période de crise, les investissements italiens en France, selon l'AFII, sont passés derrière l'Allemagne et les États-Unis. Cet intérêt se dirige vers des entreprises industrielles françaises disposant d'usines récentes, bien situées et disposant de parts de marché, de R & D et d'un personnel de qualité... acquises à un prix très inférieur à celui que représenterait un investissement *ex nihilo*. Les Italiens saisissent ces opportunités et font des efforts significatifs pour y améliorer souvent avec succès la productivité avec l'aide des ingé-



DR
Nicolas Diers, CCE Italie.

1) L'étude intitulée « la crise, effets et conséquences sur l'Italie en 2010 » est disponible sur le site www.cncecf.org

nieurs de production « maison » qui sont une de leurs forces.

Une complémentarité facteur d'opportunité

Ces opportunités impliquent la nécessité d'une plus grande solidarité entre les deux économies et la construction d'un axe économique et commercial privilégié entre l'Italie et la France. Vu d'Italie et à l'aune de la crise en cours, il existe effectivement une complémentarité entre les économies françaises et italiennes qui peut guider une réflexion commune intéressante pour accélérer la sortie de crise. En effet la sortie de crise va nécessiter des investissements importants (tant au niveau des capitaux que des produits à proposer) vers les marchés des BRICs. Les entreprises italiennes et françaises gagneraient à s'unir pour être plus fortes ensemble, plus fortes sur le marché européen domestique... mais aussi capables d'aller investir loin en mutualisant efforts et coûts.

Il est clair aussi que la sortie de crise va encore accentuer la compétition sur les prix et donc la pression sur les coûts renforçant l'intérêt de la recherche de gains potentiels à réaliser en commun sur la logistique, la production et la présence commerciale sur des marchés partagés. Enfin, la sortie de crise va provoquer en Italie des mouvements de concentration pour lesquels il faudra que les actionnaires familiaux recherchent des soutiens en termes de capitaux et de management... pourquoi ne pas les rechercher auprès d'autres industriels et pourquoi pas des industriels français ? Cette complémentarité fortement « ressentie » en Italie est évidente entre des Italiens qui se savent plus créatifs et industriels mais qui comprennent l'intérêt de s'associer à des partenaires (français) rigoureux dans la planification et la finance et disposant souvent déjà de cadres internationaux qu'ils n'ont pas : la mutualisation dans ce contexte est créatrice de valeur.

Enfin, les difficultés liées à la crise conduisent les Italiens à penser que malgré tous leurs défauts les Français sont sans doute plus proches d'eux que les Anglo-saxons ou les Allemands...

Les collaborations à développer

Il existe déjà de grands chantiers franco-italiens, et le dernier Sommet bilatéral

a montré de nouvelles avancées et d'importants projets en cours prometteurs en particulier dans le domaine du nucléaire, de la voiture électrique, et du ferroviaire. Mais des opportunités significatives se présentent aussi pour les entreprises de taille moyenne qui constituent le fer de lance de l'Italie.

Ces opportunités reposent en premier lieu sur des partenariats réels et originaux concentrés sur des axes spécifiques (la grande exportation, l'attaque d'un marché européen (nouveaux marchés ou rapprochement de filiales,...) pour acquérir la taille critique, la mise en commun d'usines, de centres de logistique et de recherche) ou la constitution de nouveaux intervenants européens italo-français. Il convient de ne pas négliger la poursuite et le renforcement des collaborations entre secteurs dans

lesquels nous sommes concurrents (comme la mode et le tourisme) mais où la vraie concurrence se situe aujourd'hui ailleurs. De nouvelles opportunités significatives sont également à développer dans le domaine des services : conseil en management, capital développement, cabinets juridiques, gestion de services publics.

Enfin une réflexion urgente doit être initiée pour soutenir la sous-traitance où de nombreuses entreprises italiennes souffrent et risquent de mettre en difficulté certains secteurs français qui reposent sur elles (luxes, automobile...). La crise permet en premier lieu de procéder à des acquisitions pures et simples et de reprendre des entreprises en difficulté qui ont un savoir-faire ou des parts de marché complémentaires. Le moment est favorable de part et

Actions à mettre en œuvre

Pour saisir cette opportunité de rapprochement, il est d'abord important **d'y croire**.

Il faut ensuite se montrer rapide, réactif, pragmatique et volontaire en gardant constamment présente **l'idée de collaboration/partenariat** à laquelle nos partenaires italiens sont très sensibles.

Quelques **facteurs importants** pourront faciliter les rapprochements, en particulier :

▲ **mieux nous connaître** en étant très conscients de nos différences et de la sensibilité italienne. Certains points devront être mieux diffusés aux responsables français pour qu'ils évitent les pièges tels que l'arrogance, le manque d'écoute,...

▲ **mieux communiquer** globalement de part et d'autre afin d'améliorer l'image économique de la France en Italie (et vice versa) en insistant sur notre proximité culturelle et économique et en soulignant constamment l'estime réciproque.

▲ **mieux couvrir et utiliser tous les centres d'influence italiens** : Etat, régions, chambres de Commerce, syndicats professionnels, fondations et Clubs italiens de réflexion, ... sachant que le niveau national (gouvernement) est important mais beaucoup moins qu'il ne l'est en France ;

▲ accroître systématiquement les **contacts personnels** : au niveau des numéros un mais aussi aux niveaux inférieurs. Les patrons français doivent s'impliquer en Italie pour connaître leurs homologues ;

▲ être réactifs et vigilants grâce à des circuits d'informations rapides de tous les intervenants français en Italie travaillant en réseau, couvrant ce qui se passe en Italie ;

▲ **améliorer notre pouvoir d'attraction**, méconnu par rapport à celui des Etats-Unis et Britanniques (par exemple : attirer des étudiants italiens dans nos écoles de commerce et d'ingénieurs et proposer des stages en entreprises à de jeunes italiens sur le modèle du V.I.E. et communiquer sur ces actions)

▲ faciliter et provoquer la **confrontation amicale des responsables économiques** français et italiens en y introduisant des dirigeants d'entreprises de taille moyenne (ETI) sans la limiter comme dans le cadre du Sommet social en marge du Sommet bilatéral aux seuls grands groupes !

▲ poursuivre et accroître la collaboration au sein de l'équipe de France à l'export **entre le dispositif public et les responsables d'entreprises français** présents en Italie ;

▲ **utiliser et motiver les patrons italiens de groupes français**... généralement absents aujourd'hui de cette relation et sans aucune pression de leurs maisons mères à ce sujet ;

▲ insister et communiquer constamment sur la dimension **coopération mutuelle de la relation**, puisque c'est un point sensible face à la perception de l'arrogance française.

d'autre pour gagner des positions commerciales ou profiter de bénéfices techniques et éviter la disparition d'entreprises et les pertes d'emploi. Ces opportunités sont réelles mais elles existent pour un temps relativement limité. Un autre type d'opportunité existe. Il s'agit d'entrée minoritaire au capital de sociétés italiennes viables mais insuffisamment capitalisées (ETI et PMI italiennes traditionnellement peu capitalisées). La recherche de fonds propres est une obligation pour de nombreuses entreprises familiales dynamiques. Le moment est opportun pour y entrer dans de bonnes conditions. C'est une façon d'apprendre à se connaître pour préparer l'avenir (alliances plus poussées, questions de succession) en jouant avec le temps. De nombreuses formes d'associations se développent actuellement pour créer de véritables partenariats européens à partir d'une base franco-italienne (ou italo-française). Il s'agit de fusions simples, de groupements d'entreprises, de répartition des rôles entre filiales et associés pour améliorer la compétitivité de l'ensemble, ou simplement d'association pour se lancer ensemble sur de nouveaux marchés en élargissant l'offre de produits et en partageant les expériences et les compétences.

Des pistes pour profiter de ces opportunités

Cette étude de la section Italie des CCE indique aux autorités des pistes intéressantes à développer pour faciliter aux entreprises françaises l'accès à ces opportunités mises en évidence. Ces *guidelines* concernent cinq domaines d'activité :

- Il s'agit de renforcer la collaboration dans des secteurs où nous sommes certes concurrents mais pour lesquels la vraie concurrence vient maintenant de pays tiers (États-Unis ou surtout Asie) avec une offre européenne mieux différenciée. Cette problématique concerne notamment le luxe et le tourisme (stimuler les flux entrants et sortants de chacun par des offres communes) mais aussi l'alimentaire et d'autres secteurs techniques.
- Il nous semble qu'une réflexion approfondie est nécessaire autour du système de la sous-traitance, efficace, souple et indispensable à la compé-

tivité des grandes entreprises et dans lequel de nombreuses PME italiennes jouent un rôle primordial pour les entreprises françaises dans des domaines comme le luxe, l'automobile ou l'ameublement.

- Le développement de la coopération dans les services aux collectivités privatisés (eau, gaz, électricité, déchets,...) où la France a une expérience ancienne et les besoins en Italie, dans des secteurs en cours de libéralisation ou de privatisation, sont importants.
- L'opportunité de développer la coopération en matière de développement des énergies renouvelables et du nucléaire, source de croissance et d'emplois importants dans les prochaines années.
- Et enfin la nécessité de créer des coopérations dans le vaste domaine des services trop longtemps apanage de groupes anglo-saxons ! Nous avons des capacités réelles et l'Italie a des besoins. Il nous apparaît utile de valoriser nos

savoir-faire et expériences réciproques et de les faire connaître. Cela peut concerner de nombreux secteurs encore trop peu présents : avocats, chiffre, conseil en management, formation, universités, grandes écoles,... L'aide à la gestion des fusions, à la concentration et au changement en général est sans doute une excellente opportunité. L'expertise et le conseil dans le management des collectivités représentent également un besoin significatif en Italie.

La sortie de crise va enfin inciter l'Italie à effectuer la concentration de son économie et l'ouverture de celle-ci aux investisseurs étrangers (faible jusqu'à aujourd'hui : l'Italie est le pays européen le moins internationalisé). ●

*Nicolas Diers, CCE Italie,
auteur de la note
de la section Italie sur la crise.
Avec la collaboration de Noel Adrian,
président de la section Italie*

Tips culturels dans les relations d'affaires

• Les Italiens aiment la France, mais trouvent les Français « arrogants »

- « Un Français est un Italien de mauvaise humeur »
- « Les Français ne savent pas dire merci »

On apprécie les sourires, la simplicité, les remerciements multiples et les félicitations non comptées.

• On travaille pour gagner de l'argent et se faire plaisir

Rapport à l'argent beaucoup plus libre qu'en France (salaires dirigeants plus élevés et rendus publics)

Importance donnée aux succès

Importance d'une relation amicale et durable

• On peut (doit) tout se dire, mais mieux vaut ne pas faire perdre la face à son interlocuteur

« Je lui ai fait comprendre que... » n'a aucun sens

Importance du vrai dialogue « yeux dans les yeux » (à deux) sur les points essentiels

On « n'engueule » pas en public

On aime les conciliations et les négociations pour trouver un accord « win-win »

• Le monde des affaires est un monde dur

On préfère des partenaires solides, clairs et durs

On ne négocie pas au restaurant (... on y va après)

On a toujours un Plan B... jusqu'à la signature définitive

On est pragmatique avant tout ; une solution doit être bonne aujourd'hui. Mais si il faut la changer demain, ce n'est pas un problème

• On a été formé différemment et on pense différemment

L'excellence qui ouvre toutes les portes c'est le Liceo Classico (latin-grec) et non le Bac S (Mathématiques)

Les examens se font par oral (très tôt) et rarement par écrit

On n'est pas habitué à la dissertation et à l'analyse critique chère aux Français (surtout en public)

L'écrit est en général un document final... les documents intermédiaires montrant les désaccords peuvent mettre mal à l'aise

• On aime parler de foot... pour le meilleur et pour le pire !

Les secteurs d'opportunité

Les banques

Après l'implantation réussie de la BNP et du Crédit Agricole, la sortie de crise ouvre sans aucun doute de nouvelles opportunités pour les banques françaises avec la probable mise sur le marché de banques moyennes.

L'aspect coopératif d'une large partie du monde bancaire français constitue à l'évidence un *know how* à utiliser et à mettre en avant face à un besoin pour beaucoup d'intervenants italiens de se rassembler et de mettre en commun des moyens (ce qu'ils n'ont pas su faire jusqu'à aujourd'hui) sans perdre le côté régional important en Italie. Des organismes français peuvent devenir des rassembleurs.

Le capital développement est certainement un autre domaine intéressant alors que le *private equity* s'est surtout développé jusqu'à ce jour dans des opérations de rachat à 100 % dans le cadre de LBO.

La gestion du portefeuille clients et le *rating* « *unsolicited* » en sont certainement d'autres alors que la gestion du poste client sera pour plusieurs années un élément essentiel dans la vie des entreprises.

Les entreprises

Les grands dossiers industriels (Enel, Eni, Finmeccanica, Nucléaire, Fiat, Autoroutes, grandes Utilities) restent d'actualité et à suivre de près. Ils constituent logiquement des sujets sensibles souvent traités au plus haut niveau.

Les coopérations possibles concernent de nombreux secteurs avec les entreprises de taille intermédiaire :

- autour du nucléaire avec les entreprises du secteur électromécanique (très innovant derrière Ansaldo) ;
- les infrastructures (autoroutes, aéroports, ports, services urbains,...) : dans les deux premiers secteurs, des alliances permettraient probablement d'accélérer les développements faits en commun à l'étranger dans les pays émergents (croissance en propre sur chaque marché désormais difficile, mais importants besoins financiers pour se porter vers



L'automobile, un secteur adapté à une coopération franco-Italienne.

l'extérieur). Dans les services urbains, les besoins restent énormes et la capacité financière italienne du secteur public insuffisante ;

- les énergies renouvelables : potentiel toujours important sachant que l'Italie doit les développer pour respecter ses engagements à horizon 2020 ;
- les télécommunications : le dynamisme connu en Italie dans l'utilisation du téléphone portable masque les retards dans le fixe et la bande large (pas d'investissements par Telecom Italia depuis des années). Il y a un vrai sujet et des besoins en fibre pour HD entreprises, bande large (LTE, Wimax), opérateurs virtuels, fournisseurs de contenus et probablement acquisition de fournisseurs d'accès Internet surendettés ;
- la formation de haut niveau et la recherche ;
- le tourisme constitue sans aucun doute un autre domaine de collaboration à favoriser puisque la grande clientèle internationale est identique et apprécie une offre unique. L'offre de produits communs peut constituer un avantage, sans qu'il soit nécessaire de reconstruire des réseaux d'accueil et

de promotion concurrents et onéreux ;

- le luxe et la mode, pour lesquels la mise en commun d'expériences et de réseaux peut accélérer la croissance de chacun, à un moment où la position sur les marchés émergents est essentielle, et alors même que les besoins en capital de nombreuses entreprises italiennes du secteur est patent ;
- le secteur de la santé : l'Italie y est déjà bien positionnée en France ; pour ses propres besoins, considérables, elle souhaite bénéficier de l'expérience française (cliniques, hôpitaux, maisons de retraite) ;
- il en va de même pour des secteurs tels que l'alimentaire, la mécanique (notamment les composants pour l'automobile), les médias (en profondes modifications avec Internet) ou encore le papier ;
- le secteur du conseil dans son ensemble où nos entreprises sont peu présentes et petites face aux anglo-saxons alors que le recours au conseil, encore faible en Italie, doit progresser.

Le secteur public

Le besoin d'améliorer la situation économique dans le Sud (vrai réservoir de croissance alors que le Nord est déjà parmi les régions les plus riches d'Europe), impose une efficacité plus grande du secteur public. Ce n'est pas un chantier facile, mais il y a à l'évidence matière pour des sociétés de conseil utilisant le savoir-faire français efficace et reconnu.

Dans un contexte de ressources limitées, les collectivités locales devront avoir recours au conseil. L'apport de conseil dans ces domaines est non seulement important pour le volume d'affaires qu'il peut générer pour des groupes français mais aussi par le fait qu'il est essentiel pour améliorer les chances des groupes français de participer efficacement à la gestion des services publics concédés. C'est un point très important à un moment où l'ouverture des concessions et la libéralisation/privatisation de services se développe au niveau régional... et que la France s'illustre par sa faible présence. ●

L'ex-patron de Parmalat arrêté et incarcéré

La Cour de cassation a confirmé la condamnation de Calisto Tanzi dans la faillite du groupe en 2003, malgré une réduction de peine



(c) SipaCalisto Tanzi

L'ex-patron du groupe agroalimentaire italien Parmalat, Calisto Tanzi, a été arrêté jeudi 5 mai à Parme. Il doit être incarcéré après avoir été définitivement condamné par la Cour de Cassation pour le krach du groupe en 2003. Agé de 72 ans, il a été interpellé dans sa villa de Parme, au Nord de l'Italie où est installé le siège du groupe agroalimentaire.

Son emprisonnement a été ordonné par le parquet de Milan après la confirmation mercredi par la Cour de cassation de sa condamnation pour manipulation de cours de Bourse et entrave à l'activité des autorités de contrôle.

Il a déjà purgé neuf mois de prison

La Cour a toutefois réduit la peine de Calisto Tanzi à huit ans et un mois de prison, alors qu'il avait été condamné en décembre 2008 à dix ans de prison par le tribunal de Milan. Une peine confirmée en appel. L'ancien patron du fleuron transalpin de l'agroalimentaire a déjà purgé neuf mois de prison et d'assignation à résidence au début de l'affaire, mais pas après ses deux premières condamnations. La faillite de Parmalat en 2003 a été l'un des plus gros scandales financiers en Europe qui s'est traduit par un trou d'environ 14 milliards d'euros, engloutissant les économies de 135.000 épargnants.

Telecom Italia T1: repli du bénéfice, le groupe souffre encore en Italie

Milan (awp/afp) - Telecom Italia a accusé un repli de son bénéfice net au premier trimestre, les difficultés sur son marché domestique n'ayant pas été totalement compensées par le bond enregistré en Amérique latine, mais le groupe a en revanche confirmé vendredi ses objectifs annuels prudents. Le bénéfice net s'est replié de 8,7% à 549 millions d'euros, un résultat inférieur aux attentes des analystes qui misaient sur 559 millions, selon un consensus établi par Dow Jones Newswires. Grâce à l'intégration de Telecom Argentina, dont le groupe a pris le contrôle en octobre, le résultat brut d'exploitation (Ebitda) a progressé de 3,6% à 2,929 milliards d'euros et le chiffre d'affaires de 10,3% à 7,073 milliards. Mais en termes comparables, l'Ebitda a reculé de 3,6% et le chiffre d'affaires de 0,2%.

Telecom Italia a continué à souffrir sur son marché domestique où il a accusé une baisse de 7,4% de son chiffre d'affaires en termes comparables et de 7,6% de son Ebitda. Le groupe ne parvient pas encore à inverser la tendance en Italie, en particulier au niveau de la téléphonie mobile dont le chiffre d'affaires a chuté de 12%. Mais il devrait connaître une "amélioration" au deuxième trimestre en terme de chiffre d'affaires, a prédit Marco Patuano, directeur des opérations chargé des activités en Italie, au cours d'une conférence d'analystes.

Telecom Italia, qui refuse de suivre les baisses de prix de ses concurrents afin de défendre ses marges, souligne qu'il a regagné des clients au niveau de la téléphonie mobile (31 millions de lignes contre 30,4 millions un an plus tôt) et que la baisse du nombre d'abonnés à la téléphonie fixe a ralenti.

Selon Deutsche Bank, les résultats au niveau du mobile sont "pires" qu'attendus mais le marché était tout de même "relativement préparé aux chiffres domestiques faibles" annoncés par le groupe. A la Bourse de Milan, vers 12H10, Telecom Italia prenait 1,45% à 1,013 euro, dans un marché en baisse de 0,07%, après s'être replié en début de séance.

Face aux difficultés en Italie, le PDG Franco Bernabè, reconduit mi-avril à la tête du groupe, a mis en avant la "validité de la stratégie de renforcement en Amérique latine" où le groupe a vu son chiffre d'affaires progresser de 18%. Dans le détail, le chiffre d'affaires de Telecom Italia a bondi respectivement de 13,8% et de 27,2% en termes comparables au Brésil et en Argentine tandis que le résultat brut d'exploitation a progressé de 8,6% et de 22,5%.

"La contribution de l'Amérique latine est la clé" et le groupe compte tirer profit du "fort potentiel" de croissance du marché brésilien en saisissant les "opportunités quand elles se présenteront", a ajouté M. Bernabè. Grâce à l'Amérique latine, Telecom Italia a confirmé les objectifs annuels prudents affichés fin février. Le groupe table donc toujours sur un chiffre d'affaires et un résultat brut d'exploitation "substantiellement stables" en termes comparables.

La dette, qui a baissé à 30,622 milliards d'euros fin mars contre 31,468 milliards fin 2010, devrait diminuer de son côté à environ 29,5 milliards fin 2011.

Telecom Italia a enfin annoncé la migration de sa filiale brésilienne, TIM Participações, vers le segment Novo Mercado de la Bourse de Sao Paulo, réservé aux entreprises s'engageant à adopter des standards élevés en matière de gouvernance.

Italie: des dizaines de milliers de grévistes, transports perturbés

ROME — Des dizaines de milliers d'Italiens ont fait grève vendredi et défilé dans les rues des grandes villes du pays à l'appel du syndicat CGIL pour protester contre la situation économique du pays, entraînant des perturbations dans les transports.

"Brisons le mur de la crise économique", proclamait une banderole dans le défilé organisé dans le centre de Rome près du Colisée.

Les manifestants scandaient des slogans anti-gouvernementaux et brandissaient des petits drapeaux rouges de la CGIL, le principal syndicat italien (gauche), qui avait appelé à une "grève générale" de 4 heures de ses adhérents. "C'est une grande journée de lutte", a déclaré à Naples (sud) la secrétaire générale de la CGIL, Susanna Camusso, qui a dénoncé les "mensonges" du gouvernement et appelé à la taxation des revenus du patrimoine afin de baisser les impôts des salariés et à des mesures pour l'emploi des jeunes. Cette grève et ces défilés, qui ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes, ont entraîné des perturbations dans les transports.

Près de quatre-vingt vols ont été annulés dans les aéroports de Rome-Fiumicino, Naples et Bologne (nord). Les conducteurs de trains faisaient grève de leur côté de 12H00 GMT à 16H00 GMT.

La circulation des métros a été quasi interrompue dans la matinée à Rome tandis qu'à Milan, la grande métropole du nord, la grève dans les transports aura lieu à partir de 16H00 GMT.

Au sein du groupe automobile Fiat, plus grande entreprise du pays, 10% des salariés ont adhéré à cette grève, selon l'entreprise.

Le gouvernement a critiqué ce mouvement, le ministre du Travail Maurizio Sacconi appelant la CGIL à "réfléchir sur la ligne suivie jusqu'à présent" après une grève ayant, selon lui, recueilli une "faible adhésion". Le ministre de la Fonction Publique, Renato Brunetta, s'est moqué de son côté d'une "énième grève permettant d'allonger le week-end".

Alors que les relations sont tendues entre la CGIL et les autres grands syndicats du pays, plus modérés, le responsable du syndicat CISL en Lombardie (nord), Gigi Petteni, a dénoncé une grève "contre les travailleurs qui n'aide pas à résoudre les problèmes du pays". La CGIL a en revanche été soutenue par plusieurs responsables de l'opposition dont Antonio di Pietro, leader de l'Italie des Valeurs. "La crise est finie seulement chez Berlusconi, mais pas chez les 4 millions d'Italiens qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois", a-t-il dit.

En Italie, le taux de chômage est reparti en hausse en mars à 8,3% contre 8,2% en février, après plusieurs mois de repli ou de stabilisation. Alors que la croissance, qui s'est élevée à 1,3% en Italie l'an dernier, n'est pas assez solide pour faire repartir le marché de l'emploi selon la Banque d'Italie, le gouvernement a récemment revu en baisse sa prévision de croissance à 1,1% pour 2011.

L'Italie, dont le déficit public s'est élevé à 4,6% du PIB l'an dernier, s'est engagée par ailleurs auprès de Bruxelles à réduire son déficit à 0,2% en 2014. Ce qui impliquera de nouvelles fortes réductions des dépenses qui inquiètent les Italiens alors que le gouvernement a adopté l'été dernier un plan d'austérité impopulaire de 25 milliards d'euros.

GDF Suez serait intéressé par l'italien Sorgenia



GDF Suez regarderait du côté de l'italien Sorgenia, producteur d'électricité spécialisé dans les centrales à cycle combiné à gaz et dans les énergies renouvelables, croit savoir le quotidien économique 'Les Echos' dans son édition de lundi. Le journal souligne qu'il s'agit d'un "groupe stratégique" pour GDF Suez, dans la mesure où l'Italie a renoncé à la relance de l'énergie nucléaire après la catastrophe de Fukushima au Japon.

Les deux groupes sont déjà liés, rappellent encore 'Les Echos' : "tous deux partagent le capital de Tirreno Power, ancienne filiale d'Enel". Sorgenia est actuellement détenu à 52 % par le holding CIR de la famille De Benedetti et à 45 % par l'autrichien Verbund.

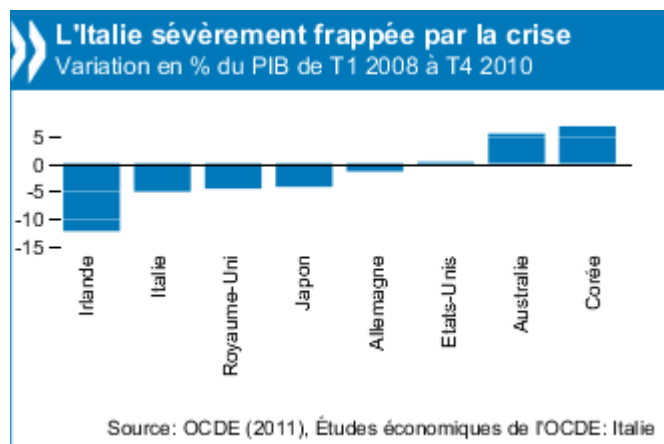
Le quotidien économique, citant une source financière, souligne cependant que la décision de vendre n'a pas encore été "formellement prise" et "selon certains, CIR et Verbund attendent une valorisation proche de 2 à 3 milliards d'euros", un chiffre qui serait bien au dessus de ce que GDF Suez est prêt à donner. Le français n'est d'ailleurs pas le seul intéressé : le russe Inter Rao, l'espagnol Iberdrola et EDF seraient sur les rangs.

Italie : des réformes structurelles approfondies et un assainissement des finances publiques renforceront la reprise

L'économie italienne poursuit sa reprise après la très profonde récession qu'elle a connue comme la plupart des pays de l'OCDE, mais il est possible de faire davantage pour favoriser la résilience, selon un nouveau rapport de l'OCDE. Une combinaison de politiques macroéconomiques et structurelles bien ciblées contribuerait à instaurer une croissance soutenue et à assainir les finances publiques, ajoute l'OCDE.

L'Étude économique de l'OCDE sur l'Italie, présentée aujourd'hui à Milan par Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Giulio Tremonti, ministre italien de l'Économie et des Finances, juge que la vigueur de la reprise est incertaine.

“L'économie italienne est en phase de reprise, et nous pensons que la croissance sera un peu plus forte l'an prochain,” a déclaré M. Gurría. “Mais nous ne devons pas sous-estimer la tâche qui reste à accomplir. L'Italie doit prendre des mesures supplémentaires pour rendre la croissance plus robuste et augmenter sa résilience aux chocs futurs.” (lire l'intégralité du discours).



En ce qui concerne la politique budgétaire, l'OCDE constate que l'Italie est maintenant dotée d'un cadre satisfaisant pour planifier les dépenses et les recettes globales sur une période de trois ans. Le bas niveau de la dette privée limite les conséquences possibles de l'instabilité financière sur l'économie italienne.

L'objectif de ramener le déficit global à moins de 3 % du PIB, comme l'exige le régime de monnaie unique de l'Union européenne, est réalisable, mais il faudra pour cela mener à bien les mesures prévues de restriction des dépenses, affirme l'OCDE. De nouvelles initiatives sur le front de la fiscalité, à commencer par des mesures d'élargissement de l'assiette, pourraient s'avérer nécessaires en cas de retard.

S'agissant de la politique structurelle, l'OCDE estime que l'Italie devrait achever la libéralisation en cours du secteur des services et envisager d'étendre ce processus à d'autres domaines, notamment les transports et les services locaux.

Dans un chapitre spécial de l'Étude consacré au système d'enseignement supérieur de l'Italie, l'OCDE constate que la loi sur l'Université récemment adoptée prévoit en premier lieu, et à juste titre, d'améliorer la gouvernance des universités publiques, notamment en rehaussant la qualité des conseils d'administration, en séparant les tâches administratives des fonctions d'enseignement et de recherche et en renforçant les mécanismes d'évaluation.

Suite page suivante

Une fois ce dispositif en place, les autres mesures destinées à accroître l'efficacité, s'agissant par exemple de l'amélioration des procédures de recrutement et du déroulement des carrières, gagneront en efficacité.

L'OCDE encourage l'Italie à envisager un relèvement progressif des droits de scolarité, en tenant dûment compte du contexte socio-économique spécifique des étudiants. Cette mesure devrait être complétée par la mise en place d'un nouveau système de prêts étudiants sous conditions de ressources, de manière à en atténuer l'impact sur les étudiants défavorisés.

“À plus longue échéance, un système d'enseignement universitaire de masse exige une contribution financière accrue des étudiants qui ont les moyens de payer, et cela suppose un relèvement des droits de scolarité,” a déclaré M. Gurría. “Certes, il n'est ni possible ni souhaitable d'imposer de nouveaux droits dans la précipitation et sans consultations appropriées, mais nous recommandons que cette mesure soit mise à l'ordre du jour.”

Dans un second chapitre spécial de l'Étude, l'OCDE encourage l'Italie à rechercher activement des moyens économiquement efficaces d'atteindre les objectifs environnementaux, principalement en “fixant les justes prix”. Une utilisation plus large et plus judicieuse des écotaxes et des redevances, par exemple dans les secteurs de l'eau et de la gestion des déchets, faciliterait la réalisation de ces objectifs. Il faudrait aussi envisager la privatisation de certains de ces services locaux, en parallèle avec la création d'agences de régulation nationales dotées de pouvoirs substantiels.

Pour de plus amples informations sur l'Étude économique de l'Italie, et notamment sur les prévisions préliminaires en matière de croissance, cliquer [ici](#). Une série révisée de prévisions du PIB sera publiée dans les Perspectives économiques de l'OCDE le 25 mai 2011.

Le groupe italien Edison accuse une perte au premier trimestre

MILAN (Italie) - Le groupe d'énergie italien Edison, dont le français EDF est le principal actionnaire, a accusé une perte nette de 20 millions d'euros au premier trimestre en raison des difficultés de son activité gazière, a-t-il annoncé lundi dans un communiqué.

Sur les trois premiers mois de l'année, le groupe a enregistré une perte nette de 20 millions d'euros contre un bénéfice net de 67 millions un an plus tôt.

Le groupe souffre au niveau de ses activités gazières qui sont tombées dans le rouge sur la période en raison de la forte pression concurrentielle liée à l'excès d'offre sur le marché italien et européen, à la faiblesse de la demande et à l'écart entre les prix spot et ceux des importations à long terme, a expliqué Edison.

Afin de défendre ses marges, le groupe a entamé la renégociation de ses contrats à long terme et a même lancé des procédures d'arbitrage.

Les problèmes rencontrés par l'activité gazière ont entraîné une chute de 43% du résultat brut d'exploitation (Ebitda) à 183 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires du groupe a en revanche progressé de son côté de 8,2% à 2,966 milliards d'euros grâce à la hausse des revenus de son activité de vente d'énergie électrique.

Au chapitre des perspectives, Edison s'attend toujours à un fort recul de son résultat brut d'exploitation à environ 900 millions d'euros cette année contre 1,369 milliard d'euros l'an dernier.

La réduction de la rentabilité se poursuivra jusqu'à la conclusion positive des négociations et des procédures d'arbitrage en cours pour les contrats gaziers à long terme, a indiqué le groupe.

Edison est contrôlé à 61,3% par Transalpina di Energia, holding détenue à 50% par EDF et à 50% par Delmi, société qui regroupe les actionnaires italiens menés par A2A. EDF détient en plus une part directe de 19,3%.

EDF et les actionnaires italiens se sont donnés jusqu'au 15 septembre pour parvenir à un accord sur le contrôle du groupe.

Le scénario évoqué prévoirait une prise de contrôle par EDF via le regroupement de sa part directe et de sa part dans Transalpina di Energia tandis qu'A2A resterait actionnaire minoritaire et pourrait recevoir des centrales électriques et une somme d'argent en compensation.

L'Italie émet 6 milliards de titres à un an, hausse des taux

L'Italie, plus gros émetteur de dette d'Europe, a émis mercredi 6 milliards d'euros d'obligations à échéance un an à des taux en hausse, a annoncé la Banque d'Italie. La demande a été soutenue et s'est élevée à 10,179 milliards.

Le taux moyen a progressé à 2,106% contre 1,98% lors de la dernière opération similaire. Mais, selon Jean François Robin, stratéguiste obligataire à Natixis, il n'y a "pas d'inquiétude sur l'Italie" et cette hausse des taux "s'explique par un environnement qui n'est pas très favorable aux pays ne disposant pas d'une notation AAA", alors qu'un nouveau plan de soutien à la Grèce se profile.

L'Italie est jugée par les investisseurs plus solide que les autres pays périphériques de la zone euro.

Son déficit public a diminué l'an dernier à 4,6% du PIB et est inférieur à celui de nombreux pays européens mais sa dette publique, qui atteint près de 120% de son PIB, est en revanche l'une des plus élevées du monde en valeur absolue.

La chancelière allemande Angela Merkel a officiellement déclaré son soutien à la candidature de l'Italien pour le poste de président de la BCE.



Le gouverneur de la Banque d'Italie, Mario Draghi, devrait succéder à Jean-Claude Trichet à la présidence de la Banque centrale européenne.

La chancelière allemande Angela Merkel a dit qu'elle "pourrait soutenir une candidature de Mario Draghi pour le poste de président de la BCE", dans un entretien à l'hebdomadaire *Die Zeit* paraître jeudi. "Je connais Mario Draghi. C'est un homme très intéressant et expérimenté. Il est très proche de nos conceptions d'une culture de la stabilité et d'une économie solide. L'Allemagne pourrait soutenir sa candidature pour le poste de président de la Banque centrale européenne", a-t-elle dit, selon un extrait de cet entretien diffusé à l'avance.

C'est la première fois que la chancelière allemande prend publiquement position pour Mario Draghi, dont la nomination en remplacement du Français Jean-Claude Trichet ne fait désormais plus de doute. M. Trichet doit quitter ses fonctions le 31 octobre. Le gouverneur de la banque centrale italienne faisait déjà figure de favori après avoir reçu le soutien officiel de la France, mais l'Allemagne a tardé à lui donner sa bénédiction.

Le prochain président de la BCE doit être officiellement nommé en juin par les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro. Mme Merkel a longtemps espéré porter à ce poste l'ancien président de la banque centrale allemande Axel Weber, mais celui-ci lui a fait faux bond, laissant l'Allemagne sans candidat de rechange.

Les motos Ducati en pleine renaissance



Valentino Rossi conduit sa Ducati, lors d'une séance d'essai, sur le circuit du Mans.

Chahuté par la crise en 2009, le constructeur italien de motos sportives revient aux avant-postes. Ducati veut se développer davantage à l'international.

Ducati est de retour. Chahuté par la crise en 2009, le constructeur italien de motos sportives revient aux avant-postes. Après un record de 5600 machines vendues en avril - le meilleur mois jamais réalisé par Ducati, cette marque de niche compte porter ses livraisons de 2011 à 43.000 motos contre 36.000 l'année dernière. Pour continuer sur sa lancée, le groupe, qui détient 8,7% du marché mondial des motos sportives, a mis en œuvre un plan basé notamment sur la poursuite de l'expansion internationale.

Les marchés étrangers absorbent déjà 75% de la production, les États-Unis, deuxième pays après l'Italie, comptent déjà pour 18%. Bientôt, une usine d'assemblage destinée à l'Asie sera inaugurée en Thaïlande et une implantation industrielle est envisagée au Brésil pour approvisionner l'Amérique du Sud. Redevenue italienne en 2005, après sa reprise par le fonds transalpin Investindustrial auprès de l'américain TPG, la petite entreprise de Bologne (397 millions de chiffre d'affaires, 1050 personnes) revendique l'ADN sportif des marques voisines d'Émilie-Romagne, Ferrari, Maserati ou Lamborghini. Un atout commercial, tout comme le recrutement du pilote italien de Grand Prix, Valentino Rossi, 9 fois champion du monde. Le coût de la compétition, secret, est noyé dans les 40 millions d'euros d'investissements, soit 9% environ du chiffre d'affaires. Ce n'est pas du mécénat : les bons résultats augmentent la notoriété, permettent d'augmenter les prix et dopent la rentabilité, l'obsession de la marque.

Un cas d'école

«Avec une marge opérationnelle de 18% en 2010, nous sommes le constructeur le plus rentable en Europe», assure son PDG Gabriele Del Torchio. Cette marge n'était que 8,9% en 2006. Cette amélioration obtenue à l'issue d'un premier plan stratégique (2006-2010) n'est pas passée inaperçue.

Suite en page suivante

Depuis le 1er janvier, le cas de Ducati est enseigné à la London Business School. La recherche de fournisseurs compétitifs en Asie, l'efficacité accrue de la main-d'œuvre, la réduction de moitié des coûts de garantie (à 5 millions), la suppression de certains modèles ont amélioré la situation financière. Pour revenir au premier plan, Ducati a employé la même recette que Harley Davidson dont le record de rentabilité a dépassé 20 %.

Comme la firme américaine, la marque italienne s'est concentrée sur l'évolution d'un seul type de moteur et de fortes marges. Un exemple ? La dernière-née, la Diavel, qui vise une clientèle attirée par Harley, coûte plus de 20 000 euros.

Le prestige dope aussi le prix des accessoires (25 millions de chiffre d'affaires en 2010) ainsi que des produits dérivés comme les vêtements (18 millions). Des accords de licences ont été signés, notamment avec le bagagiste américain Tumi (5 millions).

L'Italie prépare un plan de rigueur de 40 milliards d'euros

23/05/2011

Le gouvernement présentera en juin une série de mesures pour réduire son déficit, selon l'agence Reuters. Une décision qui survient après un avertissement de l'agence de notation Standard & Poor's.

Rome n'aura pas tardé à réagir à l'avertissement de l'agence de notation Standard & Poor's. Après que celle-ci a menacé, vendredi soir, de dégrader la note de la dette italienne, le gouvernement a laissé entendre ce lundi qu'il présenterait un plan de rigueur de 35 à 40 milliards d'euros en juin, selon l'agence Reuters qui cite une source gouvernementale. À en croire cette dernière, la date de présentation des mesures a été avancée pour donner «un signal aux marchés», à savoir que l'Italie tient fermement les cordons de son budget.

Le gouvernement Berlusconi, affaibli par des échecs électoraux récents, a donc voulu faire mentir Standard & Poor's. Cette dernière affirmait vendredi que, «selon [son] point de vue, les perspectives de croissance actuelles de l'Italie sont faibles, et la détermination politique pour des réformes améliorant la productivité semble défaillante». En conséquence, l'agence a modifié sa perspective sur la note de l'Italie de stable à négative. Il existe une chance sur trois pour que cet avertissement soit suivi d'une dégradation de la note italienne, actuellement située à «A+», la 5e meilleure possible. L'Italie est encore loin -6 crans- de la catégorie dite «spéculative».

Croissance faible

En réaction, le coût de l'assurance contre un défaut de la dette italienne, thermomètre très sensible de l'humeur des marchés, a bondi de 15 points lundi matin, à 176 points de base. «L'Italie se trouve dans le viseur de l'agence de notation car sa croissance a déçu», analyse Jean-François Robin, stratège chez Natixis. Au premier trimestre, l'économie a quasiment stagné, son produit intérieur brut (PIB) ne progressant que de 0,1%, **contre +0,8% en Grèce** ou encore **+1% en France**. La croissance italienne a été la plus faible de la zone euro entre 2001 et 2010, a indiqué également ce lundi l'institut de national de la statistique italien, Istat.

Jusqu'à présent, l'Italie a échappé aux foudres des marchés. Son déficit public est resté limité, à 4,5% en 2010, un des plus bas de la zone euro. «Le déficit italien est principalement alimenté par le service de la dette, qui atteint 119% de son PIB», souligne Jean-François Robin. «Ce niveau ne peut pas satisfaire le gouvernement, il doit encore diminuer son déficit.» Rome entend réduire le fossé entre recettes et dépenses publiques à 3% du PIB en 2012 et atteindre l'équilibre en 2014.

Standard & Poor's est la seule agence à exprimer des réserves sur la trajectoire des finances publiques italiennes. Sa consoeur Fitch a estimé lundi matin que Rome avait mieux rempli que prévu ses objectifs en 2010 et que le pays est sur la bonne voie pour à atteindre ceux qu'il s'est fixé pour 2011. Moody's a pour sa part rappelé qu'elle n'envisage pas d'abaisser la note italienne.

Italie: bond des commandes à l'industrie de 8,1% en mars sur un mois

Milan (awp/afp) - Les commandes à l'industrie ont bondi de 8,1% en mars en Italie par rapport au mois de février, un record depuis 2006, grâce à la demande étrangère, a annoncé vendredi l'institut national des statistiques Istat, dans un communiqué.

Ce bond de 8,1%, qui intervient après une progression de 2,1% en février (donnée révisée en hausse par l'Istat), est un record depuis janvier 2006.

Selon les données corrigées des variations saisonnières publiées par l'Istat, les commandes en provenance de l'étranger ont bondi de 15,5% en mars sur un mois tandis que les commandes domestiques ont progressé de 3,7%.

Sur un an, en données brutes, les commandes ont progressé de 21,2%, une forte accélération après la progression de 16,2% enregistrée en février.

Par secteurs, les bonds des commandes les plus marqués ont été enregistrés au niveau de la production de matériel électrique (+43,3% sur un an) et de l'industrie métallurgique (+41,3%).

Le chiffre d'affaires de l'industrie italienne a progressé de son côté de 2% sur un mois et de 12,2% sur un an.

La reprise de l'économie italienne est tirée par la demande étrangère, la consommation des ménages restant en berne dans le pays car le marché de l'emploi n'est pas encore reparti.

Au premier trimestre, la croissance est restée atone en Italie à 0,1%, entraînant un creusement de l'écart avec l'Allemagne et la France qui ont démarré l'année en fanfare avec une croissance respective de 1,5% et de 1%.

Echec cuisant de Lufthansa en Italie

Deux ans après son lancement, Lufthansa Italia jette l'éponge. Cette filiale du groupe allemand avait été créée pour combler le départ d'Alitalia de Milan Malpensa.

C'était l'arme de Lufthansa en Italie Et elle a échoué. Fin 2008, quand Lufthansa et Air France-KLM bataillaient pour convaincre les investisseurs d'Alitalia et les autorités italiennes de choisir leur compagnie respective pour créer une alliance, Lufthansa faisait néanmoins état d'un projet de création d'une filiale italienne basée à Milan-Malpensa.

Lufthansa Italia a bel et bien été lancée quand Alitalia a choisi Air France-KLM comme partenaire stratégique. Avec un objectif : déstabiliser le redressement d'Alitalia avec la marque Lufthansa, très puissante en Italie du Nord. Basée à Milan-Malpensa, Lufthansa Italia devait compenser le départ d'Alitalia de cet aéroport. C'est aujourd'hui un échec. Lufthansa Italia va fermer à l'automne. La compagnie low-cost Easyjet y est pour beaucoup. Elle s'était également implantée à Malpensa après le départ d'Alitalia.

154 salariés directement concernés par la disparition de cette filiale

Les vols de Lufthansa entre l'Allemagne et l'Italie continueront avec une augmentation du nombre de certaines liaisons au départ de Munich et Francfort. L'autre filiale italienne de la compagnie allemande, Air Dolomiti, verra ses capacités renforcées.

"Au vu de la chute des prix sur le trafic européen, il était extrêmement difficile d'établir sur le marché italien une marque distincte avec un réseau européen", explique Christoph Franz, le patron de Lufthansa. 154 personnes sont concernées par la fermeture. Lufthansa va proposer leur proposer de les reprendre au sein du groupe.

L'Italie et l'Espagne se disent discriminées par le brevet européen

Les deux pays ont porté plainte devant la Cour de justice de l'Union européenne. Selon eux, le projet de brevet européen dont les deux pays se sont volontairement exclus, les désavantagera une fois en application.

Le brevet européen, dont les contours ont été précisés en avril dernier par le commissaire européen Michel Barnier, lèserait les entreprises et instituts de recherche espagnols et italiens sur le marché européen.

Les deux pays ont déposé une plainte, lundi 30 mai, devant la Cour de justice de l'Union européenne.

Selon le ministre des Affaires étrangères italien, la procédure de coopération renforcée menée par 25 pays européens sans la participation des deux Etats a donné lieu à un texte non conforme aux traités.

Le brevet européen est depuis longtemps sur la table des négociations européennes. En mars 2011, lorsque les pays ont décidé d'accélérer la création de ce label protégeant les innovations au sein de l'UE, l'Italie et l'Espagne ont choisi de ne pas participer au débat.

"Surpris"

Les deux pays souhaitent que cette licence européenne soit accessible dans toutes les langues et non pas uniquement dans les trois idiomes officielles de l'Union européenne: l'anglais, le français et l'allemand. Ils estimaient également que les contours juridiques de ce label devaient être davantage précisés.

La proposition présentée en avril par la Commission, ne tient pas compte de ces remarques puisque les pays ont refusé de participer aux négociations. Ils pourront cependant avoir accès au brevet européen, celui-ci s'applique en effet dans l'ensemble de l'UE.

La plainte déposée devant la Cour reprend donc l'argumentaire que les deux pays avaient déjà exposé pour se retirer du débat.

Le Commissaire Barnier s'est dit "surpris" par cette action en justice. "Nous sommes sûres que le brevet européen ne discriminer pas les marchés espagnols et italiens", a-t-il commenté.

Le ministre de l'Economie hongrois, Zoltán Cséfalvay, a assuré que ce sujet serait à l'ordre du jour d'une réunion spéciale, le 27 juin au Luxembourg.

Davantage d'entreprises chinoises vont investir dans la région italienne de Lombardie, a déclaré samedi le vice-président chinois Xi Jinping.

Lors de sa rencontre avec le président de la région de Lombardy, Roberto Formigoni, M. Xi, en visite en **Italie**, a déclaré que les autorités compétentes des deux pays devraient mettre en place une plate-forme de coopération entre les entreprises chinoises et italiennes.

Elles devraient soutenir notamment la coopération des entreprises de haute technologie pour renforcer leur présence sur le marché international, a indiqué M. Xi.

La Chine et l'**Italie** devraient renforcer également l'échange d'étudiants pour maintenir la dynamique du développement des relations bilatérales, a ajouté M. Xi.

M. Formigoni a dit de son côté que la visite de M. Xi était un événement important dans le développement des relations politique et économique entre les deux pays.

Il a dit que la région de Lombardie, un centre économique de l'**Italie** avec près d'un million de petites et moyennes entreprises, souhaitait exploiter de nouveaux domaines de coopération avec la Chine tout en approfondir la coopération entre les deux pays dans les domaines traditionnels.

L'**Italie** est la première étape de la tournée du vice-président dans quatre pays, qui le conduira également à Cuba, en Uruguay et au Chili.

GDF Suez cède son réseau italien de gaz pour 800 millions d'euros

Le groupe franco-belge avait annoncé début 2011 qu'il souhaitait vendre pour 10 milliards d'euros d'actifs sur trois ans. Un communiqué devrait préciser les conditions de cette cession après la fermeture des marchés.

Selon nos informations, le géant franco-belge de l'énergie doit annoncer en fin d'après-midi, après la fermeture de la Bourse, la cession de son réseau italien de gaz pour environ 800 millions d'euros. Le quotidien italien La Stampa avait rapporté dimanche que GDF Suez devait céder son réseau de distribution de gaz, G6 Rete Gas, à un consortium formé du fonds d'investissement italien F2i et d'Axa Infrastructure. F2i (Fonds Italien pour les Infrastructures) s'est déjà allié avec Axa Private Equity pour racheter les réseaux de gaz transalpin de l'électricien italien Enel en 2009 (80% du réseau pour 480 millions d'euros) et très récemment celui de l'allemand EON pour 255 millions d'euros.

De son côté, GDF Suez a annoncé en début d'année qu'il allait céder pour 10 milliards d'euros d'actifs sur trois ans. Le groupe s'apprête ainsi à vendre pour près de 2 milliards d'euros quelque 25% de son réseau français de transport de gaz, GRT gaz, à un consortium public composé de CNP Assurances, de CDC Infrastructure et de la Caisse des Dépôts. Ils ont annoncé être en "discussion avancée" mi avril et espère boucler l'opération dans le courant du deuxième semestre 2011. Le groupe dirigé par Gérard Mestrallet veut également céder les participations qu'il détient dans plusieurs sociétés de distribution intercommunales belges.

Officiellement, il ne s'agit pas de cessions pour alléger la dette du groupe mais pour "optimiser son portefeuille en faisant tourner les actifs". GDF Suez revendique "un des meilleurs ratios d'endettement du secteur avec un rapport dette nette sur fond propres de 47,8%". "En Italie, nous allons consacrer une partie des recettes de cette vente pour nous renforcer. Nous nous concentrons sur la production d'électricité, le gaz et la commercialisation", affirme-t-on en interne.

Crédit agricole veut accélérer sa croissance en Italie

MILAN (Reuters) - Le Crédit agricole, engagé dans une restructuration de ses activités en Grèce, entend accélérer son développement en Italie sur les quatre prochaines années avec un quasi-doublement des bénéfices de sa filiale Cariparma.

La banque française possède en Italie un réseau de 963 agences bancaires après avoir racheté l'an dernier 172 agences auprès d'Intesa Sanpaolo, faisant du marché italien son deuxième marché après la France.

Dans le cadre de son plan stratégique présenté en mars, le Crédit agricole a indiqué mercredi lors d'une conférence de presse à Milan que Cariparma devrait atteindre un bénéfice net de 417 millions d'euros en hausse de 83% à horizon 2014 avec 2,2 milliards d'euros de revenus à cette même date.

La banque va pour ce faire investir 325 millions d'euros entre 2011 et 2014 dans le pays où son concurrent français BNP Paribas a racheté en 2006 le groupe italien BNL.

Ces objectifs financiers se comparent aux 6 à 7 milliards d'euros de bénéfice net et de 25 milliards d'euros de revenus que Crédit agricole SA souhaite globalement atteindre en 2014.

A l'international, le Crédit agricole est par ailleurs engagé dans un programme de restructuration de sa filiale grecque déficitaire Emporiki qui doit redevenir bénéficiaire l'année prochaine.

Emporiki, qui va être retiré de la Bourse d'Athènes, vaut au Crédit agricole d'être l'une des banques étrangères les plus exposées à la dette souveraine grecque.

D'après l'agence de notation Fitch, son exposition s'élève à 24,5 milliards d'euros dont 600 millions au titre de la dette publique grecque.

Elle est de 8 milliards, dont 5 milliards pour la dette publique grecque, chez BNP Paribas et de 6,2 milliards, dont 2,7 milliards pour la dette souveraine, à la Société générale, présente dans le pays avec sa filiale Geniki.

Selon les calculs de Fitch, le risque souverain grec représente 0,8% des fonds propres du Crédit agricole, 6,6% pour BNP Paribas et 5,8% pour la Socgen.

A la Bourse de Paris, l'action Crédit agricole SA abandonnait 0,34% à 10,2950 euros vers 12h20 quand au même moment l'indice sectoriel Stoxx 600 des banques européennes reculait de 1,21%.

L'Italie revendique la place de premier producteur de vin



Des vignes en Toscane

L'Italie a doublé la France l'an dernier, devenant premier producteur mondial de vin en volume. Ce résultat témoigne surtout du recul de la production française, alors que celle de l'Italie a légèrement progressé.

Sur un total européen de 157,2 millions d'hectolitres, l'Italie en a produit 49,6 millions et la France 46,2 millions, selon des données de l'Union euro-péenne rendues publiques ce week-end par la confédération agricole italienne Coldiretti.

Au premier trimestre de cette année, les exportations ont progressé de 15 %. Cette croissance atteint 31 % aux États-Unis, devenus premier marché étranger, grâce à un habile marketing.

En revanche, malgré l'amélioration de la qualité obtenue par les œnologues transalpins, les prix des vins français restent deux fois supérieurs. Bordeaux, bour-gogne, alsace et autres champagnes ont réalisé l'an dernier 6,33 milliards d'euros d'exportations, contre 3,93 milliards d'euros pour les vins italiens.

Italie: nouveau plan d'austérité jeudi

Le gouvernement italien a annoncé vendredi qu'il adopterait jeudi son nouveau plan d'austérité afin de parvenir à l'équilibre budgétaire en 2014 ainsi qu'une réforme fiscale, alors que le pays est sous étroite surveillance des marchés.

"Le Conseil des ministres adoptera jeudi (...) un décret-loi sur les finances publiques (...) et en parallèle, un projet de loi pour la réforme fiscale", a indiqué la présidence du Conseil dans un communiqué.

Le plan d'austérité "sera modulé sur plusieurs années en ligne avec l'objectif d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2014", a ajouté le gouvernement. Le décret contiendra par ailleurs des mesures qui auront un "impact positif sur la croissance économique". Le montant des mesures d'austérité envisagées devrait s'élever à environ 40 milliards d'euros, afin de respecter l'engagement pris par Rome vis-à-vis de Bruxelles d'atteindre un quasi équilibre budgétaire (déficit de 0,2% du PIB) en 2014.

Parmi les mesures envisagées, figurent une augmentation de l'âge de la retraite des femmes dans le privé, un gel des salaires des fonctionnaires, la réduction du train de vie de l'Etat ou la diminution des dépenses de santé dans les régions les moins vertueuses.

La réforme fiscale devrait passer de son côté par une réduction de l'impôt sur le revenu financée par des coupes claires dans les niches fiscales afin de ne pas augmenter le déficit. L'Italie, dont la dette publique est l'une des plus élevées du monde (environ 120% du PIB), est actuellement sous étroite surveillance des marchés, alors qu'elle avait été relativement préservée jusqu'à présent en raison d'un déficit public inférieur à celui de nombreux pays européens.

L'agence Moody's a annoncé vendredi dernier qu'elle envisageait d'abaisser sa notation en raison de ses doutes sur la capacité du gouvernement à réduire le déficit et des risques pesant sur la croissance, un mois après une décision similaire de Standard and Poor's.

Alors que la Grèce fait trembler les marchés, Silvio Berlusconi a prévenu mardi que les "criquets de la spéculation attendaient seulement le bon moment pour frapper les prochaines proies qui montrent des signes de faiblesse".

Parmalat fait de Lactalis un leader mondial

Après plusieurs mois de bataille, le français obtient le contrôle du conseil d'administration.

Le leader mondial des produits laitiers a vu le jour ce mardi à Parme, à l'issue de l'assemblée générale du groupe italien Parmalat, racheté par le français Lactalis. Après plusieurs mois de bataille, y compris contre une partie de l'Italie et de sa classe politique, le groupe de Laval, propriétaire des camemberts Président, du roquefort Société, du lait Lactel et de la mozzarella Galbani, a pris le contrôle de Parmalat (Santal, Parmalat, Omega 3...), l'un des fleurons de l'économie italienne. Et il n'a pas eu à attendre la clôture de son OPA, le 8 juillet.

Les actionnaires de Parmalat, qui ont jusqu'au 5 juillet pour apporter leurs titres à l'offre de Lactalis, ont approuvé hier le nouveau conseil d'administration. Neuf représentants de Lactalis ont fait leur entrée. Les deux autres sièges sont revenus aux actionnaires minoritaires. La nomination de Francesco Tato, ancien patron du groupe d'énergie Enel et candidat de Lactalis à la présidence, a été approuvée par l'assemblée. Quant au nouveau directeur général, il sera nommé lors de la première réunion du conseil. Antonio Sala, président de Lactalis Italie, devrait succéder à Enrico Bondi.

L'«envahisseur» français

L'entreprise que ce dernier a dirigée pendant sept ans réalise 4,3 milliards d'euros et emploie 14 000 salariés dans 69 usines dans le monde. Après avoir bâti son succès dans les années 1960 sur l'adoption du système UHT de longue conservation du lait et s'être développée à l'international par des acquisitions, elle a survécu en 2003 à l'un des plus grands scandales financiers en Europe.

L'offensive de Lactalis, qui détient pour l'heure 28,9 % du capital de Parmalat, s'apparente à un parcours d'obstacles. Il y a six semaines, le conseil d'administration de l'italien rejetait l'offre du français. Au prix de 2,60 euros par action, elle était jugée «inadéquate», inférieure aux 2,80 euros déboursés par Lactalis en mars pour mettre la main sur les 15,3 % détenus par trois fonds d'investissement. Lactalis ne devrait finalement pas avoir besoin de relever son prix. Car Parmalat n'est pas parvenu à réunir un consortium d'investisseurs italiens pour présenter une contre-offre.

L'affaire a également pris un tour politique. Le gouvernement, pour défendre l'«italianité» de Parmalat, a été jusqu'à intervenir par décret pour repousser l'assemblée générale qui a eu lieu hier. Syndicats et hommes politiques ont, dans un premier temps, dénoncé l'«envahisseur» français. L'offensive de Lactalis intervenait après le rachat, amical, de Bulgari par LVMH et dans un contexte de rumeurs autour d'Edison - convoité par EDF - ou SAI Fondiaria (Groupama).

Le discret groupe de Laval, qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 10,4 milliards d'euros, n'arrive pas en terrain inconnu. Depuis déjà cinq ans et l'acquisition de Galbani, sa deuxième marque derrière Président, l'Italie est devenue sa seconde patrie. Après plusieurs mois de bataille, Lactalis - qui pèsera 14 milliards d'euros de chiffre d'affaires cumulé - devra redorer son blason dans la péninsule.

Italie: rebond du taux de chômage en mai à 8,1% (dév.)

Milan (awp/afp) - Le taux de chômage a rebondi en mai en Italie à 8,1% de la population active après avoir baissé à 8% en avril, a annoncé vendredi l'institut de statistiques Istat dans un communiqué.

Selon des données corrigées des variations saisonnières, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi s'est élevé à 2,011 millions en mai, soit une hausse de 0,8% sur un mois (+17.000 personnes) mais une baisse de 6,5% sur un an (-139.000 personnes).

En avril, le taux de chômage avait baissé à 8% (selon une donnée révisée en baisse par l'Istat dont la première estimation faisait état d'un taux de 8,1%) contre 8,2% en mars.

Bonne nouvelle pour le marché de l'emploi, le nombre d'actifs, qui avait reculé en avril, a légèrement progressé de 0,1% en mai sur un mois à 22,914 millions de personnes.

Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans a fortement progressé de son côté en mai à 28,9% contre 28,5% en avril.

L'Istat a également publié les chiffres du chômage pour l'ensemble du premier trimestre.

Sur cette période, le taux de chômage s'est élevé en moyenne à 8,6% contre 9,1% au premier trimestre 2010. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans a en revanche atteint un record depuis 2004 à 29,6% contre 28,8% un an plus tôt.

TGV Lyon-Turin : la France et l'Italie ne cèderont pas

Bruxelles exige des garanties pour financer sa part de ce chantier qui a pris un énorme retard du côté italien.

Au lendemain des violentes scènes de guérilla qui ont marqué dimanche dernier l'ouverture dans le Val de Suze italien du chantier du futur TGV Lyon-Turin, la commission intergouvernementale (CIG) en charge du projet s'est réunie mercredi à Rome pour une session destinée à rassurer Bruxelles sur la volonté de la France et de l'Italie d'aller de l'avant.

Le projet fait partie des dix ouvrages de transports transeuropéens retenus comme prioritaires par l'Europe. Il prévoit la construction d'un tunnel ferroviaire sous les Alpes, débouchant d'un côté à Saint-Jean-de-Maurienne et de l'autre dans la plaine de Turin. «La France a fait sa part», souligne Patrice Raulin, qui préside le consortium public franco-italien Lyon Turin Ferroviaire (LTF) chargé de l'ouvrage. La dernière des trois galeries de reconnaissance a été achevée en avril 2010, dans les délais impartis par le traité bilatéral de 2001, pour un coût total de 350 millions d'euros.

Du côté italien, le premier coup de pioche a été donné mercredi dernier au milieu des gaz lacrymogènes et avec six ans de retard. Il s'agit de réaliser une galerie d'exploration géologique de 7 540 m de long en cinquante mois à la Maddalena, un peu au-dessus de la petite commune de Suze. Le coût sera d'environ 143 millions d'euros.

Face à l'ultimatum de Bruxelles, qui exige des garanties immédiates sous peine de réviser sa participation financière, les deux gouvernements ont réaffirmé hier leur intention d'aller de l'avant sans se laisser intimider par les manifestants. «La CIG s'est réunie dans une atmosphère très positive, sans polémique, avec la volonté de part et d'autre de faire prévaloir l'intérêt commun», résume l'avocat Mario Virano, le commissaire extraordinaire du projet. La CIG a décidé de rédiger au cours de l'été un avenant au traité de 2001 tenant compte du nouveau tracé défini l'an dernier. Elle recommande aussi de renouveler le mandat actuel du consortium LTF, qui arrive à expiration.

Un coût de 10 milliards d'euros

Le forage du tunnel de base, qui constitue le gros de l'ouvrage, devrait débuter en décembre 2013, simultanément du côté français et du côté italien. Long d'un peu plus de 57 km, il sera souterrain sur 88 % de son trajet avant de se raccorder dans la basse vallée de Suze au réseau ferroviaire actuel, à l'entrée de la plaine de Turin. Pour apaiser les tensions locales, il est prévu de créer une gare internationale à Suze, que contournait le tracé du tunnel ferroviaire historique du Fréjus, percé en 1870.

L'Europe s'est engagée à financer 30 % du coût du tunnel, qui serait de l'ordre de 10 milliards d'euros, la France prenant en charge 37 % de la différence (soit 2,9 milliards d'euros) et l'Italie 63 %, dans la configuration actuelle. L'Italie demandant un allègement de sa facture, deux hauts fonctionnaires des deux pays ont été désignés hier pour trouver un point d'accord avant la fin de l'été. Le tunnel devrait être achevé en 2023. Il mettra alors Chambéry à 73 minutes de Turin, au lieu de 152 minutes actuellement. Et il permettra de doubler le trafic du fret ferroviaire sur cet axe.

Projet de coopération entre les ports français et italiens de la Riviera

Développer des synergies entre les ports de la riviera française et italienne. C'est l'objectif de Ports Riviera Coopération, porté par le Conseil général des Alpes-Maritimes et la Province d'Imperia. Alors que l'Union Européenne, à travers son programme de coopération territoriale ALCOTRA 2007-2013, cherche notamment à développer les relations entre les ports méditerranéens, le projet franco-italien, s'inscrit dans le cadre d'un Plan Intégré Transfrontalier. Ce PIT est réalisé en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, chef de file du projet RESAPORTS, la Chambre de Commerce d'Imperia, l'Istituto Internazionale delle Comunicazioni (IIC) de Gênes, l'Union des Ports de Plaisance Provence Alpes Côte d'Azur (UPACA), la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Alpes-Maritimes et la Chambre de commerce de Savone. La Riviera franco-italienne, berceau emblématique du yachting européen, s'étend sur près de 400 kilomètres de côtes du Massif de l'Estérel à l'Ouest jusqu'à la zone de Savone à l'Est. Cet espace comprend des villes majeures comme Cannes, Nice, Vintimille, Imperia et Gênes, 1er port d'Italie. « Ports Riviera Cooperation a pour ambition de favoriser une évolution qualitative des services, de l'environnement, de l'emploi et de valoriser les activités portuaires contribuant ainsi à la promotion de l'économie locale et à une meilleure interconnexion d'une cinquantaine de ports azuréens et ligures avec leur territoire environnant », expliquent les promoteurs du projet, qui ont présenté le mois dernier l'avancée de leurs travaux aux élus du Conseil général des Alpes-Maritimes.

Alors que le navigateur Jean-Pierre Dick a fait une intervention sur l'environnement en Méditerranée, les trois axes du dispositif ont été présentés aux élus. Sur le plan économique, il s'agit de développer une nouvelle plateforme d'informations pratiques, de mise en réseau des professionnels du nautisme et de services portuaires en ligne à usage des touristes, plaisanciers et résidents des territoires français et italiens. Raccordée à la centrale de réservation de places de port, elle a pour objectif d'améliorer la qualité de l'escale via différents canaux d'accès (téléphone, smart phone, borne interactive, atlas Odyssea...). D'un point de vue formation, le projet vise la mise en place d'un cycle franco-italien de formations techniques sur 10 mois ciblées sur les métiers de la plaisance. Il s'agit d'aider des demandeurs d'emploi à trouver un travail et des entreprises centrées sur le secteur de la plaisance et plus généralement sur les métiers de la mer (artisans, salariés) à se spécialiser afin de renforcer leur compétitivité.

Enfin, en matière d'environnement, le projet ambitionne d'instaurer une démarche qualité auprès des gestionnaires de ports, afin de préserver le milieu marin et portuaire par le déploiement d'actions-pilotes et l'harmonisation de procédures standardisées pour l'obtention d'une certification environnementale européenne.

L'Italie compte 8 millions de pauvres

L'Italie comptait à la fin 2010 plus de huit millions de personnes vivant dans la pauvreté, a annoncé vendredi l'Institut nationale des statistiques (Istat), alors que le Parlement doit adopter un plan d'austérité qui touchera davantage encore la population.

Selon les dernières données, 8.272.000 personnes soit 13,8% de la population sont considérées comme "relativement pauvres", c'est-à-dire ayant un revenu inférieur à 992,46 euros par mois pour deux personnes, en hausse par rapport aux 7,81 millions de personnes représentant 13,1% de la population et considérées comme pauvres fin 2009.

La pauvreté relative a augmenté, entre autres, parmi les familles ayant cinq ou davantage de membres, passant de 24,9% à 29,9% et parmi les familles mono-parentales, passant de 11,8% à 14,1%. Elle sévit également parmi les familles ayant trois enfants mineurs ou davantage ainsi que dans les foyers de personnes âgées où seul un membre dispose d'une retraite. L'Italie compte aussi 3,129 millions de personnes, soit 5,2% de la population, vivant dans la "pauvreté absolue", un chiffre relativement stable par rapport à 2009 quand ces personnes étaient 3,074 millions.

La "pauvreté absolue" est caractérisée par l'impossibilité de payer les biens et les services considérés "essentiels" pour avoir un niveau de vie "au minimum acceptable" et elle varie en fonction des localités italiennes, la vie étant moins chère au sud que dans le nord du pays, ou de la typologie de la famille.

L'Istat a publié ses données alors que la Chambre des députés s'apprête à donner le feu vert définitif à un plan d'austérité de près de 48 milliards d'euros sur quatre ans.

Parmi les mesures impopulaires de ce plan destinées à réduire le déficit figurent l'introduction d'un ticket modérateur, le gel des salaires et des embauches des fonctionnaires, une sévère réduction des dotations des collectivités locales et un durcissement des mesures sur les retraites.

L'Italie adopte un plan d'austérité de 80 milliards et vise un budget à l'équilibre

Avec pour objectif l'équilibre des finances publiques en 2014, le collectif budgétaire voté vendredi soir se traduit par 4.000 euros de hausse d'impôts par ménage sur quatre ans.

L'Italie retient à nouveau son souffle : l'ouverture des marchés, ce matin, donnera une première indication au gouvernement Berlusconi sur la crédibilité de sa politique économique, après le vote définitif, vendredi soir, de son plan de rigueur. A l'issue de quelques courtes heures de débat, les députés ont adopté avec quinze jours d'avance le collectif budgétaire, après que les sénateurs eurent fait de même jeudi. Giulio Tremonti ne voulait même pas en entendre parler il y a encore trois mois, au motif que l'Italie était, selon lui, « plus solide » que ses voisins. Sous la pression du FMI, de l'Union européenne et des agences de notation qui ont placé la note de l'Italie sous surveillance, le ministre des Finances a finalement opté pour un sévère tour de vis. Il a expliqué aux parlementaires qu'à l'instar du « Titanic », l'Europe pouvait couler et que « même les passagers de première classe ne seraient pas sauvés ». Sous-entendu, les Allemands. Une réflexion qui lui a valu les sarcasmes du leader centriste, Pier Ferdinando Casini (opposition), dans une allusion au « Transatlantique », la salle des pas perdus de l'Assemblée nationale où se croisent députés et ministres entre les débats : « Le "Titanic" lui aussi était considéré comme un transatlantique insubmersible. Mais le commandant n'a pas vu l'iceberg et tout le monde est tombé à l'eau. Espérons que ceux qui conduisent le pays sauront voir le danger. »

Un coup de massue

Pour les Italiens en tout cas, c'est le coup de massue. Le plan d'austérité va coûter en impôts quelque 1.000 euros par ménage en moyenne par an pendant quatre ans. Pour faire avaler la pilule, Giulio Tremonti préfère communiquer sur l'effort final attendu en 2014 pour ramener cette année-là les comptes publics à l'équilibre, soit 47,9 milliards d'euros. Or en réalité, le cumul des efforts demandés s'élèvera à 80 milliards d'euros, au lieu des 68 milliards initialement prévus.

Affolés par l'envolée des taux obligataires, la chute de la Bourse et la défiance des investisseurs à l'égard de la dette -plus de 1.900 milliards d'euros, soit près de 120 % du PIB -les parlementaires ont donc ajouté 12 milliards d'économies supplémentaires, au travers d'amendements dont une bonne partie entrent immédiatement en application. Accélération des privatisations, augmentation des accises sur les carburants... : ils ont fait feu de tout bois, confirmant par ailleurs la hausse de la taxe sur les comptes de dépôt de titres.

Dettes souveraines : l'Italie est-elle plus risquée que l'Espagne ?

Lorsque l'on observe ce qu'il se passe actuellement sur la dette italienne et la défiance des marchés, on pense nécessairement à ce qu'il s'est passé il y a quelques mois avec l'Espagne. Alors dans le cœur du cyclone, le pays est ensuite arrivé à rassurer les marchés. Aujourd'hui, par contagion l'Espagne est à nouveau malmenée. Alors Italie ou Espagne, laquelle est plus risquée ? Les analystes et les traders ne sont pas d'accord sur le risque que représentent les dettes italiennes et espagnoles. Les analystes, au premier abord, ont tendance à dire que l'Espagne a de meilleurs fondamentaux que l'Italie. D'ailleurs, toutes les agences de notation à part Moody's, attribuent une meilleure notation à l'Espagne qu'à l'Italie.

Néanmoins, cette analyse des différents observateurs et spécialistes n'est pas partagée par les traders et les marchés en général. En effet, les taux de rendement des obligations espagnoles sont plus élevés que les taux italiens, ce qui indique que le marché pris dans son ensemble pense que c'est l'Espagne la plus risquée des deux. Le taux à 10 ans espagnol est de 5,90% au moment où nous écrivons cet article, il est de 5,65% pour l'Italie.

Des économies très différentes, avec des horizons de temps différents

Les économies de ces deux pays sont très différentes et une comparaison n'est pas aisée. Néanmoins, il est possible de mettre en exergue des grands points de comparaison :

La différence la plus importante entre les deux pays est le ratio de dette publique ramenée au PIB. L'Italie a une dette publique de 120% du PIB alors que celle de l'Espagne est deux fois moins importante à 60% du PIB.

En revanche, les ménages espagnols et son secteur privé sont bien plus endettés qu'en Italie. La proportion est inversée par rapport au secteur publique. Ce point faible de l'Espagne est exacerbé par son taux de chômage très élevé à 21%, alors que celui de l'Italie est de "seulement" 8%.

Le système bancaire italien est plus solide. Même si les banques italiennes ont été malmenées en bourse récemment elles parviennent encore à se financer sur les marchés. Les banques espagnoles en revanche doivent faire appel à la BCE.

Ces différences s'expliquent par l'histoire économique récente des 2 pays. En Italie, les ménages épargnent énormément et financent la dette publique (60% des obligations émises par la banque d'Italie sont détenues par des résidents). Du coup, l'Etat place facilement ses emprunts et s'endette beaucoup. En Espagne, les taux bas pratiqués pendant longtemps par la BCE ont entraîné une bulle immobilière. En effet, les ménages et les entreprises ont été incités à s'endetter, surtout pour acheter de l'immobilier. Cela a donc soutenu la croissance à travers le secteur de la construction, et augmenté les recettes fiscales. La dette publique a été réduite considérablement, passant de 73% du PIB en 1998 à 38% en 2008 avant la crise.

Malheureusement, les ménages et les entreprises se sont trop endettés. Avec l'explosion de la bulle immobilière et l'augmentation vertigineuse du chômage en raison du ralentissement de la construction, c'est le secteur privé qui se retrouve au plus mal en Espagne. Il va donc y avoir un transfert lent de la dette privée vers la dette publique, ce qui devrait peser sur la croissance espagnole.

Suite en page suivante

Conclusion

A court terme, en raison des niveaux actuels de la dette publique 2 fois plus élevée en Italie, cette dernière est plus vulnérable à une hausse des taux que l'Espagne.

En revanche, si la hausse des taux reste raisonnable (pas plus de 6,50% sur le 10 ans italien) à moyen terme, comme son secteur privé est en meilleure santé, l'Italie aura moins de difficultés à surmonter que l'Espagne.

L'environnement est donc moins favorable à l'Espagne à moyen terme et cela explique pourquoi les marchés la considère plus risquée malgré une meilleure notation de crédit.

L'Italie compte doubler ses échanges commerciaux bilatéraux avec la Chine d'ici 2015

L'Italie compte doubler ses échanges commerciaux bilatéraux avec la Chine d'ici 2015 sur la base de 2010, a déclaré le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini lundi, le premier jour de sa visite officielle en Chine.

Il a salué le développement sain et régulier des échanges commerciaux bilatéraux au cours de ces dernières années, ajoutant qu'il était satisfait du volume des échanges qui a atteint 45 milliards de dollars l'année dernière.

Franco Frattini a indiqué que le développement des relations sino-italiennes avait un grand potentiel et a souhaité renforcer pendant sa visite le partenariat stratégique avec la Chine dans divers domaines.

Il a informé les journalistes du programme de sa visite de trois jours en Chine, au cours de laquelle il devrait signer des accords sur la promotion des programmes d'**échange** étudiant et sur la simplification des demandes de visa pour l'**Italie**.

M. Frattini effectue une visite officielle en Chine du 18 au 21 juillet à l'invitation de son homologue chinois Yang Jiechi. Au cours de cette visite, Yang et Frattini co-présideront la quatrième réunion conjointe du Comité gouvernemental sino-italien.

Bonnes nouvelles pour Fiat Industrial

Fiat Industrial a relevé lundi ses objectifs pour 2011 après des ventes plus importantes que prévu au deuxième trimestre qui ont lui permis d'afficher des résultats supérieurs aux attentes. Le titre a clôturé en hausse de 5,4% à Milan. Le résultat d'exploitation a atteint 530 millions d'euros contre une prévision médiane de 445 millions d'euros selon les analystes.

"Les résultats sont plutôt étonnamment bons et clairement au-dessus du consensus", a commenté un analyste à Milan qui a refusé d'être nommé. Le chiffre d'affaires a progressé de 10,6% à 6,3 milliards d'euros. Le constructeur de véhicules industriels et utilitaires Iveco, filiale de Fiat Industrial, a bénéficié d'une reprise de la demande en Europe et de ventes solides en Amérique Latine.

La filiale du groupe CNH, spécialisée dans les équipements agricoles et de chantier, a enregistré une croissance de ses ventes de près de 10%. Fiat Industrial, qui a été scindé du groupe Fiat au début de l'année, a relevé son objectif de chiffre d'affaires pour 2011 à 24 milliards d'euros, ce qui représente une hausse de 9% par rapport aux objectifs fixés dans son plan 2010-2014.

Le groupe prévoit désormais un bénéfice d'exploitation de plus de 1,5 milliard d'euros, contre 1,4 milliard d'euros prévu initialement. L'objectif d'endettement a par ailleurs été abaissé.

Nouvelle chute des marchés boursiers : Les analystes évoquent un jeudi noir

Les Bourses européennes ont connu une nouvelle journée de forte baisse hier. Les principaux indices ont enregistré des chutes spectaculaires au point que les analystes évoquent un jeudi noir.

A la clôture, Paris avait chuté de 5,48%, Londres de 4,49%, Francfort de 5,82%, Milan de 6,15% et Madrid de 4,7%.

A Wall street, le Dow Jones a reculé de 3,7% et le Nasdaq a carrément dévissé de 5,2%. Les marchés européens ont accentué leurs pertes après l'ouverture de Wall Street. De son côté, la bourse américaine était plombée par la publication de l'indice "Philly Fed", un indicateur phare de l'économie qui se situe actuellement à son plus bas niveau depuis deux ans et demi

Globalement, depuis le début du mois d'août, le CAC 40 a perdu 16,21%, le Dax 21,74%, le Footsie 12,43%.

Parmi les banques, la Société générale et Dexia figurent parmi les chutes les plus importantes avec des reculs de 12,34% et 13,96%. Depuis le début du mois, l'indice des banques européennes a perdu 20,32%.

Devant autant de méfiance, l'or continue à être la valeur refuge. L'once a atteint un nouveau record à 1.825,99 dollars.

Italie: L'évasion fiscale dans le tourisme représente 13,5 milliards d'euros

L'évasion fiscale dans le secteur du tourisme en Italie devrait représenter cette année 13,5 milliards d'euros en TVA non déclarée et impôts sur le revenu impayés, selon des estimations du centre d'études Cescat publiées ce vendredi.

L'étude évalue le chiffre d'affaires «souterrain», notamment les tickets de caisse non émis par les divers bars, restaurants, hôtels, établissements balnéaires à plus de 36 milliards d'euros sur 2011, soit un manque à gagner pour les caisses de l'Etat de 13,5 milliards. Cela représente près d'un tiers du plan de rigueur de 45,5 milliards d'euros adopté le 12 août par le gouvernement italien.

Evasion fiscale variable selon les régions

Selon le Cescat, affilié à l'association des constructeurs Assoedilizia, les plus gros fraudeurs sont les petites pensions, les bed and breakfast, les logements familiaux, les établissements balnéaires, les bars et restaurants.

L'évasion fiscale varie selon les régions italiennes, avec une proportion de 20% au nord tandis qu'elle atteint 35% dans le Sud et les îles italiennes. Le chiffre d'affaires officiel généré par les touristes italiens et étrangers en 2011 est de 185 milliards d'euros, soit 12% du PIB italien.

Ce montant inclut les achats de biens alimentaires des vacanciers, les frais de carburant et les achats de vêtements, cadeaux et souvenirs. Les experts estiment que les Italiens omettent de déclarer au fisc des sommes énormes équivalant chaque année à environ 8% du PIB.

La dette italienne représente 120% du PIB, plus de 1.900 milliards d'euros.

Italie: 36 000 entreprises chinoises

L'Italie compte 36.800 entreprises chinoises, installées pour la moitié en Toscane, Lombardie et Vénétie, a indiqué mardi **Il Sole 24 ore**, rapportant que deux entreprises chinoises sont créées chaque jour à Milan, capitale économique du pays.

Les entreprises individuelles chinoises en Italie dépassent les 36.800 unités et plus de la moitié sont localisées dans trois régions: Toscane (22%), Lombardie (18%) et Vénétie (11%), précise le journal.

Selon les données de la Chambre de commerce milanaise, citées par le journal, "à Milan, deux entreprises chinoises naissent chaque jour".

La communauté chinoise est très active en particulier à Prato près de Florence, où s'est développé un grand pôle textile.

Mais le profil des entrepreneurs chinois en Italie est de plus en plus varié, avec restaurateurs, commerçants, façonniers mais aussi managers, avocats et banquiers, note le quotidien économique.

Le volume d'affaires des entreprises détenues par un titulaire chinois s'élevait à plus de 46 millions d'euros en 2008, soit le deuxième chiffre d'affaires le plus important après celui réalisé par la communauté roumaine avec un nombre d'entreprises quatre fois supérieur à celle de la communauté chinoise, souligne **Il Sole 24 Ore**.

Le chiffre d'affaires moyen des entrepreneurs chinois est l'un des plus élevés parmi les étrangers (plus de 63.000 euros par an) après celui des Egyptiens et des Tunisiens.

Chômage des jeunes, record en Italie

L'Italie détient le taux de chômage des jeunes le plus élevé en Europe, selon une étude publiée mercredi par Confartigianato, la fédération italienne des artisans.

La péninsule compte 1,138 million de sans emploi âgés de moins de 35 ans, indique le rapport s'appuyant sur des données de l'Institut national des statistiques italiennes Istat. Le rapport souligne aussi que le nombre de jeunes disposant d'un emploi a chuté de 926.000 unités entre 2008 et 2011, au plus fort de la crise économique et financière. Le taux de chômage des 15-35 ans s'élève en Italie à 15,9%.

Mais c'est la tranche d'âge la plus jeune, des 15-24 ans, qui est la plus touchée, avec un taux record de 29,6%, soit un jeune sur trois, contre une moyenne de 21% en Europe, précise Confartigianato dans son étude. La plupart de ces jeunes chômeurs de 15 à 35 ans se concentrent dans le sud du pays avec un taux de 21,1%, soit 538.000 jeunes sans emploi, la Sicile détenant le record avec un taux de 28%.

L'étude de Confartigianato met aussi en évidence la détérioration de la situation pour les adultes. Le taux de chômage des 25-54 ans s'élève à 23,2% en Italie contre une moyenne européenne de 15,2%, avec une progression de 1,4% entre 2008 et 2011 contre une diminution de 0,2% sur la même période en Europe.

En revanche, toutes catégories d'âges comprises, le taux de chômage italien est l'un des moins élevés d'Europe puisqu'il s'est établi en juin à 8% contre 9,9% dans la zone euro. Une autre étude, publiée sur le même thème par l'institut de sondage Datagiovani, confirme la situation difficile des jeunes Italiens, en soulignant combien ils sont démoralisés. Seulement 47% d'entre eux espèrent ainsi obtenir un contrat à plein temps, soit 5% de moins qu'en 2007. Par ailleurs, 98.000 jeunes Italiens seraient prêts à s'expatrier pour trouver un emploi. Mais ce sont surtout les jeunes méridionaux qui se disent prêts à accepter n'importe quel type de travail, de contrat et d'horaires.

Dans le sud, la plupart des jeunes sont résignés et découragés, rappelle Datagiovani dans son enquête. "La perception de l'impossibilité de trouver un emploi y est beaucoup plus élevée que dans le nord", souligne l'institut. En ce qui concerne les salaires, en 2007, plus de 50% des jeunes Italiens espéraient obtenir une rémunération d'au moins 1.000 euros par mois. En 2011, il ne sont plus que 20%, constate Datagiovani.

La BCE permet à l'Italie d'effectuer un retour honorable sur le marché obligataire

Malgré la situation difficile de ces dernières semaines l'Italie a levé la totalité des 7,7Mds € qu'elle avait prévu d'émettre hier. Il faut dire que par ses rachats d'obligations, la BCE avait bien préparé le terrain en permettant au taux à 10 ans italien de se stabiliser autour de 5% alors qu'il avait atteint 6,30% le 4 août.

L'Italie a donc profité de cette accalmie et a pu émettre la totalité des 3,75Mds € d'obligations (BTP) à 10 ans à un taux de 5,22%. Soit un taux bien plus bas que lors de la dernière émission de même maturité le 28 juillet dernier où Rome avait dû consentir un taux de 5,77%.

Hier, le trésor italien a également émis des BTP à 3 ans à 3,87% alors qu'en juillet dernier il avait dû offrir un rendement de 4,80% pour la même maturité.

L'Italie peut remercier la BCE, qui après l'envolée des rendements italiens et espagnols avait décidé de reprendre son programme d'achats d'obligations souveraines (SMP pour Securities Market Program). Cette intervention de la BCE pour plus de 40Mds € en trois semaines après plusieurs mois sans opération a donc permis à l'Italie de se présenter devant le marché pour lever ses fonds.

Toutefois, les investisseurs savent que la faiblesse actuelle des taux est un peu faussée par l'intervention de la banque centrale et ne se sont donc pas rués sur cette émission. En effet, cette émission n'a été sursouscrite que 1,27 fois alors que le ratio était de 1,38 en juillet.

Pour le moment, l'Italie a réalisé environ 65% de son programme d'émission obligataire pour l'année 2011. La prochaine adjudication est prévue pour la fin du mois de septembre. Le trésor italien envisage d'y récolter 8,25Mds €. Hier soir, après l'adjudication italienne, le taux à 10 ans du pays est légèrement remonté à 5,10%...

Italie: Nouveau repli de la consommation en juin

La consommation a accusé un nouveau repli en Italie en juin, les ventes de détail reculant de 0,2% sur un mois après une baisse similaire en mai, selon des données corrigées des variations saisonnières publiées ce mardi par l'institut de statistiques Istat.

Les ventes de produits alimentaires sont restées stables par rapport à mai tandis que celles de produits non alimentaires ont reculé de 0,3%, a détaillé l'Istat dans son communiqué.

- 1,2% sur un an

Ce repli des ventes de détail en juin intervient après une diminution similaire de 0,2% en mai, selon un chiffre révisé à la baisse par l'Istat dont la première estimation faisait état d'une baisse de 0,1%. Sur un an, en données brutes, les ventes de détail ont reculé de 1,2% en juin après une baisse de 0,4% en mai, a ajouté l'Istat.

Les Italiens restent prudents en terme de dépenses alors que le marché du travail n'est pas encore reparti et que les mesures d'austérité pèsent sur la consommation et la faible croissance de l'économie italienne est donc tirée principalement par la demande étrangère.

Sur l'ensemble du deuxième trimestre, les ventes de détail ont reculé de 0,1% par rapport au premier trimestre tandis qu'elles ont accusé un repli de 0,4% sur les six premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de 2010, a indiqué l'Istat.

Italie: la crédibilité de la rigueur en doute

Les «cafouillages» du gouvernement italien, qui a abandonné en moins de 48 heures une mesure sur les retraites après avoir déjà retiré une taxe sur les revenus élevés, décrédibilisent son plan de rigueur.

«La perception que l'on est entré dans un cafouillage s'est diffusée clairement et distinctement. En Italie et en Europe. Et surtout sur les marchés», accuse l'influent quotidien économique Il Sole 24 Ore dans un éditorial.

Le gouvernement de Silvio Berlusconi a abandonné mercredi une mesure sur les retraites annoncée lundi, face à la colère de l'opinion publique et des syndicats.

Avec cette disposition, les Italiens ayant racheté leurs années d'études ou de service militaire n'auraient plus eu le droit de les inclure dans leurs années de cotisations afin de partir plus tôt en retraite. Entre 100.000 et 130.000 personnes étaient touchées.

Cette volte-face du gouvernement renforce la confusion autour du nouveau plan de rigueur draconien de 45,5 milliards d'euros annoncé en urgence le 12 août afin de calmer les marchés.

Lundi, à l'issue d'une réunion au sommet entre le Cavaliere et son allié de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, pour mettre fin aux dissensions au sein de la majorité, le gouvernement avait déjà retiré la taxe sur les revenus élevés, qui faisait «saigner» le cœur de Silvio Berlusconi. La Ligue avait obtenu de son côté la diminution de l'effort de rigueur demandé aux collectivités locales.

Chaos

Mais alors que la mesure sur les retraites aurait dû compenser en partie le manque à gagner, les analystes s'interrogent désormais sur la crédibilité de ce plan de rigueur, en cours d'examen au Parlement, qui doit permettre à l'Italie de parvenir à l'équilibre budgétaire en 2013.

«Notre gouvernement n'a absolument pas les idées claires sur la voie qui doit être prise», regrette Giuliano Noci, professeur d'économie au Mip, l'école de commerce de l'Université Politecnico de Milano. L'opposition s'est indignée des tergiversations du gouvernement, dénonçant «une farce», «le chaos».

«Ce n'est pas un gouvernement qui dirige l'Italie aujourd'hui mais des personnes qui tirent au sort. Le drame est que cette situation continue à faire perdre au pays sa crédibilité face au monde et aux marchés», accuse Rosy Bindi, dirigeante du Parti Démocrate.

Alors que la presse italienne estime le «trou» dans la couverture financière du plan à au moins 5 milliards d'euros, le gouvernement assure que son montant global ne sera pas modifié.

Afin de trouver les ressources nécessaires, il mise beaucoup sur le renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale. L'hypothèse d'une hausse de la TVA a été en revanche démentie. L'équation du gouvernement sera par ailleurs compliquée par l'aggravation de la conjoncture économique.

Mettant en garde contre un «risque de stagnation» qui «se reflèterait inévitablement sur les finances publiques», la Banque d'Italie a appelé mardi le gouvernement à renforcer le potentiel de croissance de l'économie italienne.

En Libye, l'Italie veut défendre ses chasses gardées

L'Italie entend conserver son rang de première partenaire économique de la Libye du temps de Kadhafi.

«Il n'y aura pas de bataille de type colonial entre l'Italie et la France pour s'emparer des richesses de la Libye.» Prononcée par Franco Frattini, cette déclaration a valeur d'avertissement pour Paris. Le message du ministre italien des Affaires étrangères est clair: «L'Italie restera un partenaire privilégié de Tripoli. Ne venez pas chasser dans notre réserve.»

Premier partenaire économique de la Libye du temps de Kadhafi, l'Italie entend conserver son rang. Elle s'est trouvée contrainte d'entrer dans la guerre, malgré le soutien affiché par Silvio Berlusconi au colonel. Le conflit l'a privée du bénéfice du traité d'amitié et de coopération signé le 31 août 2008 et qui avait réglé cinquante ans de contentieux colonial en garantissant à ses entreprises un traitement de faveur en Libye. Tout au long des pilonnages alliés, elle n'a cessé d'exiger qu'on y mette rapidement fin. Tout en prêtant ses bases aux appareils de l'Otan et à ceux du Qatar. Et en adhérant le 6 mars au gel des avoirs libyens décrété par l'ONU.

Au début du conflit, Franco Frattini dénonçait le risque d'instauration d'un «émirat islamique » à Benghazi. Aujourd'hui, il parle de «soutenir nos amis libyens » tandis que l'Italie rouvre ce jour son ambassade à Tripoli, dépêche mission sur mission pour revitaliser l'économie libyenne et débloque d'urgence 500 millions d'euros en faveur du CNT.

Quasi-monopole

L'intérêt principal de l'Italie concerne le gaz et le pétrole. Sa compagnie d'hydrocarbures ENI est présente en Cyrénaïque depuis 1959, dix ans avant le coup d'État qui avait porté Kadhafi au pouvoir. Avant la guerre, elle y jouissait d'une position privilégiée, presque un monopole: produisant 273.000 barils de brut et 24,7 millions de mètres cubes de gaz naturel par jour et exportant par gazoduc et pipeline 12% des approvisionnements énergétiques de l'Italie. Le traité de 2008 lui avait octroyé une concession de vingt-cinq ans.

Silvio Berlusconi se méfie des intentions de conquête économique prêtées à la France. Il aurait aussi été irrité du rôle joué par Nicolas Sarkozy dans la conduite des opérations et aurait été ulcéré d'être relégué au second rang à la conférence de Paris. Ces dernières semaines, il a reçu Mahmoud Jibril et Abdelsalam Jalloud, venant de France, pour les assurer de l'aide de l'Italie.

Italie : les immatriculations en hausse de 1,5% en août

Le marché italien affiche une légère reprise en août avec des immatriculations en hausse de 1,5% à 70 307 unités.

Après avoir enregistré une baisse de 10% en juillet, le marché italien reprend des couleurs en août avec des immatriculations en hausse de 1,5%, à 70 307 unités. Cette reprise est néanmoins très relative, le marché bénéficiant ce mois-ci d'une base de comparaison très faible. En août 2010, seuls 69 262 véhicules neufs avaient été immatriculés, ce qui représente le plus bas niveau enregistré depuis 17 ans.

En outre, l'accalmie ne pourrait être que de courte durée estime l'association des constructeurs italiens, l'Anfia. "Nous sommes confrontés à une profonde crise de la demande qui risque de se détériorer davantage à l'avenir avec l'augmentation de la taxe régionale d'immatriculation", écrit l'Anfia. A cela s'ajoute un taux d'inflation galopant (2,8% sur un an) tiré notamment par la hausse des prix du carburant (+16% sur un an pour l'essence et +20,3% pour le diesel).

A noter enfin que les commandes ont baissé de 3% en août (à 70 000 unités) par rapport à un mois d'août 2010 durant lequel les commandes avaient chuté de 20,6% sous l'effet de l'arrêt des aides à l'achat gouvernementales. Sur les huit premiers mois de l'année, le marché est en recul de 12% avec 1,22 million d'unités.

Les marques italiennes en baisse de 3,1%

Les marques italiennes ne profitent pas de cette fragile embellie du marché. Elles sont en effet en recul de 3,1% avec 20 655 unités. Fiat est toujours la marque affichant la plus forte baisse : -8,2% à 14 648 unités, faute de nouveautés dans sa gamme. Lancia en revanche bénéficie à plein du lancement de sa nouvelle Ypsilon et enregistre une hausse de 22,2% à 2 812 unités. Alfa Romeo est en très légère baisse ce mois-ci (-2,7% à 2 031 unités) mais reste toujours la seule marque italienne en hausse au cumul (+26,9% à 44 017 unités) grâce au succès de sa Giulietta (25 946 unités au cumul).

Les marques importées en hausse de 3,6%

La bonne tenue des ventes des marques importées compense la baisse de volume des marques italiennes. Leurs immatriculations ont en effet augmenté de 3,6% à 49 652 unités. Les dix premières marques du marché sont en progression à l'exception d'Opel (-16,4% à 4 368 unités), Citroën (-15,1% à 3 468 unités) et Toyota (-33% à 2 121 unités). La plus forte hausse est enregistrée par Nissan (+37,3% à 2 320 unités), qui est également la marque la plus performante du marché depuis le début de l'année (+18,7%) avec Hyundai (+20,4%).

Peugeot, 4ème marque du marché est en hausse de 17% (3 728 unités) tandis que Renault affiche des volumes en progression de 6,2% à 3 150 unités.

En Italie, des manifestations et grève contre le plan d'austérité

Des milliers de manifestants défilaient mardi matin à Rome contre le plan d'austérité du gouvernement, dont l'examen débute au Sénat, à l'appel du principal syndicat italien, la CGIL, qui a également lancé un mot d'ordre de grève générale pour la journée | Andreas Solaro

Des milliers de manifestants défilaient mardi matin à Rome contre le plan d'austérité du gouvernement, dont l'examen débute au Sénat, à l'appel du principal syndicat italien, la CGIL, qui a également lancé un mot d'ordre de grève générale pour la journée.

"C'est un plan que ce pays ne mérite pas (...) Nous sommes au bord de l'abîme, nous avons besoin d'un gouvernement responsable", a déclaré la secrétaire générale de la CGIL, Susanna Camusso, avant de prendre place dans le cortège, parti de l'esplanade devant la gare centrale de Termini en direction du Colisée.

Le secrétaire du Parti démocrate (PD, gauche, principal parti d'opposition) Pierluigi Bersani a pris part au défilé, ainsi que le dirigeant de Sinistra e Liberta (SEL, Gauche et Liberté, petit parti de gauche) Nichi Vendola et le président du petit parti des Verts italiens Angelo Bonelli.

"Il est juste d'être présent", a estimé M. Bersani, répondant aussi aux critiques du gouvernement, qui avait jugé irresponsable de faire grève au vu de la crise actuelle.

Coups de sifflet et musique émaillent le cortège romain, sur lequel flottent des ballons rouges avec le sigle du syndicat, dans une ambiance bon enfant et sous un grand soleil.

La section CGIL du Latium (région de Rome) affiche sur son camion le slogan "Abattons le mur de la crise". Un peu plus loin, une banderole demande à "changer le plan de rigueur pour donner un avenir au pays. Plus de croissance, plus d'emploi, plus de développement".

Des défilés sont prévus dans une centaine de villes de la péninsule. Dans la matinée, on comptait déjà 10.000 manifestants à Florence et quelques milliers à Gênes.

A Milan, le cortège s'est ébranlé vers 08H00 GMT de la place Oberdan, avec en tête une banderole proclamant: "Non au plan de rigueur du gouvernement, oui à la croissance, à l'équité, emploi et avenir pour les jeunes". Lancements d'oeufs et fumigènes ont perturbé le cortège.

L'appel à la grève - qui doit durer huit heures - a provoqué des perturbations dans de nombreux secteurs, en particulier dans les transports.

Avions, trains, bus, métros et bateaux enregistrent annulations et retards. A l'aéroport romain de Fiumicino, une centaine de vols ont été annulés, et 36 à l'aéroport de Naples.

Plusieurs sites touristiques, comme le Colisée, les Forums romains ou la Galerie Borghèse, sont fermés en raison du mouvement. La grève affecte également les hôpitaux ou les postes, mais pas les écoles où la rentrée n'a pas commencé.

La direction du groupe automobile Fiat a indiqué pour sa part que le taux de participation à la grève s'élevait à 25% dans ses usines. La CGIL a déclenché le mouvement pour protester contre le plan d'austérité, adopté dans l'urgence le 12 août par le gouvernement, qu'elle qualifie d'"inique" et de "mauvais", notamment parce qu'il touche au droit du travail, en rendant plus faciles les licenciements.

L'examen de ce plan, censé permettre à l'Italie de parvenir à l'équilibre budgétaire en 2013 au lieu de 2014, commence mardi vers 14H30 GMT au Sénat. Le gouvernement souhaite son adoption définitive avant la mi-septembre.

Le gouvernement italien adopte la «règle d'or»

Le gouvernement de Silvio Berlusconi a adopté jeudi en conseil des ministres un projet de loi constitutionnelle prévoyant l'introduction dans la Constitution de la «règle d'or», qui vise à encadrer la maîtrise des déficits publics.

Le projet d'inscription de la «règle d'or» avait été annoncé en juillet par le ministre des Finances Giulio Tremonti. Son approbation par le Parlement prendra toutefois du temps comme toute modification de la constitution.

En 2010, le déficit italien s'est élevé à 4,6% du PIB.

Les sénateurs italiens avaient adopté mercredi soir le plan d'austérité du gouvernement de centre-droit, renforcé mardi à la dernière minute afin de rassurer les marchés.

Le montant de ces mesures de rigueur s'élève désormais à 54,2 milliards d'euros d'ici 2013.

Ce plan devra désormais être entériné définitivement dans les prochains jours par les députés lors d'un vote dont la date n'a pas encore été fixée.

La «règle d'or» est un frein à l'endettement inscrit dans la Constitution. En Allemagne où elle a été adoptée en premier, elle prévoit qu'à partir du 1er janvier 2016 le déficit de l'Etat fédéral ne pourra plus dépasser le seuil de 0,35% du PIB.

Ces mesures sont destinées à redonner confiance dans une Italie très endettée. Les partenaires européens craignent que la défiance des marchés, qui s'est manifestée cet été, faisant chuter à plusieurs reprises la bourse, fasse entrer la troisième économie de la zone euro dans les turbulences de la crise de la dette, avec des conséquences catastrophiques pour l'Europe entière.

La dette italienne atteint un niveau record

Elle s'élevait en juillet à 1.911,8 milliards d'euros. Les députés italiens doivent adopter mercredi un plan d'austérité draconien de 54,2 milliards d'euros censé permettre de parvenir à l'équilibre en 2013.

La dette publique italienne, l'une des plus élevées du monde en valeur absolue, a atteint un nouveau record au mois de juillet à 1.911,8 milliards d'euros, selon des données publiées mercredi par la Banque d'Italie.

En juin, elle avait dépassé pour la première fois la barre des 1.900 milliards d'euros en atteignant 1.901,9 milliards.

La Banque d'Italie ne donne pas en revanche le ratio précis dette/PIB qui évolue actuellement autour de 120%. L'an dernier, la dette publique avait atteint 119% du PIB et le gouvernement tablait, dans ses dernières prévisions économiques, sur 120% cette année et sur une légère diminution à 119,4% l'année prochaine.

Cette dette colossale inquiète les marchés alors que le déficit public de l'Italie, qui s'est élevé à 4,6% en 2010, est en revanche inférieur à celui de nombreux pays européens.

Les députés italiens doivent adopter définitivement mercredi un nouveau plan d'austérité draconien de 54,2 milliards d'euros qui doit permettre au pays de parvenir à l'équilibre budgétaire en 2013 et de réduire sa dette.

Mais ces mesures de rigueur, ainsi que le rachat de dette italienne par la BCE, n'ont toujours pas permis de rassurer les investisseurs qui doutent notamment de la crédibilité de l'action du gouvernement Berlusconi qui a modifié ce plan à de nombreuses reprises depuis le mois d'août.

Lundi et mardi, les taux obligataires italiens se sont donc envolés à des sommets lors d'émissions obligataires, faisant dangereusement grimper le coût de financement de la dette italienne.

Renault lance Dacia Store dans un 1er temps en Italie.

Des véhicules de la marque Dacia sont vendus directement en ligne sur internet à partir du 15 septembre. Lancé dans un premier temps en Italie, la vente en ligne des véhicules de la marque Dacia pourra s'étendre progressivement à d'autres pays.

La vente en ligne des véhicules Dacia reste gérée par le réseau, comme dans une vente en directe. Le concessionnaire choisi par le client reste son interlocuteur principal. Deux Séries limitées ' Online ' aux couleurs exclusives sont proposées aux internautes.

' L'Italie a été choisie pour lancer Dacia Store car c'est un marché qui offre de belles opportunités dans le domaine de la vente en ligne avec une population très ' connectée ' et ouverte au processus d'achat on line a indiqué le groupe.

La marque Dacia est également un vrai succès en Italie. A fin juillet, Dacia réalise 2,1% de part de marché sur les particuliers.

Procès Mills: M. Berlusconi au tribunal, manifestation en faveur des magistrats



Lundi dernier, le Cavaliere, 74 ans, était déjà venu pour une audience préliminaire dans l'affaire Mediatrade pour surfacturation présumée de droits télévisés

Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a assisté lundi au tribunal de Milan à une nouvelle audience du procès Mills dans lequel il est poursuivi pour corruption de témoin, a constaté l'AFP. Arrivé en voiture vers 08H00 GMT, il est monté directement en salle d'audience et s'est assis sans faire de déclaration à la presse après avoir serré quelques mains de collaborateurs et avocats. C'est la quatrième fois que le président du Conseil se rend au tribunal de Milan depuis son grand retour le 28 mars pour une autre affaire, après huit ans d'absence. Il y a eu quelques frictions devant le tribunal entre des partisans de M. Berlusconi et des défenseurs de la magistrature, qui ont déposé des pancartes et bouquets de fleurs en hommage aux 26 magistrats morts pendant les années de plomb du terrorisme des décennies 1970-80 ou tués dans des attentats de la mafia au début des années 1990.

Des photos géantes de deux juges et d'un avocat victimes du terrorisme ont été placardées sur la façade du tribunal. Une grande banderole a été suspendue sur des barrières métalliques disant "Merci aux magistrats et à la police judiciaire de nous avoir protégés des Brigades rouges et de tant d'autres dangers y compris au prix de leur vie". Le président italien Giorgio Napolitano devait lui aussi célébrer le "sacrifice" des magistrats victimes du terrorisme à l'occasion d'une journée "en mémoire des victimes du terrorisme" organisée ce lundi en Italie. Dimanche, comme à l'accoutumée, M. Berlusconi s'en était pris aux magistrats qu'il a qualifiés de "cancer à extraire" et accusés de mener "une guerre civile" contre leur ennemi politique, avant de préciser qu'il ne parlait "que des procureurs du parquet de Milan".

Lundi dernier, le Cavaliere, 74 ans, était déjà venu pour une audience préliminaire dans l'affaire Mediatrade pour surfacturation présumée de droits télévisés. Dans l'affaire Mills, où il est accusé d'avoir acheté pour 600.000 dollars des faux témoignages de son ancien avocat britannique David Mills dans deux procédures dans les années 1990, c'est la première fois qu'il se présente au tribunal.

Suite en page suivante

Il est accusé d'avoir artificiellement gonflé le prix des droits de diffusion de films, achetés par des sociétés écrans lui appartenant, lors de leur revente au groupe Mediaset.

Le procès du "Rubygate", le plus difficile pour Silvio Berlusconi car il y est accusé de recours à la prostitution de mineure et d'abus de pouvoir, a démarré le 6 avril et doit reprendre le mardi 31 mai. M. Berlusconi ne s'est pas présenté à l'audience du 6 avril.

Aussi bien le Cavaliere que la victime présumée de ses attentions, la Marocaine Karima El Mahroug nient en bloc la thèse de l'accusation selon laquelle M. Berlusconi a payé à 13 reprises pour des rapports sexuels avec la jeune fille quand elle était mineure, un délit en Italie.

La droite de Berlusconi en difficulté à Milan

Le président du Conseil italien Silvio Berlusconi en compagnie de la candidate milanaise Letizia Moratti, le 7 mai 2011. AP/Giuseppe Aresu

Pour la première fois en quinze ans, la droite de Silvio Berlusconi va se retrouver contrainte au ballottage à Milan, la capitale économique du pays, selon les premières projections réalisées à l'issue du premier tour des élections municipales organisé dimanche 15 et lundi 16 mai. L'Institut Piepoli estime ainsi que le candidat du Peuple de la liberté (PDL, droite) de Berlusconi, la maire sortante Letizia Moratti, serait en ballottage défavorable avec 44,1 % contre le candidat de la gauche, l'avocat Giuliano Pisapia, crédité de 44,4 %. Une autre projection donne même 45 % des voix à M. Pisapia contre 44 % à M^{me} Moratti dans cette ville, qui représente le principal enjeu de ces élections partielles.

La veille du scrutin, un sondage prévoyait encore M^{me} Moratti amplement en tête avec 47,5 % contre 43 % pour M. Pisapia. Ce scrutin représente le dernier grand test pour Silvio Berlusconi avant les législatives du printemps 2013.

"IMPENSABLE DE NE PAS GAGNER À MILAN"

Près de 13 millions d'Italiens étaient appelés à élire les maires de 1 310 communes sur 8 100. Mais seulement 11 villes de plus de 100 000 habitants sont concernées dont Milan, Naples, Turin et Bologne. Onze conseils départementaux seront également renouvelés à l'issue de ce scrutin pour lequel un second tour est prévu les 29 et 30 mai. Silvio Berlusconi a assisté lundi à une audience dans l'affaire Mills (corruption de témoin) au tribunal de Milan mais, astreint au "silence électoral", il n'a fait aucun commentaire sur les projections.

Malgré une forte baisse de sa popularité, tombée à 31 % en avril, le *Cavaliere*, né à Milan qui est aussi son fief électoral, s'est engagé personnellement dans la campagne pour soutenir M^{me} Moratti, devenant tête de liste pour les municipales. S'adressant à des élus locaux en allant voter dimanche, M. Berlusconi a jugé "*impensable de ne pas gagner à Milan*", affirmant que sa coalition associant le PDL à la Ligue du Nord est "*l'unique force modérée*".

LA LIGUE DU NORD POURRAIT QUITTER LE GOUVERNEMENT EN CAS DE DÉFAITE À MILAN

Pour Franco Pavoncello, professeur de sciences politiques à l'université américaine John-Cabot de Rome, il est improbable que le parti PDL de M. Berlusconi puisse perdre Milan. Mais "*une défaite surprise ferait tomber le gouvernement car ce serait trop ravageur pour la Ligue [parti allié de Berlusconi dont le nord du pays est le fief], qui ne pourrait pas rester au pouvoir en étant désavouée par sa base*", affirme-t-il.

L'appui de la Ligue du Nord est indispensable à la survie du gouvernement de M. Berlusconi, affaibli par sa rupture fin 2010 avec le président de la Chambre, Gianfranco Fini, et de multiples procédures judiciaires, dont le scandale sexuel Rubygate pour lequel M. Berlusconi est jugé à Milan depuis le 6 avril. Dans les autres grandes villes, la situation semblait favorable, selon les projections, à la gauche sortante à Bologne et Turin, deux villes traditionnellement "rouges". La situation la plus incertaine est à Naples où le scrutin se déroule dans le cadre d'une énième crise des déchets. Selon les projections, le candidat de la droite qui espérait l'emporter dès le premier tour est talonné avec 36,1% des voix par l'ex-magistrat Luigi De Magistris (gauche) avec 31,2 %.

Municipales en Italie : cuisante défaite pour Berlusconi qui se veut combatif

ROME — La droite italienne de Silvio Berlusconi a perdu lundi son fief de Milan et échoué dans sa tentative de ravir Naples à la gauche, qui voit dans cette cuisante défaite aux municipales un signe précurseur de la fin politique du Cavaliere, même si ce dernier se veut combatif.

"Nous avons libéré Milan, nous devons maintenant la reconstruire ensemble", a lancé le candidat de la gauche Giuliano Pisapia qui l'a emporté avec 55,10% des voix contre 44,89% à la maire sortante Letizia Moratti, candidate du Peuple de la liberté (PDL), le parti du chef du gouvernement.

"Je serai le maire de tous les Milanais", a promis l'avocat, acclamé par des dizaines de milliers de supporters venus célébrer sa victoire en chantant, trinquant et dansant sur la grande place de la cathédrale.

"C'est une avalanche qui arrivera jusqu'à Rome et fera tomber le gouvernement", espérait l'une d'entre eux, Giovanna Cardarelli.

Capitale économique du pays, Milan est la ville natale de M. Berlusconi, le siège de son empire médiatique Fininvest et le fief électoral de la droite depuis 18 ans. Ces quinze dernières années, la gauche n'était jamais parvenue jusqu'au ballottage, perdant systématiquement au premier tour.

"Nous avons perdu, c'est évident, mais maintenant il faut garder son calme et aller de l'avant, la majorité est déterminée et unie. Chaque fois que je subis une défaite, je triple mes forces", a réagi Silvio Berlusconi, de Bucarest où il se trouve en visite officielle. Son ministre de l'Intérieur, Roberto Maroni, a carrément parlé de "baffe".

A Naples, l'entrepreneur de droite Gianni Lettieri, pourtant arrivé en ballottage favorable à l'issue du premier tour, a reconnu sa défaite face à l'ex-magistrat Luigi de Magistris qui a remporté 65,37% des voix contre 34,62% à son rival.

Les candidats du centre-droit ont également été battus à Cagliari, Trieste, Novare, fief de la Ligue du Nord, allié crucial de M. Berlusconi.

La droite a même perdu la municipalité d'Arcore, dans les environs de Milan, où se trouve la résidence privée du chef du gouvernement, théâtre, selon les médias, de nombreuses fêtes osées en compagnie de belles jeunes filles. M. Berlusconi doit d'ailleurs comparaître mardi dans le cadre du Rubygate pour prostitution de mineure et abus de pouvoir.

"Nous allons vers une phase de grande incertitude politique (...) car la majorité sortie des législatives (il y a trois ans, ndlr) et siégeant au Parlement est différente de la majorité qui ressort dans le pays après les municipales", a réagi Beppe Pisanu, ex-ministre de droite de l'Intérieur et président de la Commission antimafia.

Le vote à Milan était considéré comme un test national pour Silvio Berlusconi.

Face à ce "tsunami qui met un terme au cycle berlusconien", selon l'expression du nouveau maire de Turin Piero Fassino (gauche), l'opposition dans son ensemble, des démocrates-chrétiens de l'UDC à la gauche de l'IDV et du PD, a multiplié les appels à la démission de Silvio Berlusconi.

Suite en page suivante

"C'est une victoire importante, irrésistible, un avis d'expulsion pour l'occupant du Palais Chigi", siège du gouvernement, a commenté Nichi Vendola, étoile montante de la gauche italienne, chef de "Gauche, écologie et liberté", formation à laquelle appartient M. Pisapia.

Depuis plusieurs jours, M. Berlusconi, qui avait mis tout son poids dans la balance au premier tour, cherchait à relativiser la portée d'un double revers à Milan et à Naples. "Le résultat n'aura pas d'effet sur le gouvernement", a-t-il assuré à des proches, en se disant certain du soutien de la Ligue.

M. Berlusconi espère faire oublier rapidement ce revers et, selon les analystes, même s'il devait y avoir des élections anticipées, il ne les envisage pas avant le printemps 2012, un an avant l'échéance normale de 2013.

Pisapia, le tombeur de Milan

De l'élection milanaise, Berlusconi voulait faire un symbole en bataillant au côté de la maire sortante. Las, le candidat de la Refondation communiste l'a emporté, captant les voix des jeunes, opposant sa modération aux excès du président du Conseil.

Au soir de la victoire, le 30 mai, une marée orange a envahi Piazza Duomo, le parvis de la cathédrale de Milan. Pour être élu à la mairie, Giuliano Pisapia a emprunté la couleur fétiche de **Viktor Iouchtchenko**, le leader nationaliste ukrainien. Apparu pour la première fois dans une élection politique en 2002 en Ukraine, l'orange a «une forte valeur symbolique, liée au changement», explique le politologue Luigi Crespi. Pendant la campagne de Giuliano Pisapia, il a été préféré au rouge, «trop identitaire, trop de gauche».

C'est aussi la première fois qu'il est utilisé dans des élections en Italie. Mais cet orange ne doit pas tromper. Le rouge reste la couleur fétiche du candidat provenant de Refondation communiste, l'un des trois partis qui se revendiquent du marxisme en Italie. C'est sous cette étiquette que Giuliano Pisapia, un avocat pénaliste de 62 ans, diplômé en droit et sciences politiques, défenseur de terroristes comme **le leader kurde Abdullah Öcalan** et fils de l'auteur en 1989 du code de procédure pénale, s'est fait élire député en 1996 et a présidé la commission de la justice à la Chambre. En 1998, il a voté la confiance au gouvernement de Romano Prodi, en désaccord avec son parti. Mais il lui est resté fidèle et s'est fait réélire au Parlement jusqu'en 2006.

Ironie et autodénigrement

À Milan, Giuliano Pisapia s'est opposé à la maire sortante, Letizia Moratti, présentée par le Parti du peuple (PDL) de Silvio Berlusconi, et qui occupait le Palazzo Marino depuis 2006. Contre toute attente, Pisapia a recueilli 55,1% des suffrages. Il doit cette victoire à sa ténacité et à une campagne intense sur le Net. Commencée il y a un an, celle-ci lui a permis de toucher, surtout dans les banlieues de cette métropole d'un million d'habitants, une foule de jeunes. Bien entouré par une équipe rodée, pratiquant l'ironie et l'autodénigrement avec délice, il a su instaurer un véritable dialogue avec les 18-25 ans, qui sont allés voter en masse. Tout au long de la campagne, Silvio Berlusconi a multiplié les maladroites et les attaques personnelles qui ont fini par galvaniser l'électorat de gauche. Il a mis en garde les électeurs contre une dérive sandiniste et évoqué une métropole qui serait colonisée par les Roms et les immigrés en cas de victoire de Pisapia. Celui-ci s'est abstenu de répondre.

Suite en page suivante

«Il a évité les campagnes factieuses habituelles de l'extrême gauche et a su rassembler autour de lui la société civile, composée de nombre de modérés qui ne s'identifient pas avec la gauche», relève l'avocat Umberto Ambrosoli, fils d'un liquidateur judiciaire abattu par la Mafia. «Il a su convaincre des pans entiers de la bourgeoisie milanaise qui supporte de moins en moins Berlusconi ainsi qu'une partie des catholiques qui digèrent mal ses excès de comportement. Il a aussi capté le vote des jeunes, un atout important dans ces élections», analyse Ferruccio De Bortoli, directeur du *Corriere della Sera*.

Pisapia a également obtenu l'appui de son concurrent au sein de la gauche, **Stefano Boeri**, du Parti démocrate. «C'est une personne calme, à cent lieues de l'image qu'on se fait d'un leader d'extrême gauche», affirme Boeri. C'est sans doute la grande force de Giuliano Pisapia. Quand le leader de son parti, le gouverneur des Pouilles, Nichi Vendola, est venu au lendemain de l'élection affirmer à la tribune que les Milanais avaient «expulsé» Berlusconi et qu'il fallait «embrasser les Roms et les immigrés», il n'a pas hésité à le reprendre: «Tu ferais mieux d'écouter une ville que tu ne connais pas au lieu de parler.»

Réduire le «gaspi évident»

Ferruccio De Bortoli voit en Pisapia un pur produit de la bourgeoisie milanaise, un progressiste qui pourrait s'insérer dans le courant des maires socialistes qui ont excellé à la tête de la métropole lombarde, de 1914 à 1920 et de 1976 à 1993. Encore faut-il qu'il ne commette pas l'erreur de sombrer dans une dérive extrémiste: «C'est une personne modérée, intelligente, qui sait écouter. Il devrait savoir éviter l'écueil», ajoute-t-il.

Les premiers pas paraissent aller dans la bonne direction. Pisapia veut d'abord établir la parité. Les femmes devraient obtenir six des douze places de conseiller municipal ainsi que le fauteuil de maire adjoint. «Il est important de donner des signaux de changement forts au cours des cent premiers jours», proclame-t-il. Plus de cumul de mandats, moins de recours aux consultants extérieurs, réduction d'un «gaspi évident aux yeux de tous», abandon des privilèges dont jouissent les élus. Et des pistes cyclables, des tarifs à bas prix pour les retraités dans les transports publics, la création d'une commission locale anti-Mafia, la construction de lieux de culte pour les musulmans.

Sans oublier **l'Expo universelle 2015**: le plus grand chantier de la ville est en plan. Il faut le reprendre et le poursuivre. Stefano Boeri, architecte de formation, devrait en être chargé.

A-t-il des chances de réussir? Il appelle à «un langage sobre, ce qui ne veut pas dire céder sur les principes». Silvio Berlusconi l'attend au tournant: «Il devra improviser un métier qu'il n'a jamais fait: les Milanais regretteront vite leur choix», prédit-il.

Battisti libre, l'Italie indignée

La libération de l'ancien activiste d'extrême gauche Cesare Battisti par les autorités brésiliennes est une gifle pour l'Italie

Même si elle était attendue, la décision de la cour suprême brésilienne de libérer l'ex-terroriste Cesare Battisti provoque l'indignation et la colère des autorités italiennes. Oubliant la prudence du langage diplomatique, Silvio Berlusconi a déclaré que "cette décision ne tient pas compte des attentes légitimes de justice du peuple italien et en particulier de celles des familles des victimes des terroristes". Le ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini, a immédiatement annoncé un recours de Rome devant la Cour internationale de justice de La Haye pour demander l'extradition de l'ancien militant des Prolétaires armés pour le communisme (PAC), condamné en Italie à une peine de perpétuité pour quatre homicides. "La décision de la cour brésilienne est en contradiction avec les obligations découlant des accords internationaux qui lient les deux pays", a déclaré Franco Frattini.

Et ce matin, la photo de Cesare Battisti libre est à la une de tous les quotidiens transalpins. Pour le *Corriere della Sera*, la décision de Brasilia est insultante, car elle insinue des doutes sur le fonctionnement de la justice et sur la démocratie en Italie. *La Repubblica* note que l'ancien activiste de gauche a été déclaré coupable au terme de trois procès - première instance, cour d'appel, Cour de cassation - au cours desquels, bien qu'il ait été à l'étranger, Battisti était défendu par les avocats de son choix. *La Stampa* donne abondamment la parole aux parents des victimes des PAC. "C'est une défaite pour la justice mondiale", déclare Maurizio Campagna, le frère d'un policier abattu en 1979 par un commando du groupe d'activistes. "Même la Cour européenne s'était prononcée pour l'extradition. Mais la politique et de puissants lobbys, industriels et culturels, se sont mobilisés. Comment voulez-vous que les citoyens croient encore à la justice et se tournent vers les tribunaux pour obtenir des réparations ?" Le quotidien *Il Messaggero* retrace quant à lui la carrière sanguinaire de Cesare Battisti et sa longue cavale. Et le quotidien romain voit dans sa libération, le jour de la fête de la liberté dans le calendrier brésilien, une humiliation supplémentaire pour l'Italie.

Si la gauche attribue la non-extradition de Cesare Battisti à la faiblesse de la diplomatie berlusconienne, tous les partis politiques sont unanimes pour réclamer d'ultérieurs recours. "Il faut faire payer cette infamie, y compris sur le plan diplomatique, a affirmé la députée Alessandra Mussolini. Le respect pour l'Italie ne se défend pas au fleuret mais à l'épée." Propos qui ont toutefois peu de chances d'être suivis d'effets. La timide campagne de boycott des produits brésiliens lancée il y a quelques mois s'était en effet vite éteinte devant les juteux contrats d'armements qui lient Rome à Brasilia. Battisti peut désormais jouir sans crainte du soleil des plages brésiliennes.

Italie : Berlusconi prend une nouvelle claqué électorale

Désavoué il y a deux semaines aux municipales, Silvio Berlusconi a essuyé lundi un nouveau revers électoral avec le refus massif des Italiens, par référendum, au retour du nucléaire, à la privatisation de la gestion de l'eau et à son immunité judiciaire. Pour le chef du gouvernement transalpin, cet échec annonce donc des lendemains sombres notamment sur le plan judiciaire. Quant au Parti démocrate (gauche), il a demandé la démission du «Cavaliere».

Sans attendre les résultats définitifs, Silvio Berlusconi a reconnu tôt dans la soirée sa défaite «sur tous les thèmes» de la consultation, qualifiant de «nette» la position des Italiens.

94,3 à 96% des votants ont désavoué Berlusconi

Signe de l'extrême intérêt des Italiens pour cette consultation : le quorum pour que ces référendums promus par l'opposition de gauche soient valables - 50 % des électeurs plus une voix - a été largement atteint. Le taux de participation s'est élevé à 56 %. Cela faisait 16 ans que ce quorum n'avait pas été atteint.

Selon les résultats définitifs pour l'Italie, une écrasante majorité des votants, 94,3 à 96% selon la question, a voté contre des lois du gouvernement Berlusconi instituant le retour à l'atome, l'ouverture au privé de la gestion et de la distribution de l'eau et une forme d'immunité pour le chef du gouvernement face à ses ennuis judiciaires. Dans la nuit de lundi à mardi, le décompte se poursuivait encore sur les bulletins des Italiens de l'étranger (3 millions de votants s'ajoutant aux 47 millions dans la péninsule).

«C'est le peuple qui a gagné»

«Les Italiens se sont réappropriés leur destin et ont transformé le pays en un grand parlement qui remplace ce parlement qui ne légifère plus», a estimé Angelo Bonelli, leader du petit parti des Verts, l'un des promoteurs des référendums. «Aujourd'hui, ce ne sont ni la droite ni la gauche qui ont gagné, mais le peuple», a renchéri Giovanni Piocongi, un syndicaliste qui faisait la fête lundi avec des centaines d'autres personnes à Rome.

A propos du nucléaire, la décision des Italiens de lui tourner le dos était de l'ordre du symbole. En 1987 après l'accident de Tchernobyl, la péninsule avait déjà voté pour l'arrêt de cette énergie. Le gouvernement de Berlusconi peut donc ranger ses projets dans les cartons, lui qui avait programmé en 2008 la construction de centrales à partir de 2014 pour un retour à l'atome en 2020.

Berlusconi jugé dans trois scandales

Actuellement jugé dans trois procès dont le scandale sexuel du Rubygate, le chef du gouvernement italien comptait beaucoup sur le référendum sur son immunité judiciaire.

Toutefois, Niccolò Ghedini, l'un des avocats du Cavaliere, se montre confiant. Il a assuré que même sans cette loi, rien ne changerait car malgré les privilèges liés à ses fonctions de Premier ministre, Silvio Berlusconi ou ses représentants légaux ne se sont soustraits à aucune audience en trois mois.

L'Italie, premier point d'entrée des clandestins en Europe



Un bateau de migrants ayant fui les troubles en Tunisie arrive sur l'île italienne de Lampedusa. L'Italie est devenue le premier point d'entrée des immigrants clandestins dans l'Union européenne lors du premier trimestre de l'année, selon Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières. (Reuters/Antonio Parrinello)

L'Italie est devenue le premier point d'entrée des immigrants clandestins dans l'Union européenne lors du premier trimestre de l'année, indique Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières.

Entre janvier et mars, plus de 22.000 personnes ont été arrêtées alors qu'elles tentaient d'entrer illégalement en Italie, principalement sur l'île de Lampedusa.

Un total de 33.000 immigrants clandestins tentant de pénétrer dans l'UE ont été recensés au cours de cette période, ajoute l'agence.

Ce flux migratoire lié notamment aux événements en Afrique du Nord place l'Italie devant la Grèce en tant que destination européenne des clandestins.

En 2010, 90% de ces entrées s'effectuaient par la Grèce. Sur les trois premiers mois de 2011, 7.200 clandestins ont été interceptés dans ce pays contre 13.000 sur la même période l'an passé.

Depuis le début du deuxième trimestre, Frontex a signalé environ 20.000 tentatives d'entrées illégales.

La Bourse de Milan fait les frais de l'instabilité politique italienne

Moody's et Standard & Poor's pointent l'instabilité politique à Rome. Mardi et mercredi, le gouvernement Berlusconi se soumet à un vote de confiance au Parlement.

Les clignotants italiens sont à l'orange. La décision de Moody's, juste avant le week-end, de placer la dette à long terme de l'Italie sous surveillance, « en vue d'un éventuel abaissement » de sa note (Aa2 actuellement), a fait chuter la Bourse de Milan lundi.

L'indice Mib a perdu jusqu'à 2,6% en séance, soit la plus forte contre-performance de toutes les places européennes, avant de clôturer en baisse de 2%. Depuis début mai, il a perdu plus de 12%.

Ce sont les valeurs de la banque et de l'assurance qui ont le plus souffert, Monte dei Paschi, Mediolanum, UniCredit et FonSai en tête, ainsi que Banca Popolare di Milano, qui s'était toutefois distingué vendredi par une envolée de plus de 12% sur des rumeurs de rachat par BNP Paribas.

Deux éléments nouveaux semblent devoir être pris au sérieux

Pour autant, assurent la plupart des observateurs, il n'y a pas lieu de paniquer. Certes, depuis l'annonce de Moody's, le « spread » des obligations italiennes est reparti à la hausse, à plus de 194 points. Mais il n'a pas dépassé le record historique des 200 points touché la semaine dernière.

« Il n'y a pas lieu de prendre des mesures d'urgence », explique Barclays Capital, pour qui les fondamentaux transalpins n'ont pas changé : une croissance économique extrêmement faible (0,1% au premier trimestre, 1% en rythme annuel) et un endettement public en passe de franchir la barre des 120% du PIB.

Seuls deux éléments nouveaux semblent devoir être pris au sérieux. La remontée des taux d'intérêt d'abord, qui laisse craindre une explosion de la charge de la dette dans le budget de l'Etat, alors que celle-ci approchera déjà les 80 milliards d'euros cette année. D'où l'inquiétude grandissante sur la capacité du gouvernement Berlusconi à maîtriser un déficit public jusqu'ici sous contrôle (4,6% du PIB en 2010, 3,9% prévu cette année). La situation politique ensuite, dont Moody's pointe l'instabilité, ainsi que l'avait déjà fait Standard & Poor's fin mai.

La droite au pouvoir vient de prendre deux claques électorales coup sur coup. La Ligue du Nord, principal allié du « Cavaliere », réclame des baisses d'**impôts** pour faire rebondir la majorité, ce à quoi s'oppose le ministre des Finances, Giulio Tremonti.

La semaine prochaine, ce dernier fera adopter en conseil des ministres 40 milliards d'euros d'économies. Un plan d'austérité qui aura besoin d'être voté au Parlement... si celui-ci tient encore en juillet. Silvio Berlusconi se soumet en effet à un vote de confiance, aujourd'hui, au Sénat, et demain, à la Chambre des députés.

L'Italie réclame l'arrêt des frappes de l'Otan

Le front des alliés contre le régime de Mouammar Kadhafi continue de s'effriter, après le retrait de la Norvège.

« Je crois que l'alliance se fissure », analyse Natalino Ronzetti, de l'Institut des Affaires internationales de Rome. « Il y a une atmosphère de divergence de la part de certains membres de la coalition, non seulement à cause des coûts énormes, mais aussi parce qu'il n'est pas certain que les récentes frappes aériennes soient complètement légitimes du point de vue de la résolution de l'Onu », explique-t-il.

Hier matin, le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, a réclamé « une suspension immédiate des hostilités pour instaurer de vrais couloirs humanitaires ».

La réplique de la France ne s'est pas fait attendre : le Quai d'Orsay s'est dit « opposé à toute pause dans les opérations », estimant que cela « risquerait de permettre à Mouammar Kadhafi de gagner du temps et de se réorganiser ».

Déjà le 10 juin, un autre allié, la Norvège, qui avait envoyé six chasseurs F-16 pour les frappes en Libye, avait annoncé qu'elle allait dans un premier temps réduire son engagement militaire, puis qu'elle y mettrait fin à compter du 1^{er} août, deux mois avant l'expiration de l'actuel mandat de l'Otan. Le pays scandinave est le premier membre de la coalition à planifier ouvertement son retrait des opérations aériennes au-dessus de la Libye.

Ça grogne aussi aux États-Unis

Aux États-Unis aussi, les opérations sont loin de faire l'unanimité. La Chambre des représentants doit examiner cette semaine plusieurs mesures pour interdire l'utilisation de fonds pour la guerre en Libye.

Quant à l'Italie, ancienne puissance coloniale et ex-proche alliée de la Libye, elle s'est dès le début montrée réticente à la mission de l'Otan, même si elle y a finalement contribué en prêtant ses bases aériennes et en mettant à la disposition de l'alliance ses propres chasseurs, ainsi que plusieurs navires. Mais cette contribution suscite des critiques en Italie, y compris au sein de la majorité : la Ligue du Nord, allié crucial du gouvernement de Silvio Berlusconi, a réclamé un arrêt des raids italiens. Un « conseil suprême de défense » est prévu le 6 juillet à Rome pour faire le point sur les interventions italiennes à l'étranger, notamment en Libye et en Afghanistan.

« Je crois légitime d'exiger des informations détaillées sur les résultats de la mission de l'Otan », a estimé hier M. Frattini, tout en condamnant « les erreurs dramatiques qui ont frappé des civils, ce qui clairement n'est pas la mission de l'Otan ».

« Nous voyons les effets de la crise, et donc y compris ceux des actions de l'Otan, non seulement dans l'est et le sud-ouest, mais aussi à Tripoli », a-t-il poursuivi, une allusion claire à une frappe de l'Alliance dimanche à Tripoli, dans laquelle sont morts neuf civils, dont cinq membres d'une même famille.

L'Italie prévoit une réduction de son budget pour les missions militaires à l'étranger

Le budget italien pour les missions militaires à l'étranger va connaître des réductions. Une décision qui entre dans le cadre de la politique du gouvernement italien d'entériner un plan d'austérité de plus de 40 milliards d'euros pour tenir l'engagement européen d'assainir ses finances et calmer les marchés.

*Avec notre correspondante à Rome, **Anne Le Nir***

Le décret de loi adopté en Conseil des ministres sous la pression de la ligue du nord partie indispensable à la tenue du gouvernement prévoit une réduction drastique du budget alloué aux missions italiennes à l'étranger. Celui-ci passe de 810 millions d'euros, au premier semestre, à 694 millions.

Rappelons que près de 10 000 militaires italiens sont déployés dans 28 pays dont 4 200 en Afghanistan, 1 700 au Liban et 650 dans les Balkans.

C'est la mission contre le régime du colonel Kadhafi qui subira le plus de coupes budgétaires. Après avoir annoncé que l'Italie n'entend pas rester en Libye au-delà du 30 septembre, le ministre de la Défense, Ignazio La Russa, a précisé que le porte-avions Garibaldi sera retiré immédiatement et remplacé par un navire plus petit. Ce qui devait permettre d'économiser 80 millions d'euros.

Quant au chef du gouvernement Silvio Berlusconi, ex-grand ami de Mouammar Kadhafi, il a déclaré qu'il avait été hostile dès le début à une intervention de l'alliance en Libye et que l'Italie s'était vue forcée la main par ces alliés, la France en tête.

Italie: Le gouvernement Berlusconi au plus bas dans les sondages

La popularité du gouvernement de Silvio Berlusconi est au plus bas, avec 22% d'Italiens satisfaits de son action, selon un sondage Demos & Pi publié ce lundi dans le quotidien La Repubblica.

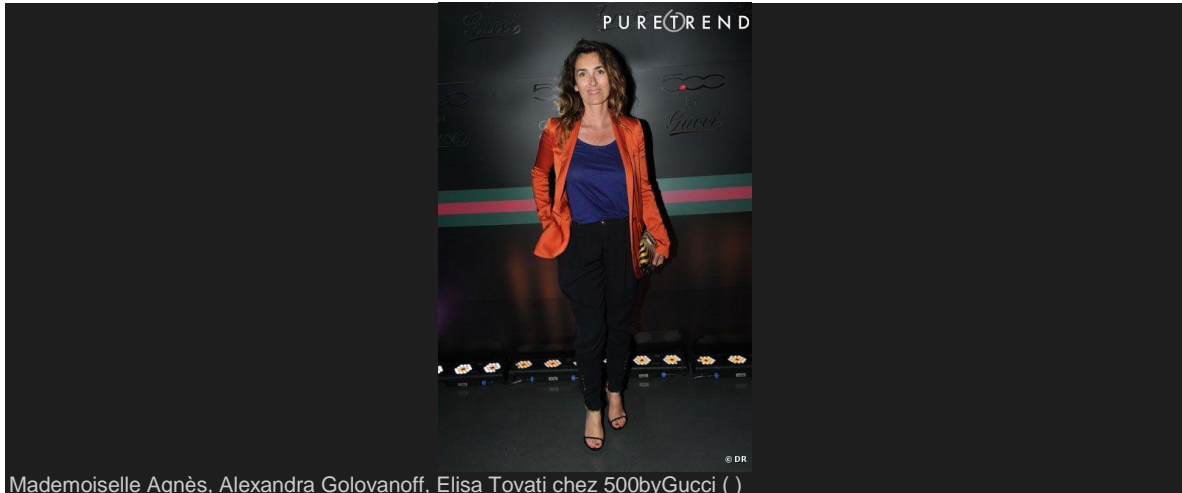
Cette étude illustre l'étendue du mécontentement en Italie face au plan d'austérité de 45,5 milliards d'euros présenté mi-août, qui vise à équilibrer le budget en 2013. En juin, la cote de popularité du gouvernement était de 27%. La plus grande centrale syndicale italienne, la CGIL, a lancé un appel à la grève générale mardi pour protester contre les mesures d'austérité, lesquelles ont été aussi critiquées par le patronat italien, la Confindustria.

Berlusconi et ses alliés en chute libre

Si Silvio Berlusconi dispose de la majorité au Parlement, les divisions et les rivalités laissent penser qu'il n'est pas assuré d'aller au bout de son mandat, censé s'achever en 2013. «Il Cavaliere», plombé par une série de scandales liés à sa vie privée, a vu sa cote personnelle tomber à 23% selon ce sondage, contre 30% en février. Son allié de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, connaît la même infortune.

Le ministre de l'Economie, Giulio Tremonti, considéré comme le garant de la stabilité financière de l'Italie, a également perdu de sa superbe aux yeux des Italiens, avec un taux d'opinions favorables de 38% ce mois-ci, contre 54,5% en juin.

Mademoiselle Agnès, Alexandra Golovanoff, Elisa Tovati chez 500byGucci



Mademoiselle Agnès, Alexandra Golovanoff, Elisa Tovati chez 500byGucci ()

Après avoir annoncé lors de la Fashion Week de Milan sa collaboration avec Fiat, Gucci a présenté le 4 mai dernier le modèle de Fiat 500, 500byGucci, né de leur travail commun, autour d'un cocktail dans la boutique Gucci avenue Montaigne.

Présents, Mademoiselle Agnès, Ora Ito, Alexandra Golovanoff ou encore Ariel Wizman, ont assisté à un concert d'Alice Gold, aidée de Michel Gaubert.

En plus du modèle spécialement personnalisé par Frida Giannini, directrice de la création chez Gucci, la maison a présenté une collection exclusive de prêt-à-porter et d'accessoires 500byGucci.

Hommage à la dernière collection printemps-été 2011 de la maison, de nombreuses invitées avaient choisi des pièces tirées du défilé, dont le sac Snaffle Bit.

La cuisine milanaise, entre tradition et modernité

Les quatre «must» de la cité lombarde? Les spaghetti à la tomate et parmesan, le risotto au safran, la côtelette milanaise panée, l'osso bucco de veau à la sauce gremolata.



- Risotto avec asperges sauvages, petits pois et botargue de Sergio Mei

Rico Guarnieri, chef aux cheveux noir ébène du Teatro 7 et cuisiner particulier de Giorgio Armani, dit que le goût de Milan est le riz jaune du risotto au safran et de la côtelette milanaise:

«C'est avec ces plats de ma mère que j'ai grandi. Lorsqu'on associe de bons produits, il se produit toujours une explosion gustative.»

Quatre préparations de «cucina milanese» forment l'armature des cartes de restaurants de la cité lombarde dominée par les flèches du Duomo, admirable cathédrale datant de 1386. Ce sont les spaghetti cuits al dente à la tomate (pomodoro) et parmesan, le risotto au safran (pistils frais cueillis à la main), la côtelette milanaise panée, l'osso bucco de veau à la sauce gremolata (mélange d'huiles, de romarin, de citron).

Voilà les «must» culinaires, les stations obligées de la quasi-totalité des tables de Milan, de la plus modeste trattoria des faubourgs aux monuments historiques comme le Caruso du mythique Grand Hôtel de Milan où Guisepe Verdi vécut vingt ans jusqu'à sa mort en 1901, l'adresse chère à Maria Callas quand elle chantait à la Scala. Mêmes préparations ancestrales chez Savini, très fameuse enseigne envahie au rez-de-chaussée par les touristes qui arpentent la somptueuse Galleria Vittorio Emanuele II, cuisine plus sophistiquée à l'étage.

Disons-le, il y a une sorte d'unanimité pour perpétuer ce quatuor salé, issu de la mémoire italienne, transmise de la mère aux enfants par la gestuelle de la mamma.

Suite en page suivante

Le risotto à la milanaise, la pasta artisanale, les tomates des provinces (la ronde paquino de Sardaigne), la viande de veau fermier sont inscrits dans l'ADN des Italiens de Milan. La preuve, aux deux restaurants de l'Hôtel Four Seasons, un ancien monastère du XVe siècle doté d'un cloître, d'une véranda où l'on sert le déjeuner, plus de 80% des mangeurs, pas seulement étrangers, ne veulent se nourrir que de ces quatre assiettes emblématiques de la tradition milanaise.

C'est là, dans ce palace inauguré en 1993, souvent complet pour les semaines de la mode ou du design, qu'officialie, aux deux repas, le chef Sergio Mei, Sarde d'origine, quinquagénaire au savoir encyclopédique, véritable maestro des casseroles, dont les élèves toqués ont émigré partout sur la planète, y compris en France, au Carpaccio du Royal Monceau des années 1980-1990. Tous les matins, «Monsieur Mei», comme l'appellent ses 31 cuisiniers, montre la composition des plats du jour et le samedi matin, il donne des cours de cuisine aux gourmets de Milan et d'ailleurs, et deux ou trois fois par an, à l'École Lenôtre à Plaisir (Yvelines).

En cuisine, Sergio Mei concilie la modernité raisonnée et la tradition. Il a en horreur la fusion food et la cuisine moléculaire qui transforment les produits de base grâce au siphon... À l'instar de Joël Robuchon, génial passeur de recettes, Mei est un formidable connaisseur des trésors de l'agriculture italienne, un épicurien rustique, fanatique des épinards, des artichauts fondants, des oignons, des petits pois, du riz: dans son très gros ouvrage de 670 pages, il propose 30 recettes de risotti, 20 de polenta, insistant sur des détails, des accompagnements transmis dans ses préparations.

Ainsi, le délicat risotto du Four Seasons ne saurait être que du carnaroli aux grains longs (24,50 euros), les fregola (petites pâtes sardes) sont traitées comme un risotto, escortées de légumes nouveaux (25,50 euros), les spaghetti au basilic et tomate fraîche proviennent de la fabrique artisanale «Guiseppe Cocco» (24,50 euros), tandis que la côtelette de veau de 350 grammes est cuite avec l'os pour le goût, la panure mitonnée au parmesan, thym, muscade, œufs, la chapelure au gressin est cuite au beurre clarifié, oignons rouges et romarin (42 euros).

Qui disait que la cuisine populaire italienne était simple comme bonjour? De la complexité dans la simplicité disait Alain Ducasse, l'artiste de l'évidence culinaire –idem pour Sergio Mei à qui le Michelin italien n'accorde même pas une étoile ! On croit rêver.

Oui, on se régale à Milan, ville chère à Umberto Ecco. L'arnaque grossière, les tarifs cinglants, les plats bâclés, les serveurs oublieux, cavaliers, sont moins dissuasifs qu'à Saint-Germain-des-Prés ou aux Champs-Élysées. Dans les restaurants à terrasses de la somptueuse Galleria Vittorio Emanuele II, le café littéraire Zucca, devant le Duomo, est une table fréquentée par les gens de lettres et autres fins palais, croqueurs de pizzas à la fine pâte.

Le singulier privilège des chefs et restaurateurs de la capitale lombarde, c'est d'avoir accès, en priorité, aux produits du marché de Milan où arrivent de toutes les provinces de la Botte légumes, fruits, volailles, viandes d'origine et poissons frais – avant d'être dispatchés vers les grandes villes d'Italie et à la périphérie. Rien de bon, de goûteux, de respectable (non aux méchants saumons archi salés) sans la qualité vérifiée des matières premières. Le mercato di pesce de Venise se nourrit, si l'on peut dire, des trouvailles, des joyaux marins, bars de ligne, gros turbots, crevettes, thons rouges... débarqués à Milan.

Suite en page suivante

Ainsi, Fabrizio Cadei, 38 ans, né à Bergame, chef de l'Hôtel Principe di Savoia, passé par Léon de Lyon et le Mandarin Oriental à Londres, étoilé à l'Eden de Rome, élu meilleur restaurant d'hôtel en 1994, travaille le thon cru aux olives en tartare (22 euros), la langouste à la mangue (29 euros), le saumon irlandais épais mouillé d'une crème d'avocat au yaourt (24 euros), les tagliolini à l'œuf aux langoustines et citron (26 euros), mais c'est au chapitre des poissons de saison qu'il excelle, sans ajouter de fanfreluches superflues.

Le bar de ligne est cuit à la peau dans un bouillon de petites tomates, haricots blancs, olives et origan, des goûts bien affirmés (39 euros), le gros turbot est enrichi de calamars, céleri et artichauts (41 euros) et l'assiette de crustacés, homard, scampi, grosses crevettes mouillées d'une sauce au fenouil et roquette (36 euros). Du travail ciselé et précis. On est loin de l'éternel risotto au safran.

De son passage en France, dans la capitale des gones en bord de Rhône et en Savoie, il a rapporté le filet de bœuf Rossini (46 euros), la côtelette de porc au poivre de Sichuan et un millefeuille de pommes de terre (39 euros), sans oublier les crêpes Suzette, préparées en salle, et le tiramisu crémeux composé selon la vraie recette, tant mieux (16 euros).

Les classiques de la tradition milanaise identifiable et familière, Gualtiero Marchesi, le pape de la cuisine italienne moderne, en sert avec humilité dans ses deux restaurants en face de la Scala, Il Marchesino, sur la terrasse ou dans la salle à manger élégante aux fauteuils capitonnés et lumières tamisées. On trouvera, à la carte, le fameux risotto au safran (28 euros), les gros ravioli aperto «ouverts» (26 euros) voisinant avec des créations marchesiennes, à mille lieues de la cucina de la mamma. Car on le sait, l'octogénaire à l'accent chantant, lecteur de Kierkegaard, mélomane cultivé et collectionneur d'art –dans le Relais & Châteaux d'Erbusco à 50 kilomètres de Milan– reste un révolutionnaire de la pratique culinaire, un individualiste de l'assiette dont les recettes inédites ont stimulé nombre de chefs italiens, en rupture avec les ritournelles au riz et à la pasta.

Songez que, à sa grande époque milanaise, quand dans les années 1980 il a obtenu trois étoiles, le premier chef d'Italie, aujourd'hui double étoilé à Erbusco dans la Franciacorta, Marchesi ne présentait jamais ni spaghetti, ni tagliatelle, ni gnocchi. Crime de lèse-majesté culinaire. Des clients comme l'avocat Agnelli s'offusquaient de ce manque sidérant: le legs de la mamma nié, oublié, rayé de la carte des gourmandises! Seule concession dans les années 1990: la salade de spaghetti froids au caviar ou à la poutargue de thon et tomates (28 euros à Milan). Du jamais vu.

Aujourd'hui encore, à la carte ou sur l'iPad de Marchesi –pas en terrasse– voici le cabillaud à la mayonnaise et légumes (26 euros), les escargots aux artichauts (24 euros) et l'étrange sashimi de poissons et tranches de bœuf aux trois sauces (28 euros), tentative de fusion food entre le Japon et l'Italie, le tout envoyé par Daniel Canzian, son principal disciple à Milan. Inusable Marchesi, le divin Marchesi, comme l'avait surnommé Paul Bocuse.

Alors, la cuisine de la mémoire est-elle battue en brèche par certains maîtres queux? Voyez chez Giorgio Armani, prince des élégances et excellent gourmet, la vérité de la mémoire italienne au Armani Caffé et pour le dîner chez Armani Nobu, les recherches culinaires, les poissons crus, le wasabi, la soupe miso et les créations zen du rigoureux Matsuhisa Nobuyuki, le wonder boy de l'art culinaire japonais. Un épiphénomène certes: pour le Michelin, il n'y a que trois tables nippones à Milan et une seule chinoise. La tradition est préservée.

Milan dans la lumière

Du 12 au 17 avril dernier, Milan a fêté le design et les cinquante ans de ce qui est devenu le plus important salon professionnel du meuble. Entre auto-célébration, confrontations visionnaires, hymne à l'innovation et dernières tendances.



SUSPENSION CHOUCHIN DE IONNA VAUTRIN, VERRE SOUFFLE LAQUE, FOSCARINI.

Le Salone Internazionale del Mobile vient de se tenir dans un Milan en surchauffe pour cause de cinquantième anniversaire. Une série de célébrations s'est ainsi ajoutée à la déferlante des *off* essaimés dans la ville, alors que le coeur de la Fiera officielle battait sur plus de 200 000 m² à Rho Pero. Le marathon du design n'en fut que plus éreintant pour les 300 000 vi-siteurs que cet événement attire chaque année. Ils n'étaient que 11 000 en 1961, date de création du salon. Le temps a fait son oeuvre.

Le musée de la Triennale en a profité pour dédier son espace aux hommes, aux entreprises et aux projets qui ont contribué, de l'après-guerre à nos jours, à créer le design italien. *Guest star* de cette exposition-phare intitulée « Les Usines de Rêves » : Alberto Alessi. Manière de rappeler encore une fois ce qui fait la spécificité de cette terre chérie des créateurs : l'importance de la synergie entre les designers et des entreprises laboratoires de recherche qui ne disent jamais non, pour relever le défi d'un design *made in Italy*. « *Le design, entendu comme un phénomène typiquement artistique et poétique, est pour nous une mission authentique : une Weltanschauung qui est à la base de toutes nos pratiques d'entreprise* », précise Alberto Alessi. Tout est dit. Cette liberté d'entreprendre a longtemps reposé sur la dimension familiale de PME nées après la guerre, jusqu'à ce que les fonds d'investissement Opera et Charme redistribuent les cartes en 2006, en se partageant quelques-uns des plus beaux fleurons du design italien. On a craint le pire. Mais non ! On vient d'apprendre un revirement de situation. En mars dernier, les fils Busnelli ont repris à Opera le contrôle de la marque B&B Italia, fondée par leur père, et qui enchantait les années 1960 avec les expérimentations menées avec les maîtres d'alors, Joe Colombo, Gio Ponti, les frères Castiglioni, ou Mario Bellini. Signe que l'Italie, patrie du design, est bel et bien vivante. D'ailleurs, si le salon pose un regard nostalgique sur le temps parcouru depuis 1961, il n'est pas du genre à s'endormir sur ses lauriers et s'empresse d'envisager le futur. L'innovation est le mot-clé de ce cinquantième anniversaire. C'était aussi le propos de l'exposition « Principa Forward Arts » imaginée par le designer Denis Santachiara sur la *piazza del Duomo*, explorant le potentiel créatif des principes scientifiques vis-à-vis des arts.

Suite en page suivante

Piero Gandini le réaffirme haut et fort dans l'interview qu'il a accordée à *Série limitée* (voir page 44). En digne fils de son père Sergio, il dirige la marque de luminaires Flos dont il a hérité en 1999, en revendiquant la primauté de cette liberté au service de l'innovation. Beaucoup d'inédits chez Flos en témoignent sur EuroLuce. Ce salon international de l'éclairage, se déployant tous les deux ans sur 41 000 m² avec 450 exposants à Rho Pero, fonctionne en totale synergie avec le Salone del Mobile, lui donnant une coloration toute particulière. C'est le cas de l'installation multimédia « The Arbour » conçue par Attilio Stocchi, *piazza San Fedele*, qui était dédiée à l'histoire de Milan dans le cadre de la célébration du cinquantenaire. Côté actualité des produits, la proposition de luminaires en tout genre décuple à la Fiera et ailleurs. Piero Gandini se réjouit de l'arrivée des frères Bouroullec chez Flos avec une lampe de table *Piani* et prédit au nouveau lustre LED de l'Israélien Ron Gilad un destin d'icône du design. La collection Soft architecture, qui fusionne architecture et lumière *via* un matériau composite façon plâtre, s'enrichit d'intéressants projets notamment, ceux du Français Thierry Dreyfus.

Entre fonctionnalité, imaginaire et rêve

Si l'ampoule d'Edison a longtemps été le sujet central d'une aventure de formes, une page s'est tournée depuis que l'incandescence -trop énergivore -est vouée à une mort certaine, selon le calendrier fixé par la Commission européenne. La présence de mercure -même si les dosages ont été revus à la baisse -jette l'opprobre sur les sources fluorescentes. Restent les LED, diodes électroluminescentes dont l'emploi se généralise même si elles ne font pas l'unanimité. Malgré leurs performances énergétiques avérées, elles coûtent encore cher et restituent moins bien les couleurs que l'incandescence et l'halogène. « *Compte tenu de leur exceptionnelle durée de vie -50 000 à 100 000 heures -les LED sont mieux adaptées à un usage professionnel -commerces, bureaux, hôtellerie - que domestique. Le particulier qui s'imagine faire des économies devra attendre trois ou quatre ans avant d'avoir un retour sur investissement* », remarque Alain Taillandier, directeur général d'Artemide France. L'éditeur italien est dubitatif, mais résigné comme ses collègues. Le point positif : ces diodes électroluminescentes évoluent sans cesse ce qui oblige les éditeurs à constamment se mettre au diapason. Cette année, Artemide, qui consacre 4,5 % de son chiffre d'affaires en recherche et développement, propose des solutions en indirect car les LED montent en puissance, et donc en qualité d'éclairage. Parmi les nouveautés chez Artemide, signalons l'arrivée du décoiffant Espagnol Javier Mariscal, d'une nouvelle lampe de bureau imaginée par Ross Lovegrove, le roi du biodesign. Autre éditeur italien de renom, Foscarini est de la fête avec treize nouveaux projets (avec le studio japonais Nendo et l'Allemand Werner Aisslinger entre autres) dans un stand multimédia dessiné par Ferruccio Laviani. Fidèle à Milan et à EuroLuce, le designer allemand Ingo Maurer a été le premier à expérimenter le futur des LED. Parce que l'intuition bannit les limites, il l'érige en principe et la met au service de technologies dont il suit l'évolution, pour mieux se les approprier. Il poursuit inlassablement son oeuvre.

La lumière est un domaine qui oscille, peut-être plus que d'autres, entre fonctionnel et imaginaire. Swarovski sait nous le rappeler autant que Veronese avec sa collection Or, placée sous la direction artistique conjointe de Tal Lancman et Maurizio Galante, qui sublime le savoir-faire de Murano. Baccarat s'impose avec, cette année, le lancement de sa collection Highlights qui réunit Jaime Hayon, Eriko Horiki, Arik Levy, Michele De Lucchi, Alain Moatti & Henri Rivière ainsi que l'incontournable Philippe Starck qui opère le mariage improbable entre un parapluie et un lustre de cristal ! Milan regorge de tels spécimens rares. Pour s'en convaincre, le passage est obligé à la galerie de Rossana Orlandi. Cette grande prêtresse milanaise du style met en scène ses coups de coeur, comme le lustre *Copacabana* du baroque Jaime Hayon pour Metalarte, les *Pom Pom Lamps* de la très prometteuse designer slovène Nika Zupanc ou les *Cage Lights* de Gionata Gatto et Mike Thompson. Impossible de résumer Milan, tant il y a à voir. L'offre ne cesse de grossir : le salon élargit chaque année son audience et confirme sa place incontournable de vitrine internationale du design.

MiCo, nouveau Palais des Congrès de Milan



Baptême réussi pour Milano Congressi (MiCo), le Palais des Congrès flambant neuf de la capitale lombarde : le 7 mai dernier, il a accueilli plus de 10 000 personnes venues participer à deux congrès médicaux internationaux. Le comité de réception était à la hauteur de l'événement : le ministre de la Santé Ferruccio Fazio, la mairesse de Milan Letizia Moratti, le président de la Région Lombardie Roberto Formigoni, le président de la Province de Milan Guido Podestà et le président de la Fondation Fiera Milano Gianpiero Cantoni - qui a piloté ce projet de 65 millions d'euros - ont personnellement salué les premiers arrivés. La présentation en société de ce complexe conçu par les architectes Mario Bellini (bâtiment) et Pierluigi Nicolini (espaces intérieurs) aura lieu le 20 mai prochain. L'entreprise gestionnaire, Fiera Milano Congressi - filiale de Fiera Milano, la société qui a reçu de la Fondation Fiera Milano le mandat de gérer le gigantesque parc des expositions de Milan - a invité environ 500 opérateurs internationaux du secteur à venir découvrir ce magnifique outil qui se met au service de l'internationalisation de l'économie italienne.

Ils découvriront de leurs propres yeux tous les avantages que leur offre MiCo : une capacité totale de 18 000 personnes, un auditorium de 1500 places, une salle plénière de 4500 sièges amovibles, 64 salles modulables pouvant accueillir de 20 à 2000 personnes, un espace d'exposition de 54 000 mètres carrés, acoustique et illumination soignées...

Les femmes nues omniprésentes dans les pubs exaspèrent les Italiens

SEXISME | Excédé par l'omniprésence des corps de femmes dénudés sur les publicités, un groupe de créatifs italiens a lancé un "manifeste déontologique" pour sortir du modèle sexiste imposé par la publicité et la télévision.

Peut-on vanter un produit sans l'accompagner d'une pin-up dénudée ? Un groupe de créatifs a lancé un "manifeste déontologique" pour sortir du modèle sexiste imposé par la publicité et la télévision, qui suscite un mécontentement croissant en Italie.

"Il y a peu, les compagnies de téléphone italiennes ne pouvaient envisager une campagne sans la sempiternelle jeune femme avenante et très décolletée", explique Massimo Guastini, président de l'Art Directors Club italien (ADCI), à l'origine de ce manifeste.

"Alors que ces opérateurs étaient concurrents, ils communiquaient tous sur le même mode et ne parvenait plus à se différencier. Ils ont fini par changer leur fusil d'épaule", raconte-t-il.

Vodafone est par exemple passé à des saynètes familiales interprétées par le mannequin un peu moins voyant Ilary Blasi et son mari, le champion de football Francesco Totti.

Quant à l'opérateur de téléphonie mobile TIM, il a dû faire disparaître de ses spots en février une starlette jugée trop vulgaire par les consommateurs.

"Modifier les modalités de la communication"

Le manifeste de l'ADCI, qui réunit quelque 200 créatifs, invite les professionnels de la publicité à "modifier les modalités de la communication afin de ne pas consolider des stéréotypes négatifs".

"Les gens n'en peuvent plus de cet abus du corps féminin dans la pub. On le perçoit notamment dans les réseaux sociaux sur Internet. Surtout depuis les épisodes embarrassants de notre chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, entouré de très jeunes filles", affirme la publicitaire Annamaria Testa, signataire du manifeste.

Pour elle, le grand signal a été la descente dans les rues de Rome de près d'un million de femmes le 13 février "pour protester contre leur dignité bafouée" par les scandales sexuels impliquant le Cavaliere.

"Etre séduisante et épouser un homme riche"

"Avec ce manifeste, nous prenons position de manière forte et publique face à une situation devenue insoutenable. La publicité a une responsabilité dans les goûts, le style de vie, le système de valeurs d'un pays. Nous devons changer l'actuelle culture collective de l'Italie, où le modèle de réussite pour les femmes est celui d'être séduisante et d'épouser un homme riche", fustige-t-elle.

Témoin de cet agacement, l'Institut d'autodiscipline publicitaire (IAP) reçoit "de plus en plus de plaintes de la part du public, de 100 à 150 par cas, contre une dizaine auparavant", indique son secrétaire général Vincenzo Guggino.

En 2010, cette autorité a bloqué 22 publicités, dont beaucoup "s'appuyaient sur des double-sens, violant la norme de la décence".

Les publicitaires "refusent les projets décalés"

"L'utilisation du sexisme dans la publicité existe depuis longtemps aussi dans d'autres pays. Mais en Italie, le phénomène a pris une ampleur inégalée, car dédouané par un climat hédoniste et vulgaire véhiculé par la télévision", explique Pasquale Barbella, professeur de communication à l'école milanaise Polidesign.

Avec l'arrivée des chaînes privées, en particulier celle du groupe Mediaset de Silvio Berlusconi, les soubrettes dénudées ont déferlé dans les programmes télévisés, changeant radicalement l'imaginaire collectif italien.

Et aujourd'hui les entreprises, commanditaires de la publicité, ont du mal à évoluer. Dans les publicités italiennes, les mamans sont toujours belles, blondes et entourées de plusieurs enfants... alors que le taux de natalité est l'un des plus bas du monde.

"Lorsqu'ils voient les spots audacieux réalisés dans les autres pays, les industriels italiens applaudissent. Mais quand il s'agit de leurs propres campagnes, ils refusent les projets décalés et nous réclament sans cesse la jolie fille plantureuse", déplore Massimo Guastini.

Pour lui, "les entreprises sont toujours les dernières à bouger car elles ont peur".

150 ans de l'Unification de l'Italie

80 délégations étrangères à Rome aux festivités

Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement marqueront de leur présence ces festivités auxquelles prendront part plus de 500 personnalités italiennes et étrangères, a-t-on précisé de même source.

Parmi ces personnalités figurent les dirigeants des 26 autres pays de l'Union européenne (UE) ainsi que des chefs d'Etat et de hauts responsables de nombreux pays de par le monde.

Alors que la Russie sera représentée à ces festivités par son président, Dmitri Medvedev, les Etats-Unis et la Chine le seront par leurs vice-présidents, Joe Biden et Xi Jinping.

Les Présidents palestinien, Mahmoud Abbas, israélien, Shimon Péres, turc Abdullah Gul et afghan Hamid Karzai sont également cités parmi les chefs d'Etat dont la présence a été confirmée.

Les dirigeants de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay, pays qui comptent les plus importantes diasporas italiennes en Amérique Latine, devraient aussi être présents dans la capitale italienne à l'occasion de ces festivités.

Les grandes organisations internationales seront représentées au plus haut niveau avec le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-Moon, le président du conseil européen, Herman Van Rompuy, le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, mais aussi l'Union africaine avec Jean Ping et le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa.

Les autorités italiennes ont décidé de donner une «dimension européenne et internationale» à la célébration du 150ème anniversaire de l'unification de l'Italie.

Le ministère italien des Affaires étrangères avait fait remarquer récemment que l'évènement intervient dans «un moment intense de l'agenda international dans le contexte des dossiers mondiaux, des tensions économiques dans la zone euro et des évènements en Afrique du nord et au Moyen-Orient».

Les festivités prévoient une grande parade militaire dans la matinée, un concert dans l'après-midi et un dîner de gala au Quirinal, le siège de la présidence italienne.

Diverses rencontres bilatérales sont prévues en marge des célébrations.

Polémiques et récompenses à la Biennale de Venise

Depuis l'ouverture de la Biennale de Venise le 4 juin, la foire est traversée de vives polémiques alors qu'elle vient de remettre ses Lions d'Or.

Lors de sa visite de la Biennale de Venise, le ministre italien de la Culture, Giancarlo Galan, est entré dans les pavillons russe, américain et israélien mais a soigneusement évité le pavillon de son propre pays. L'exposition du pavillon italien, « L'Arte non è Cosa Nostra » (l'art n'est pas la mafia) est organisée par le polémiste, homme politique et historien de l'art Vittorio Sgarbi avec lequel Giancarlo Galan a connu quelques accrochages, notamment concernant sa candidature infructueuse à la direction des musées de Venise.

Du côté du pavillon de l'Azerbaïdjan, tout n'est pas rose non plus. Deux œuvres de l'artiste Aidan Salakhova ont été censurées par le gouvernement de son pays, selon The Independent. Le gouvernement azerbaïdjanais, qui a recouvert deux sculptures de l'artiste, prétexte que les œuvres ont été abîmées pendant le transport.

Parmi celles-ci, *Waiting Bride* représente une femme voilée de noir des pieds à la tête. La sculpture a été recouverte d'un tissu blanc. L'autre installation représente la Pierre noire de la Mecque dans un cadre de marbre en forme de vagin.

Mais ces événements n'ont pas empêché le jury de la Biennale de Venise de remettre ses récompenses. Ainsi, le Lion d'Or de la meilleure participation nationale a été remis à l'Allemagne dont le commissaire Christoph Schlingensiefel est décédé en août 2010. Le Lion d'Or du meilleur artiste de l'exposition « ILLUMInations » revient à l'américain Christian Marclay et son œuvre *The Clock*.

Le Lion d'Argent du jeune artiste prometteur de cette exposition est remis au britannique Haroon Mirza. Le jury a aussi décerné deux mentions spéciales. La première au pavillon lituanien pour son exposition « Behind the White Curtain » de Darius Miksys, organisée par le commissaire Kestutis Kuizinas. La deuxième à l'artiste suédoise Klara Lidén pour son œuvre *Untitled (Trashcan)*.

Le comité de la Biennale de Venise avait déjà décerné le mois dernier deux Lions d'Or pour l'ensemble de leur carrière à l'artiste américaine Sturtevant et à l'autrichien Franz West.

Sportswear et safari, tendances dominantes des défilés hommes de Milan

A en juger par les collections milanaises printemps/été 2012, l'influence safari chic devrait rester de mise, associée à la fièvre des Jeux Olympiques, qui gagne les créateurs.

Les références au sportswear, sans conteste l'un des thèmes principaux des défilés masculins de cette Fashion Week, étaient omniprésentes sur les podiums italiens. Calvin Klein et Dirk Bikkembergs ont ainsi présenté des tenues dignes des athlètes des JO de Londres. D'autres, comme Moschino, ont choisi de faire des allusions plus subtiles au monde du sport à travers certains éléments, comme les blousons bombers.

Autre grand leitmotiv: le chic safari. Déjà en vogue ces dernières saisons, il est souvent combiné à une grande tendance chromatique: les tons neutres sable. Les accents colorés étaient donc plus rares, souvent sous la forme de color block -- style qui a dominé les tenues de ce printemps. De nombreux créateurs ont cependant opté pour des couleurs d'habitude associées à l'automne, comme l'aubergine.

Les imprimés voyants, sur chemises et pantalons -- comme dans les collections féminines d'automne -- ont également été très utilisés, de même que les carreaux, vus partout, de Prada à Gucci, en tant qu'élément du revival des années 90.

Lorsqu'ils n'étaient pas imprimés -- ou pyjamas comme chez McQueen -- les pantalons étaient souvent portés roulés ou raccourcis aux ourlets. Dans l'ensemble, les proportions étaient d'ailleurs courtes, avec des vestes qui ne dépassaient pas les hanches.

Enfin, on note que les accessoires féminins sont à l'honneur, de larges foulards imprimés venant par exemple adoucir les tenues d'affaires.

Les comédiens montent au créneau

Depuis le 14 juin, plusieurs centaines d'artistes occupent le plus ancien théâtre en activité de Rome. Ils protestent contre sa fermeture annoncée et contre les coupes budgétaires dans le secteur de la culture. Le symbole d'un pays en colère contre le pouvoir, souligne La Repubblica.

Dans n'importe quel autre pays, le théâtre Valle de Rome n'aurait eu qu'un destin possible : celui de tout monument national. Dans l'Italie paradoxale de Berlusconi, le plus vieux et plus beau théâtre de la capitale peut devenir soit un grand restaurant soit le lieu d'une petite révolution. Depuis dix jours [le 14 juin] et dix nuits, s'y joue la révolte de la culture. Les occupants se sont fait ouvrir la forteresse grâce au plus italien des stratagèmes : une belle jeune femme a feint de demander des informations... Une fois entrés, ils ont bloqué les portes d'entrée et de sortie avec des chaînes et des planches, ne laissant entrer que ceux qui veulent bien participer à leur action. Depuis ce jour, une poignée de gens du spectacle, en grande partie de jeunes précaires, gère le théâtre mieux que n'importe quel conseil d'administration.

Chaque soir, 2 000 spectateurs viennent voir des dizaines d'artistes célèbres, d'Elio Germano [acteur de cinéma, prix d'interprétation masculine au Festival de Cannes 2010] à Andrea Camilleri [auteur de romans policiers], de Franca Valeri [actrice de théâtre et de cinéma] à Silvio Orlando [personnage principal de *Caïman*, le film de Nanni Moretti] en passant par Moni Ovadia [acteur, écrivain et dramaturge]. La police le sait et les observe de loin... Jour après jour, cette lutte née un après-midi est devenue le symbole d'une autre Italie. Une Italie qui "considère la culture comme un bien public au même titre que l'eau", comme le dit Elio Germano. Un pays de jeunes gens qui se sont formés à l'étranger et croient dans le mérite ; des acteurs et des actrices qui étudient le théâtre et ne font pas la queue chez Lele Mora [agent de mannequins et de vedettes proche de Silvio Berlusconi et mis en cause dans le Rubygate] pour décrocher un job, des régisseurs et des techniciens, dans la précarité depuis des lustres parce qu'ils n'ont pas de Luigi Bisignani [lobbyiste et homme d'affaires proche du pouvoir] qui les recommande auprès des mandarins de la RAI, la télévision publique. Tous, ils n'en peuvent plus des humiliations, des stages gratuits qui durent des années, des "envoyez-moi votre book" et des "mais qui tu connais au juste ?", des fausses auditions où l'on vous dit : "Allez, tu as une minute", alors qu'en fait "le casting est déjà arrêté sur un parent ou un ami du metteur en scène", de faux laboratoires de théâtre dont l'entrée est payante et où on te fait faire deux semaines d'improvisation pour ensuite te plagier les monologues.

Margherita Vicario, 23 ans, connaîtra peut-être un jour la reconnaissance, elle qui, en attendant, chante, fait de la musique, écrit des chansons – y compris en anglais – et est bénévole dans des hôpitaux psychiatriques : "Je paie mes factures comme tout le monde grâce à ce que je gagne en travaillant pour la télévision. Je ne peux pas travailler au théâtre, ce serait du luxe, puisqu'on y travaille gratis. Je me demande souvent : comment se fait-il que mes amis ou collègues acteurs à Londres ou à Barcelone vivent mieux que moi ?"

Suite en page suivante

"Cela fait trente ans qu'en Italie on parle de fermer les organismes qui ne servent à rien ou d'abolir les provinces. Cela n'a jamais été fait. L'ETI [Ente teatrale italiano, seul organisme public qui gérait et protégeait la plupart des théâtres en Italie] a été supprimé par le ministre de l'Economie, il y a sept mois, en à peine deux heures", raconte Danilo Nigrelli, comédien et metteur en scène, à la tête de la révolte. L'ETI [gérait le Valle de Rome, le Teatro della Pergola de Florence, le Duse de Bologne, autant de lieux clés de l'histoire du théâtre en Italie qui risquent de finir aux enchères. Derrière cette situation catastrophique transperce l'anticulture qui a dominé ces vingt dernières années alors même que l'Italie détient 60 % des biens artistiques de la planète et où 12 % du PIB provient du tourisme. Le cinéma italien, pourtant largement délaissé est la troisième industrie du pays. Environ 250 000 personnes travaillent dans le monde du spectacle : c'est 50 000 de plus que chez Fiat. Mais pourquoi l'Italie, qui a plus d'avocats et d'architectes que la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, a beaucoup moins d'artistes de profession ? "D'où vient cette fausse idée selon laquelle les artistes ne font pas un vrai travail et sont entretenus par l'Etat ?", s'interroge Manuela Cheribini, traductrice et metteuse en scène. Que les choses soient bien claires : nous ne voulons pas revenir à l'ETI d'avant et nous ne défendons pas à tout prix l'aumône d'Etat que représente le FUS (Fondo unico dello spettacolo, principal source de financement public du monde du spectacle). Le FUS te donne de l'argent que tu dois ensuite déclarer et restituer en partie sous forme d'impôt avec des intérêts pour l'Etat et en faisant profiter, au passage, les banques italiennes. Nous demandons seulement de pouvoir travailler, comme n'importe où ailleurs en Europe, sans être décimés par les impôts et la bureaucratie et sans devoir dépendre de la charité intéressée des hommes politique."

"Il y a de la colère, de l'amertume et de la douleur dans cette occupation mais aussi de la joie et une forte volonté de faire changer les choses", souligne Gabriele Lavia, directeur du théâtre de Rome et qui, en théorie, devait prendre en charge la programmation de la prochaine saison théâtrale du Valle, en attente de sa mise en vente. En tant que directeur, il s'est attiré ici une bonne dose de sifflements. "Je suis l'unique représentant d'une institution à s'être montré ici. C'est normal qu'ils m'aient remis en cause. Pourtant je suis favorable à cette occupation. C'est salvateur... Si j'étais eux, je la ferais durer un an." Un vœu pieux ? Ce qui est sûr, c'est que tout au long de sa glorieuse histoire, le théâtre Valle n'aura jamais accueilli autant de monde. Des commerçants du quartier aux passants attirés par le bruit et la cacophonie. Mercredi [le 22 juin], comme chaque soir, les occupants ont dû renvoyer une centaine de spectateurs pour des questions de sécurité. Le théâtre était bondé et, sur la scène, se croisaient devant la foule les grands acteurs et les débutants aux jambes tremblantes. On se serait cru dans un autre temps, avec les applaudissements, les sifflements, les "basta !" et les "encore, encore". Vers 1 heure du matin, Margherita chante une dernière chanson et les lumières s'éteignent. Les occupants rejoignent leur duvet et s'installent pour une nouvelle nuit dans des loges datant du XVIIIe siècle. Le théâtre Valle a été inauguré il y a trois siècles [en 1727] et aura vu passer le XIXe néoclassique et le XXe avant-gardiste, avec notamment la première représentation de *Six personnages en quête d'auteur* (1921), du dramaturge Luigi Pirandello. Le cinéaste Mario Monicelli, qui aimait beaucoup le théâtre Valle, lui avait rendu hommage dans une scène inoubliable de *Marquis s'amuse* (1981). S'il n'était pas mort [le 29 novembre 2010], il serait sûrement ici même à observer, dans son théâtre, la révolte en cours de la culture italienne.

Italie: des mannequins vivants en vitrine

La présence de mannequins vivants dans les vitrines de grands magasins italiens Coin à Milan, dans le nord de l'Italie, a suscité une polémique à laquelle le patron du groupe a répondu aujourd'hui affirmant que "c'est juste du business".

Les détracteurs "nous ont juste fait de la publicité. On nous a accusé de commercialiser le corps humain, mais nous n'avons rien inventé, ça se fait partout dans le monde. C'est juste du business", a déclaré devant des journalistes Stefano Beraldo, administrateur délégué de Coin.

La principale confédération syndicale italienne, la CGIL (gauche), avait protesté contre la présence de mannequins vivants dans les vitrines, assurant "vouloir défendre le décorum des travailleurs et l'intelligence des clients".

"Même faire le mannequin est un travail"

A la suite de cette protestation syndicale, les mannequins, vêtus de maillots de bain dans une vitrine simulant une plage, ont repris leur travail en tenant à la main une pancarte proclamant "même faire le mannequin est un travail".

"Je ne vois aucun scandale, nous faisons notre travail et il y a beaucoup d'autres magasins qui font la même chose. Notre travail c'est de faire de la publicité pour les objets et les vêtements. Certains passants sont amusés, d'autres non, mais beaucoup de jeunes nous soutiennent", a déclaré à l'AFP un des mannequins, Matteo Cupelli, 19 ans.

Stefano Beraldo a par ailleurs affirmé que le groupe poursuivrait sa campagne publicitaire qui offre du travail aux jeunes et les paye dans le respect de toutes les règles.

Ces jeunes diplômés qui fuient l'Italie

N'acceptant pas n'importe quel travail, des milliers de jeunes diplômés italiens quittent le pays à la recherche d'un avenir meilleur.

Malgré leurs diplômes, de jeunes italiens enchainent les petits boulots SIPA

« J'ai passé mon mastère avec succès, mais ça ne change rien. J'ai encore eu de la chance de trouver un travail dans un magasin de produits pour animaux », Siriana Malavita, une jeune femme de 28 ans qui parle cinq langues et qui voulait faire un doctorat. Elle ajoute : « J'ai été obligée de renoncer à mon rêve. Les professeurs universitaires soutiennent leurs propres étudiants et leurs projets. Si tu n'es pas pistonnée, il vaut mieux oublier. » Essayant de mettre à profit sa connaissance des langues, Siriana a envoyé des CV aux entreprises de sa ville natale, Modica, en Sicile, qui exportent des olives, des fruits secs ou du chocolat. « Rien à faire. Elles ne veulent pas de gens diplômés, elles embauchent les frères, les cousins, les amis ou les amants. »

Obligé de quitter sa maison

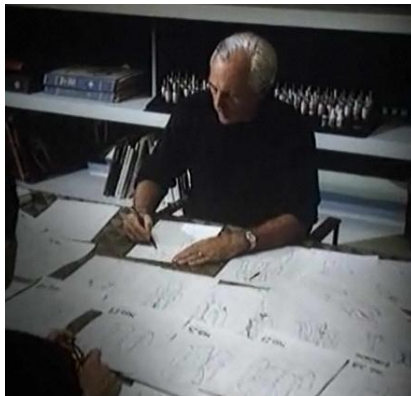
Ses amis qui ont étudié le droit, l'économie ou les langues sont dans la même situation. Ils acceptent des petits boulots pendant l'été, un travail non qualifié pour payer le loyer, ou renoncent et quittent le pays. Fatigué de travailler à droite et à gauche et d'être payé avec des mois de retard, Matteo Pellegrinuzzi, journaliste-photographe de 31 ans, a quitté Milan pour Paris en 2009 où son travail est apprécié. « C'est triste, confie-t-il, de penser que pour éviter de finir comme peintre en bâtiment, balayeur ou homme à tout faire, j'ai été obligé de quitter ma maison. »

La lettre d'un universitaire

Selon les dernières données disponibles, en 2009, 16,2 % des jeunes diplômés étaient chômeurs un an après avoir décroché leur diplôme, contre 11,3 % en 2007, indique une étude de AlmaLaureo, une société qui, avec le soutien du ministère de l'Education, met en ligne les CV de quelque 1,5 million de jeunes diplômés de 64 universités. « L'Italie investit tellement peu dans les jeunes que c'en est choquant. Comparés à des pays comme la France, l'Allemagne ou les Etats-Unis, nous risquons vraiment d'être marginalisés », dit Andrea Cammelli, directeur d'AlmaLaureo.

Il poursuit : « Ce que l'on appelle la fuite des cerveaux est une réalité : les diplômés qui se décident à partir à l'étranger sont plus satisfaits, mieux payés et ont la sensation d'être utiles. » Même le patron d'une des universités les plus connues en Italie, la Luiss, de Rome, incite les jeunes à quitter le pays où « seulement les clans, les liens politiques ou familiaux, permettent de faire carrière ». « Pars là où la loyauté, le respect, le mérite et les résultats sont appréciés », écrivait récemment Pier Luigi Celli dans une lettre ouverte à son fils.

Nouvel hôtel Armani à Milan : l'adresse haut de gamme des voyageurs d'affaires



Pas de doute sur la clientèle attendue par le nouvel hôtel Armani qui va ouvrir le 10 novembre prochain dans le quartier de la mode. Né d'une joint-venture entre le célèbre couturier et Emaar Properties, l'établissement se veut une adresse haut de gamme pour le top management de passage à Milan. Un positionnement né du constat qu'il fallait à la ville, une grande adresse pour le business travel.

Implanté au 31 de la Via Manzoni, l'hôtel a été conçu comme si Giorgio Armani devait y vivre à l'année. Une ligne directrice simple: marier l'élégance, le bon goût et le choix de matières nobles au toucher sensuel. Pour le groupe en charge de la gestion, le savoir-faire italien en matière de design et d'accueil n'est plus à prouver et d'ajouter "c'est la seconde adresse Armani à Milan avec des différences marquées et des atouts de taille". Toujours selon les concepteurs, le prix ne devrait pas être un frein : à partir de 500 € la nuit.

La Mostra rend hommage vendredi au réalisateur italien Marco Bellocchio

VENISE — La 68e Mostra de Venise rend hommage vendredi au réalisateur italien Marco Bellocchio qui se verra remettre en début de soirée un Lion d'Or.

A 71 ans, le cinéaste italien est récompensé pour l'ensemble de son oeuvre, marquée par "Les Poings dans les poches" (1965), "Le Diable au corps" (1986), dont les scènes très crues avaient mis en émoi les festivaliers à Cannes, mais aussi plus récemment par "Vincere" (2009), fresque historique sur la montée du fascisme en Italie et la vie de Mussolini, vue à travers les yeux de sa maîtresse.

A cet hommage s'ajoutera la projection d'une nouvelle version d'"Au nom du père" (1971), pamphlet contre l'Eglise catholique.

Sept fois en lice pour la Palme d'Or au festival de Cannes, Marco Bellocchio a déjà été récompensé à Venise pour "La Chine est proche", Prix Spécial du Jury en 1967 et "Buongiorno, notte" (2003) qui lui a valu trois prix, dont celui de la meilleure contribution personnelle.

Marco Bellocchio succède ainsi au maître du cinéma hongkongais John Woo, lauréat en 2010, et rejoint une liste prestigieuse où figurent les réalisateurs David Lynch, Clint Eastwood, Tim Burton, Francis Ford Coppola ou encore Charlie Chaplin.

Le président de la Mostra, Marco Mueller, a qualifié Marco Bellocchio de "promeneur infatigable, passeur d'idées, explorateur de la frontière instable entre lui-même, le cinéma et l'histoire".

La Mostra a rendu également hommage cette année à l'acteur américain Al Pacino, venu présenter "Wilde Salome" hors compétition et récompensé par le Prix Jaeger-Le Coultre pour l'ensemble de sa carrière.

Opéra de Vienne et Scala de Milan: concerts croisés, retour à une vieille tradition

L'Opéra de Vienne et la Scala de Milan ont renoué avec une ancienne tradition de coopération, les orchestres des deux opéras donnant vendredi soir simultanément deux concerts croisés, accueillis avec enthousiasme par les publics viennois et milanais.

"C'est une vieille tradition qui remonte au grand maestro autrichien Herbert von Karajan et que j'ai décidé de reprendre après une trop longue interruption en accord avec Stéphane Lissner", le directeur français de la Scala, a déclaré à l'AFP le directeur général du Staatsoper, le Français Dominique Meyer.

Depuis l'après-guerre, il faut remonter à 1956 pour trouver trace de cette tradition, Herbert von Karajan ayant cette année-là fait venir à Vienne la grande cantatrice grecque Maria Callas et l'orchestre de la Scala pour interpréter "Lucia di Lammermoor" de Gaetano Donizetti.

Dans l'histoire commune des deux scènes lyriques, l'orchestre du Staatsoper s'était rendu à Milan en 1948, 1978 et 2001, tandis que celui de la Scala lui rendait la pareille en 1893, 1929 et 1956.

Cette fois, l'orchestre de la Scala, sous la direction du chef d'orchestre israélo-argentin Daniel Barenboïm, a joué à Vienne la Messa da Requiem de Giuseppe Verdi avec le ténor-star mexicain Rolando Villazon, la basse russe Alexander Vinogradov, la soprano lituanienne Violeta Urmana et la mezzo-soprano italienne Daniela Barcellona.

Et, à la même heure, l'orchestre de l'Opéra de Vienne, composé de musiciens du prestigieux Orchestre philharmonique, a interprété à la Scala, en version de concert, "Fidelio" de Ludwig van Beethoven, avec à la baguette le directeur musical du Staatsoper, l'Autrichien Franz Welser-Möst.

Le rôle de Léonore était assumé par la soprano suédoise Nina Stemme, le ténor allemand Peter Seiffert s'illustrant dans le rôle de Florestan.

En prélude au Requiem de Verdi, Daniel Barenboïm, l'orchestre et les chœurs de la Scala ont rendu hommage au grand ténor italien Salvatore Licitra, décédé le 5 septembre à l'âge de 43 ans à la suite d'un accident de motocyclette en Sicile.

L'Italie célèbre l'Arte Povera avec sept expositions dans six villes

L'Italie a décidé de mettre les petits plats dans les grands pour fêter l'Arte Povera: de septembre à avril 2012, sept expositions sont organisées à Rome, Milan, Naples, Turin, Bologne et Bari pour célébrer ce mouvement artistique lancé en 1967 et connu dans le monde entier | Bryan Bedder

L'Italie a décidé de mettre les petits plats dans les grands pour fêter l'Arte Povera: de septembre à avril 2012, sept expositions sont organisées à Rome, Milan, Naples, Turin, Bologne et Bari pour célébrer ce mouvement artistique lancé en 1967 et connu dans le monde entier.

Ce "marathon" de l'Arte Povera est mis en musique par Germano Celant, le critique d'art qui utilisa le premier l'expression "Arte Povera" en septembre 1967 pour intituler une exposition présentée à Gênes.

"Nous nous sommes refusés à faire une seule exposition parce qu'elle n'aurait pas été suffisante pour montrer la complexité de ce mouvement", a expliqué Germano Celant au cours de la conférence de presse de présentation lundi à Rome. Il s'est réjoui de pouvoir ainsi "remettre l'Arte Povera dans une perspective historique et présenter les dernières recherches" sur le mouvement.

Au nombre des grandes figures mises à l'honneur dans le cadre de ces expositions, qui totaliseront 15.000 m²: Jannis Kounellis, Mario Merz, Pino Pascali, Michelangelo Pistoletto, Giulio Paolini...

Le Musée d'art moderne de Bologne ouvrira le bal le 24 septembre avec "Arte Povera 1968", suivi par le Musée national des arts du XXI^e siècle de Rome ("Hommage à l'Arte Povera", 7 octobre), le musée d'art contemporain de Rivoli près de Turin ("Arte Povera international", 9 octobre) et la Triennale de Milan ("Arte Povera 1967-2011", 25 octobre).

Viendront ensuite le MADRE de Naples ("Arte Povera piu azioni povere", 11 novembre), la Galerie nationale d'art moderne de Rome - GNAM ("Arte Povera à la GNAM", 7 décembre), et enfin le théâtre Margherita de Bari ("Arte Povera au théâtre", 15 décembre).

Grande absente de cette rétrospective: la ville de Gênes, où eut lieu pourtant la première exposition du mouvement. "Nul n'est prophète en son pays, nous n'avons pas pu trouver l'énergie nécessaire", a regretté Germano Celant, lui-même génois.

Dès sa naissance, l'Arte Povera a voulu défier l'industrie culturelle et privilégier le processus, autrement dit le geste créateur, au détriment de l'objet fini. Un processus qui consiste principalement à rendre signifiants des objets insignifiants.

Arte Povera utilise d'ailleurs des matières pauvres (d'où son nom): du sable, des chiffons, de la terre, du bois, du goudron, de la corde, de la toile de jute, des vêtements usés... et les positionne comme des éléments artistiques de composition.

Mode à Milan: sensualité, opulence et joie de vivre post-crise

MILAN — Les stylistes milanais se sont inspirés des Années Folles pour conjurer la crise et en finir une bonne fois avec l'austérité, à coup de franges et motifs Art Déco, de décorations scintillantes et de silhouettes toute en sensuelles transparences. Gucci a donné le ton, en ce premier jour des défilés des collections de prêt-à-porter pour l'été 2012, avec une collection d'une outrageuse opulence, où tout brille, étincelle et irradie. A commencer par les accessoires, bijoux trophées, boutons dorés et autres chaînettes en or, omniprésents.

Les micro-vestes boléro façon smoking recouvertes de franges or-argent ou de broderies miroir donnent une allure de Matador à cette femme en chignon, aux yeux cernés de noir, qui domine le monde du haut de ses talons dorés. Pas de demi-mesure pour cette collectionneuse d'habits de lumière. Ses robes sont incrustées de cristaux et baguettes métalliques aux motifs Déco, dans des ors, noir et blanc brillants, qui redessinent un vestiaire animalier époustouflant : rayures du zèbre, imprimés girafe, tâches de léopard, carapace couleur soleil. Les franges sont partout, petites aux éclats variés, ou longues et sinueuses, caressant les jambes au fond d'une robe Charleston. Même goût excessif et un brin agressif, mais dans une version plus rock, pour la femme imaginée par le Britannique John Richmond.

Le jour, elle mélange les pièces basiques, de la petite robe noire à la jupe moulante, avec des accessoires excentriques aux couleurs fortes, comme une paire de sandales à plumes d'autruche jaunes ou des ceinturons fluo. Le tailleur-pantalon classique se combine avec un maillot de bain deux pièces. Le soir, elle sort le grand jeu. Robes en cuir noir ajourées, à franges ou en tulle transparent ou coton blanc, décoré de broderies ou incrusté de strass et de clous. Elle est prête pour aller danser. Franges, broderies, motifs Déco, transparences: ces mêmes éléments sont repris par Alberta Ferretti, mais déclinés dans une veine plus romantique et à travers une palette de couleurs éclatantes. Rouge écarlate, vert émeraude, bleu électrique, fuchsia, vert canard, jaune d'or, chaque robe aveugle presque.

Les motifs géométriques sont juste suggérés. Ici par des entailles, là par des bandes transparentes. Ailleurs, par des aiguilles métalliques traçant un dessin abstrait. Toute la collection se joue autour des transparences. Les robes sont fendues sous le bras. Les dos se dénudent. Les tissus impalpables (gaze, tulle, mousseline, soie) ou les broderies laissent transparaître la peau, sans jamais dévoiler le corps. La chevelure longue et enchevêtrée, mi-sorcières, mi-princesses boudeuses, les créatures d'Alberta Ferretti fendent l'espace en laissant traîner sur le sol les franges de leur sac en perles noires.

On retrouve leurs petites soeurs chez Kristina Ti, dans une ambiance fin de vacances. Près d'un bord de plage poétique, les mannequins aux vaporeuses coiffures préraphaélites déambulent en sandales à semelle plateau sur de fins graviers, alternant petites robes ou shorts à imprimés, aux couleurs tendres, et maxi manteaux en tricot. Un parfum rétro et un brin romantique flotte sur cette collection pleine de fraîcheur, où les maillots de bain sont tricotés au crochet et se portent en une pièce. Les micros robes transparentes en taffetas, mousseline et voile, caressées de volants ou piquetées de fleurs brodées, s'enfilent avec insouciance sous une veste. Tout comme de gracieuses barboteuses en broderie, tandis que de longues jupes en macramé tombant jusqu'aux pieds mettent en valeur les silhouettes fluettes. Tout semble ravissant et facile à porter dans cette garde-robe, où dominent fleurs et fines rayures. Jeudi sera notamment le tour de Max Mara, Fendi, D&G et Prada.

Italie: l'AC Milan sacré roi d'Italie en 36e journée

ROME — L'AC Milan a retrouvé samedi un titre qui le fuyait depuis 2004 en obtenant le point qui lui manquait (0-0) pour être champion d'Italie pour la 18e fois, samedi, sur le terrain de l'AS Rome lors de la 36e journée.

Avec un total de 78 points, l'AC Milan ne peut plus être rejoint par l'Inter, deuxième à neuf points, alors qu'il ne reste plus que deux journées de compétition. L'Inter doit encore en disputer trois, dont celui de dimanche face à la Fiorentina. Mais en cas d'égalité, les Interistes seraient devancés à cause des face-à-face directs.

"Je ne me rends pas encore bien compte, mais c'est un très grand moment pour moi, je suis très, très heureux", s'est exclamé Massimiliano Allegri, entraîneur comblé pour sa première année sur le banc milanais. "On a réussi un bon match, on a été ambitieux dans le jeu. Nous sommes champions grâce à l'implication des garçons, dans ce match comme toute la saison, et à notre mentalité de vainqueurs", a-t-il ajouté.

L'AC Milan a ainsi mis fin à la domination sans partage de l'Inter, "roi" d'Italie depuis 2006. En arrivant au Stade olympique de Rome, les Milanais savaient qu'il leur fallait un point pour être couronnés. Et ils ont fait l'effort juste nécessaire pour être récompensés. La rencontre n'a jamais atteint des sommets. Marco Cassetti pour la Roma a eu sa chance (14e). Rosi et Vucinic aussi. En vain. La défense milanaise est restée intraitable à l'image de sa saison et les Rossonero auraient même pu s'imposer si la frappe de Robinho en début de seconde période avait connu un meilleur sort. Ce titre des joueurs de Silvio Berlusconi conclut une saison pleine, avec seulement 4 revers, contre 8 à leurs dauphins et ennemis de l'Inter.

"Je remercie tout le monde, les joueurs, le président (Silvio Berlusconi), qui a mis à ma disposition un effectif très fort, a poursuivi Allegri. Ce sont des professionnels, mais aussi des hommes avec des valeurs, qui se sont mis à disposition du groupe, c'est la raison principale de la victoire du Milan."

Pour Allegri, les deux moments clefs de la course au titre ont été "la victoire dans le derby (2-0 le 2 avril) pour prendre nos distances avec l'Inter, et la victoire à Fiorentina (2-0 le 10 avril) quand Naples était revenu à notre hauteur la veille". Allegri est le grand homme de la saison. Arrivé sans grande référence sur le banc, il a réussi à imposer son système, basé sur "les efforts de chacun" alors que les individualités ne manquaient pas dans cet effectif, de Robinho, à Zlatan Ibrahimovic, les deux recrues poids lourds de l'été dernier, en passant par l'aboyeur Gennaro Gattuso ou le Ghanéen Kevin-Prince Boateng.

La défense, conduite par Thiago Silva, n'a cessé d'impressionner (23 buts encaissés).

La fête risque d'être belle samedi prochain pour la réception de Cagliari.

NDLR: Bologne a été pénalisé de 3 points pour défaut de paiement des salaires de joueurs et de l'impôt.

Giro: l'Espagnol Alberto Contador s'impose sans opposition



L'Espagnol Alberto Contador s'est adjugé un second triomphe au Tour cycliste d'Italie après celui de 2008. Le triple vainqueur du Tour de France termine avec plus de cinq minutes d'avance sur son dauphin, l'Italien Michele Scarponi. (Reuters/Alessandro Garofalo)

L'Espagnol Alberto Contador s'est facilement adjugé dimanche son second triomphe au Tour cycliste d'Italie après celui de 2008, à l'issue d'une épreuve qu'il aura largement dominée.

Le triple vainqueur du Tour de France termine avec six minutes dix secondes d'avance sur son dauphin, l'Italien Michele Scarponi, après la 21e et dernière étape, un contre-la-montre dans les rues de Milan remporté par le Britannique David Millar.

Un autre Italien, Vincenzo Nibali, complète le podium final à 6'56" du vainqueur. A l'étape, Contador termine troisième derrière le Danois Alex Rasmussen, à 36 secondes du vainqueur.

"C'est l'une de mes victoires les plus émouvantes, c'est un succès très particulier", a commenté l'Espagnol après l'étape, précisant qu'il s'était efforcé de rester constant tout au long de la compétition. "Ces trois semaines ont été très dures. C'est l'une des courses les plus difficiles que j'aie jamais disputée, mais le résultat final en valait la peine", a-t-il ajouté.

Le champion espagnol s'est emparé du maillot rose de leader en s'imposant lors de la 9e étape sur les pentes de l'Etna, et n'a cessé d'augmenter son avance au fil de l'épreuve.

L'objectif de Contador est désormais de devenir le premier coureur depuis Marco Pantani en 1998 à réaliser le doublé Giro-Tour de France la même année.

Il en est pour l'instant à six victoires dans les grands Tours: Tour de France 2007, 2009 et 2010, Tour d'Italie 2008 et 2011, Tour d'Espagne 2008.

Interrogé sur le nombre de grands Tours qu'il pense remporter, Contador a répondu : *"Je ne cherche pas à rentrer dans l'histoire de cette manière." "Je cours chaque course pour la gagner, et tout ce que je veux, c'est prendre du plaisir dans chacune", a-t-il ajouté.*

Contador devrait pouvoir participer à la Grande Boucle en juillet après la décision du Tribunal arbitral du sport (Tas) de reporter son audition, prévue début juin, concernant les accusations de dopage portées à son encontre.

L'audience pourrait désormais avoir lieu en juillet ou en septembre. Le Tour de France débute le 2 juillet et se termine le 24.

Un panel de trois experts du Tas est chargé d'examiner l'appel de l'Union cycliste internationale (UCI) et de l'Agence mondiale anti-dopage (Ama) contre l'acquittement de Contador prononcé par la Fédération espagnole de cyclisme.

Le coureur espagnol soutient avoir été contrôlé positif au clenbutérol lors du Tour de France 2010 parce qu'il avait mangé de la viande contaminée importée d'Espagne pendant une journée de repos dans les Pyrénées, à Pau, le 21 juillet.

S'il est reconnu coupable, Contador risque une suspension de deux ans et la perte de sa victoire de l'an dernier dans la Grande Boucle.

Le foot italien secoué par un nouveau scandale

Des dirigeants et des joueurs sont impliqués dans une enquête sur des matches présumés truqués par des officines de paris clandestins.

Le scandale des matches présumés truqués par les officines de paris clandestins, le "Calcioscommesse", impliquant des dirigeants, des joueurs, et l'ancien international Giuseppe Signori, fait trembler l'Italie du football, qui craint de revivre le Calciopoli de 2006 ou le Totonero de 1980. Depuis mercredi, l'Italie ne parle que du "Calcioscommesse", le scandale des paris (scommesse) dans le football (calcio). Même le match de qualification pour l'Euro 2012 contre l'Estonie, vendredi à Modène, est passé au second plan.

"Foot infecté", titrait la *Gazzetta dello sport* jeudi. Le quotidien sportif, qui s'est procuré le dossier de l'instruction de 611 pages, a donné le ton. Le journal cite trois groupes mafieux qui auraient manipulé des matches, le 'groupe de Bologne', le plus actif, ainsi que les 'gitans' et les 'Albanais'. Les premières réactions ont été celles de l'Atalanta Bergame et Sienna, les deux clubs promus en cette fin de saison en Serie A (1re div.). "Nous avons gagné 4-0 (contre Sassuolo), l'équipe adverse était affaiblie par les blessures et suspensions. Si Sassuolo a fait quelque chose qu'il ne fallait pas, c'est son problème", a dit Giorgio Perinetti, directeur sportif du club toscan. Signori, qualifié de "leader indiscutable" du groupe de Bologne dans le dossier, a fait savoir qu'il ne s'exprimerait qu'au travers de son avocat.

"Last Bet"

La presse italienne a donné des détails de l'affaire, qui a éclaté après un match de la Cremonese, il y a six mois. Le juge de Crémone Guido Salvini, chargé du dossier, parle de "tout un système", très organisé, pour contacter des joueurs et truquer les résultats. L'opération, baptisée "Last bet" (dernier pari, en anglais), porte sur "association de malfaiteurs", "extorsion de fonds" et "fraude sportive". Le procureur de Crémone, Roberto Di Martino, a donné quelques détails sur l'enquête. "Les prévenus connaissent beaucoup de monde, a-t-il dit. Cela permet d'atteindre des joueurs prêts, même pour peu d'argent, à influencer sur un match. On parle même d'un tarif". Il s'agirait de 400 000 euros pour un match de Serie A, 120 000 euros pour un match de Serie B, et 60 000 pour la Lega Pro (3e div.). "Matches truqués, joueurs drogués", écrit la *Gazzetta*, évoquant le point de départ de l'affaire, le match de Lega Pro Cremonese-Paganese, il y a six mois. Des joueurs de Cremonese auraient pris des hypnotiques. La police s'en est aperçue quand l'un d'eux, Gervasoni, a eu un accident de voiture après le match. Ses analyses de sang ont montré qu'il avait pris un somnifère.

Coéquipiers drogués

L'enquête aurait ensuite découvert que le gardien de la Cremonese, Marco Paoloni, aurait drogué cinq de ses coéquipiers, qui se seraient sentis mal pendant le match. La Cremonese a battu 2-0 la Paganese, dernière au classement, et les paris auraient porté sur une remontée au score (qui n'a pas eu lieu) de l'équipe menée. Le gardien Paoloni, prêté depuis au Benevento, est au centre du plus gros match - à l'heure actuelle - du Calcioscommesse. Il aurait promis une victoire par trois buts d'écart de l'Inter sur Lecce (finalement: 1-0), assurant avoir contacté trois joueurs du club des Pouilles. L'échec de l'opération lui aurait valu des menaces physiques.

Et les comparaisons fleurissent déjà avec deux autres scandales du football italien, le Calciopoli, où des clubs choisissaient des arbitres bienveillants, qui a envoyé la Juventus Turin en Serie B, et le "Totonero" (loto noir), en 1980, qui avait coûté trois ans de suspension à Paolo Rossi, blanchi pour le Mondial 1982, que l'Italie a remporté. Rossi en avait été le meilleur joueur...

Des Italiens demandent au Louvre de leur prêter la Joconde

ROME — La Joconde repartira-t-elle en Italie ? Des autorités de Florence (centre) ont demandé jeudi au Musée du Louvre de leur prêter le célèbre tableau de Leonard de Vinci, pour une exposition prévue en 2013, cent ans après la dernière "visite" de Mona Lisa dans la Péninsule.

L'appel, lancé sur internet, est venu d'une société historique italienne et a reçu le soutien du gouvernement de la province de Florence.

La précieuse toile avait été volée au Louvre en 1911 par un Italien qui fut arrêté en 1913 au moment où il tentait de la vendre à un collectionneur à Florence.

Le portrait de Mona Lisa avait été brièvement exposé dans la célèbre galerie des Offices à Florence avant d'être renvoyée en France, où elle se trouvait depuis sa création au XVIe siècle.

"Ce n'est pas une déclaration de guerre contre la France. C'est un appel à une collaboration", a expliqué Silvano Vincenti, à la tête de la société historique à l'origine de l'appel.

"Ce serait un événement d'une énorme portée culturelle et historique ainsi qu'une occasion merveilleuse pour l'Italie toute entière", a-t-il ajouté avant de rappeler : "La Joconde a quitté le Louvre trois fois. Elle peut le faire encore".

L'objectif est de recueillir 100.000 signatures dans les prochains mois et de persuader le parlement italien de soutenir la campagne, adressée directement au Louvre et au ministère français de la Culture.

Un porte-parole de la province de Florence a apporté son soutien, ajoutant qu'il allait réclamer l'appui de la ville et de la région.

La rivalité entre l'Italie et la France sur la Joconde, née il y a des siècles, continue de déchaîner des passions, surtout dans le pays d'origine de "Leonardo".

Le peintre est censé avoir débuté cette oeuvre en Italie et l'avoir terminée en France.

La Joconde, jalousement conservée au Louvre, en est sortie en 1974 pour une exposition exceptionnelle à Tokyo. C'était sa première sortie depuis le vol de 1911.

Silvano Vincenti dirige une équipe d'archéologues qui effectuent des fouilles dans un ancien couvent du centre de Florence, afin de tenter d'y retrouver les restes de Lisa Gherardini, la femme qui aurait servi de modèle à la célèbre toile.

En février, M. Vincenti avait aussi affirmé qu'un jeune homme, "probablement amant" du peintre, avait servi de modèle pour La Joconde, une thèse qui avait laissé les experts du Louvre sceptiques.

L'Inter Milan à son tour accusée dans l'affaire des matches truqués

De nouveaux éléments dans l'affaire du Calciopoli surgissent : une enquête prouverait qu'entre 2004 et 2006, l'Inter Milan aussi aurait agi illégalement.

"On ne pourra plus parler de la bande des honnêtes" : Luciano Moggi, ancien dirigeant controversé de la Juventus et principal accusé dans l'affaire du Calciopoli 2006 - l'affaire des matches truqués a même été rebaptisée "Moggiopoli" de l'autre côté des Alpes - va peut-être pouvoir savourer sa revanche. De nouvelles écoutes téléphoniques ont été décortiquées par les juges italiens. Il semblerait que Giacinto Facchetti - ancien joueur et dirigeant de l'Inter, décédé en 2006 - avait lui aussi des contacts récurrents avec le conseil arbitral italien.

Le scudetto 2006, assigné sur tapis vert aux interistes, pourrait donc être révoqué. Le procureur Stefano Palazzi, chargé de l'enquête, a estimé que les justifications données par l'Inter pour expliquer les conversations entre Facchetti et le corps arbitral, en 2006, étaient "improbables" et "contradictoires".

Massimo Moratti, le président de l'Inter, n'admet pas que l'on s'attaque à l'intégrité de son club et à celle de Giacinto Facchetti, une véritable légende en Italie : "Le fait que l'on mette en cause une personne décédée, connue pour son honnêteté, et que j'estimais énormément, est une chose injuste. Je n'ai aucune estime pour les personnes en charge de ce dossier". Moratti tranquillise ses tifosi : "L'Inter agira dans la tranquillité, nous n'avons rien à cacher. Je travaille pour mon club, pour ses supporters, pas pour ces magistrats". Cinq ans plus tard, le scandale des matches truqués est plus vivant que jamais, et l'Inter risque bien de perdre son étiquette de "Monsieur Propre" de la Serie A.

Italie: les joueurs menacent de faire grève

ROME — Le syndicat des footballeurs italiens (AIC) a menacé lundi de reporter la 1re journée de championnat, prévue ce week-end, si joueurs et présidents de clubs ne parvenaient pas à un accord sur la convention collective, toujours en suspens depuis neuf mois.

"Si on ne signe pas la nouvelle convention collective, la première journée sera retardée", a assuré le président du syndicat des joueurs italiens (AIC), Damiano Tommasi à l'issue d'une réunion infructueuse avec les représentants des clubs.

Si en Espagne les joueurs ont déjà fait la grève pour la 1re journée ce week-end et menacent de recidiver samedi et dimanche, à cause du trop grand nombre de salaires impayés, les Italiens avaient plusieurs fois menacé d'une grève la saison passée sans en arriver à cette extrémité.

"Après une année, on ne peut pas considérer cela comme une menace, a ajouté Tommaso. Le fait est qu'on ne peut pas commencer le championnat sans la convention collective."

Il a refusé de donner un pourcentage de chance de voir la grève ne pas se produire aux journalistes qui lui ont posé la question. "Ce pourcentage, vous devez le demander aux gens de la Ligue (Lega), nous, nous espérons commencer le championnat, parce que cela signifiera que la convention collective a été signée", a-t-il dit.

L'an dernier, l'AIC avait annoncé une grève pour les 11 et 12 décembre avant de retirer le préavis le 9 décembre, un accord verbal ayant été trouvé... mais jamais écrit ni signé.

Deux points notamment posent problème: les joueurs refusent de s'entraîner à part quand leur club ne veut plus de certains d'entre eux et s'opposent aux dispositions pour solder la dernière année de contrat quand un club ne veut plus d'un joueur.

Italie/foot: accord trouvé

Les footballeurs italiens vont signer lundi un accord avec les présidents de clubs, selon une source proche du syndicat des joueurs (AIC), et mettre fin à leur grève, permettant au Championnat d'Italie de commencer le 9 septembre par la 2e journée.

"La convention collective entre les joueurs et la Serie A sera signée lundi en fin de matinée ou en début d'après-midi, il ne manque que quelques retouches techniques", a dit une source anonyme à l'agence italienne Ansa.

Un accord transitoire sera signé lundi, prévoyant de discuter jusqu'à la fin de la saison de la nouvelle convention collective, qui n'a toujours pas été signée faute d'un accord sur deux points, le paiement d'une taxe de solidarité (un impôt extraordinaire) et les joueurs mis à l'écart de l'effectif.

Italie: La Juventus entame bien sa saison

ROME — La Juventus Turin a idéalement commencé son championnat d'Italie en battant Parme (4-1) pour l'inauguration en compétition de son nouveau stade, grâce à son esprit offensif synthétisé par l'inusable Alessandro Del Piero, double passeur décisif, dimanche pour la 2e journée.

Avec ce feu d'artifice, la Juve prend la tête de la Serie A, qui avait fait grève pour la première journée, il y a quinze jours, en attendant les autres matches de dimanche, dont Palerme-Inter Milan (18h45 GMT).

Elle devance Naples, vainqueur 3-1 à Cesena samedi, et le champion en titre, l'AC Milan, tenu en échec chez lui par la Lazio Rome (2-2), vendredi. La Serie A tourne pour l'instant à plus de quatre buts par match (4,33)!

L'arrière suisse Stephan Lichtsteiner a marqué son premier but sous ses nouvelles couleurs dès la 17e minute, astucieusement servi par Del Piero (36 ans), et le premier but officiel dans le Juventus Stadium (en attendant qu'un contrat publicitaire lui donne son nom).

Le +Pinturicchio+ a donné une seconde passe décisive à Simone Pepe pour le but du KO (58). Juste avant Alessandro Matri avait frappé le poteau sur une contre-attaque (55). Bref, le 4-2-4 d'Antonio Conte a donné le tournis à Parme, mais il faudra attendre un adversaire plus consistant pour jauger cette énième Juve du renouveau, seulement 7e en 2010 et 2011.

Le stade inauguré jeudi par un grand spectacle et un amical contre Notts County (3e div. anglaise) recevait son baptême du feu.

Sa configuration à l'anglaise, avec le public très près de la pelouse et une contenance (41.200 places) plus adaptée que l'Olimpico (60.000) ou le stade des Alpes (70.000), a offert une belle ambiance latine, riche en décibels. Et une ovation à Del Piero, remplacé à la 68e par le Chilien Arturo Vidal, qui a tout de suite signé le troisième but d'une demi-volée (73).

Andrea Pirlo s'est aussi offert une passe décisive pour Claudio Marchisio, une délicieuse louche pour le 4 à 0 (83). La Juve a juste concédé un penalty, transformé par l'ex-Juventino Stefano Giovinco (45+2), et perdu Paolo De Ceglie exclu. Mais elle semble déjà au point.

Stéphane Dalmat, le plus italien des Rennais

Ligue Europa. Le milieu de terrain rennais a joué trois saisons à l'Inter Milan. Il est aussi le plus capé sur la scène européenne. Il mènera le jeu rennais ce soir.

Le questionner sur son expérience italienne, c'est rallumer dans la pupille de Stéphane Dalmat, l'étincelle de la nostalgie. Trois saisons dans l'un des plus grands clubs du monde, l'Inter Milan, assorties de deux campagnes européennes (1) dont une en Ligue des champions, à 32 ans, l'homme aux onze clubs et aux quatre championnats européens visités (2) garde, semble-t-il, pour son passage à l'Inter Milan, les yeux de Chimène. « Depuis mon départ de l'Inter, je n'ai pas eu l'opportunité de rencontrer un club Italien. Je suis très content et excité à l'idée d'y être et de pouvoir y fouler à nouveau une pelouse. »

Son CV de globe-trotter et son pedigree d'ex-futur grand joueur, font désormais de lui, quelqu'un d'écouté quand il raconte. Sans se la raconter pour autant. « Les jeunes viennent beaucoup vers moi pour me poser des questions, notamment sur ce déplacement en Italie. Je leur apporte quelques anecdotes, et sur le terrain j'essaierai de leur apporter ce que je sais faire. » Arrivé à Rennes dans le rôle d'un leader technique, il devait être le dépositaire du jeu la saison dernière. Et, il le reconnaît, il est passé au travers. Aussi transparent sur le terrain, qu'empêtré dans des problèmes personnels. « Une mauvaise saison » qui lui a coûté sa place, depuis la reprise et qui l'a installé dans un rôle de remplaçant, qu'il ne renie pas. « Je le vis bien, j'ai été prévenu dès le départ, c'était clair pour moi. Je n'ai aucun souci là-dessus, assure-t-il calmement. Je suis là pour travailler et apporter lorsque je rentre sur le terrain. Le coach sait bien qu'il n'aura jamais de problème et qu'il peut compter sur moi quand il veut. »

Victime d'une image, probablement largement exagérée, de mauvais garçon, Stéphane Dalmat semble maintenant laisser couler et laisser dire. Et prend les choses avec la philosophie de celui dont la carrière est plus proche de la fin que du début. « J'essaye d'être le plus professionnel possible dans un groupe où tout le monde a de la place pour s'exprimer. Les jeunes qui jouent à mon poste aujourd'hui sont au niveau attendu. Je suis là pour leur mettre un peu de pression et leur montrer que s'ils se relâchent, je suis derrière. »

S'il reconnaît que cet été, il aurait pu partir, aux Emirats ou ailleurs, il explique volontiers qu'il n'en a pas eu l'envie. « D'abord parce que l'on ne m'a pas demandé de partir », précise-t-il. Mais aussi, parce qu'il avait « envie de revivre des moments comme les matchs à Udine, à Madrid ou à Glasgow. » Des équipes contre lesquelles, il pense que le Stade Rennais ne doit pas faire de complexe. « Je pense qu'on a le potentiel, sur des confrontations directes, pour gagner contre ces formations-là. Nous sommes dans une poule composée d'équipes habituées à l'Europe, et dans laquelle nous ne sommes pas favoris. Mais nous nous sommes battus pour être ici, alors nous jouerons à fond. Ce seront des matchs très passionnants. »

Auteur de très bonnes entrées lors des dernières rencontres, l'ancien intériste a retrouvé du crédit auprès de son entraîneur. Doublure de Julien Féret au poste de milieu de terrain axial, il devrait, au nom de la rotation de l'effectif, être titulaire, ce soir au Stadio Friuli, le seul stade où en trois saisons de Calcio, il avait écopé d'un carton rouge, dont il ne se souvient plus, d'ailleurs. Il n'y croquera probablement pas un autre ancien intériste, le défenseur Giovanni Pasquale, 29 ans, copain de promo lors de la 2002-2003, mais pas qualifié pour la compétition. Dommage, il aurait sûrement aimé lui parler du bon vieux temps.